



HAL
open science

Contribution extérieure : le regard de chercheurs sur le Baromètre racisme CNCDH 2023

Yuma Ando, Nonna Mayer, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale

► **To cite this version:**

Yuma Ando, Nonna Mayer, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale. Contribution extérieure : le regard de chercheurs sur le Baromètre racisme CNCDH 2023. Commission nationale consultative des droits de l'homme. La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2023, La documentation française, pp.223-305, 2024, 978-2-11-157922-4. hal-04627626

HAL Id: hal-04627626

<https://hal.science/hal-04627626>

Submitted on 27 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME

LA LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LA XÉNOPHOBIE

ANNÉE 2023

La Documentation française

En application du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, une reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

© Agathe Pineau, étudiante en Diplôme Supérieur d'Arts Appliqués, option Design d'Illustration Scientifique, École Estienne, mars 2024.

© Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2024.
ISBN : 978-2-11-157922-4



SECTION 4.1.

**SYNTHÈSE IPSOS À
PARTIR DES RÉSULTATS
DU « BAROMÈTRE
RACISME CNCDH »
(NOVEMBRE 2023)**



SECTION 4.2.

**CONTRIBUTION EXTÉRIEURE :
LE REGARD DE CHERCHEURS**
(Yuma Ando, Nonna Mayer,
Vincent Tiberj, Tommaso Vitale)
sur le Baromètre racisme
CNCDDH 2023

Les quatre parties qui composent cette section s'appuient sur les données du sondage réalisé en face-à-face par l'institut Ipsos du 21 novembre au 9 décembre 2023, auprès d'un échantillon national de 1 210 personnes représentatif de la population adulte résidant en France métropolitaine. Ces données sont comparées à celles des enquêtes précédentes réalisées en face-à-face de 1990 à 2019, puis en mars et novembre 2022¹. Elles permettent de mesurer l'évolution de l'indice longitudinal de tolérance depuis 1990 (chapitre 4.2.1. de Vincent Tiberj), de mettre en lumière la manière dont s'articulent les préjugés envers les différentes minorités (chapitre 4.2.2. de Yuma Ando et Nonna Mayer), tout en soulignant ce qui fait la spécificité de chaque préjugé. Sont analysés successivement l'antisémitisme, les préjugés envers les Musulmans et l'islam, ceux qui tiennent à la couleur de peau et l'origine perçue, notamment envers les Chinois et les Noirs (chapitre 4.2.3. de Nonna Mayer), puis le cas particulier de l'antitsiganisme (chapitre 4.2.4. de Tommaso Vitale).

Le sondage a été effectué dans un contexte particulier qui pouvait faire craindre un raidissement des opinions envers l'Autre. Il intervenait après l'attaque terroriste sanglante perpétrée par le Hamas et la riposte israélienne à Gaza par des raids meurtriers faisant un nombre sans précédent de victimes civiles, des événements rejaillissant tant sur l'image des Musulmans que des Juifs de France, victimes d'un nombre d'agressions sans précédent depuis le 7 octobre – tandis que, sur le plan intérieur, l'immigration a été au cœur du débat public, nourri par le vote d'une loi controversée sur la question, par des épisodes de violence (émeutes après la mort de Nahel Merzouk à la suite du tir d'un policier à Nanterre en juillet 2023, affrontements entre l'ultra droite et des jeunes du quartier de la Monnaie après la mort du jeune Thomas poignardé à la sortie d'un bal à Crépol en novembre 2023), et des attentats liés au terrorisme islamiste (agression mortelle de l'enseignant Dominique Bernard à Arras en octobre, poignardé par un ancien élève radicalisé d'origine ingouche, meurtre d'un touriste allemand tué par un franco-iranien en décembre).

Ces craintes d'un raidissement se sont vérifiées. Les quatre parties de cette section notent une hausse des préjugés sur quasiment tous nos indicateurs, prolongeant la légère remontée observée entre les enquêtes de mars et de novembre 2022.

1. Pendant deux ans, à cause de la pandémie, il n'a pas été possible d'enquêter en face-à-face au domicile des personnes interrogées. Aucune enquête n'a été réalisée en 2020, année pour laquelle une enquête a été réalisée en ligne et avec retard, en mars 2021. Voir CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2020*, Paris, La Documentation française, 2021.

CHAPITRE 4.2.1.

L'INDICE LONGITUDINAL DE TOLÉRANCE EN 2023

4.2.1.1. LE REcul (LIMITÉ) DE L'INDICE LONGITUDINAL DE TOLÉRANCE

L'année 2023 a été une année particulièrement compliquée sur le terrain de la lutte contre le racisme et la xénophobie, surtout pendant l'automne et particulièrement en novembre, mois au cours duquel la présente vague du Baromètre a été conduite.

À cette période, sénateurs et députés débattaient du projet de loi *pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration* et certaines prises de position étaient particulièrement intolérantes², interrogeant la volonté de s'intégrer des jeunes d'origine immigrée, leur possibilité d'obtenir la nationalité française, celle pour les immigrés en situation régulière de bénéficier de prestations sociales, la justification du droit au regroupement familial, etc.

Le même mois, la mort de Thomas, 16 ans, lors d'une rixe à Crépol dans la nuit du 18 au 19 novembre 2023, a été fortement médiatisée. Plus encore que l'acte, c'est le cadrage, la manière de faire sens de cette mort et sa place dans les débats qui ont pu peser sur les opinions à l'égard des minorités et de leur acceptation. Certains responsables politiques et commentateurs n'ont pas hésité à parler de « razzia », de « guerre de civilisations », reliant cette mort à la théorie du « grand remplacement » et à la notion de « francocide » portée notamment par Éric Zemmour depuis septembre 2022. Cette lecture a été d'autant plus répandue que le jeune sur lequel portent les soupçons est décrit comme d'origine immigrée. Pour l'heure le motif raciste n'est pas établi mais cette mort a aussi été mobilisée comme exemplaire de la diffusion d'un racisme anti-blanc. À la suite de Crépol, plusieurs manifestations des mouvances d'extrême droite ont eu lieu, dont certaines particulièrement violentes (par exemple à Romans-sur-Isère).

Les attentats terroristes perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 ont également eu des répercussions en France, avec en particulier une forte augmentation des actes antisémites. À plusieurs reprises, dans les médias, on a vu resurgir des interrogations sur un « antisémitisme des banlieues » et sur un « antisémitisme musulman » attribués aux personnes de confession musulmane et d'origine maghrébine (voir la partie spécifique du rapport sur l'antisémitisme).

2. On pense notamment au sénateur Reconquête ! Stéphane Ravier qui a déclaré lors de la séance du 8 novembre 2023 à propos du droit du sol : « À quel titre donne-t-on la nationalité française à quelqu'un uniquement par le hasard de son lieu de naissance ? Un veau qui est né dans une écurie ne fera jamais de lui un cheval ».

Sans oublier les émeutes de juin-juillet 2023 à la suite de la mort du jeune Nahel tué par un policier à Nanterre le 27 juin 2023. Ces émeutes vont durer 9 jours, en Île-de-France et dans de nombreuses grandes villes, et se solder par plusieurs milliers de véhicules incendiés ainsi que par la dégradation de plusieurs centaines de bâtiments publics. Elles ont été l'occasion, pour certains responsables politiques et figures médiatiques, de remettre en question la volonté de ces jeunes de s'intégrer, et stigmatiser leur rapport défaillant à l'autorité et à la République, le laxisme supposé de leurs parents, et même l'emprise du trafic de drogues ou des jeux vidéo. Certains des arguments ne sont pas sans rappeler d'autres invoqués au moment des émeutes de l'automne 2005.

Mis bout à bout, ces événements avaient déjà de quoi produire des retours de xénophobie et de préjugés. Mais ils ne sont pas les seuls en cause. Depuis plusieurs années, le Rassemblement National bénéficie d'une audience accrue, dans les urnes, mais aussi dans les médias et les institutions, particulièrement avec l'arrivée de 88 députés de ce parti à l'Assemblée nationale. Avec lui, c'est aussi tout un ensemble de figures médiatiques et d'intellectuels qui donnent de la voix et essayent d'imposer leurs manières de voir l'immigration et la diversité. Cette parole est relayée par un nombre croissant de télévisions, radios, journaux et comptes de réseaux sociaux. Plusieurs de ces acteurs se voient comme des « porte-voix » d'une France qu'on n'entendrait pas. Pour eux, les citoyens se droitiseraient et ils ne feraient que répondre à leurs demandes. D'ailleurs, plusieurs sondages semblent leur donner raison, à commencer par les intentions de vote pour les élections européennes de l'année 2024 ou le soutien à ces idées mesuré par certains instituts après le passage de la loi immigration. Qu'en est-il dans le Baromètre de la CNCDH qui reste exceptionnel tant par son mode de passation (en face-à-face), que par son questionnaire détaillé et surtout sa profondeur temporelle ?

Présentation de l'indice longitudinal de tolérance (ILT)

L'indice longitudinal de tolérance (ILT) a été créé en 2008 par Vincent Tiberj selon la méthode élaborée par le politiste américain James Stimson. Son objectif est de mesurer de manière synthétique les évolutions de la tolérance à la diversité dans l'opinion publique, avec une mesure comparable dans le temps.

Plutôt que de se fonder sur une seule question susceptible d'être affectée par des biais de mesure et d'erreur, d'une année à l'autre, ou de ne pas être reposée chaque année, l'indice agrège désormais 75 séries de questions. 44 d'entre elles, soit 59 %, ont été posées à au moins dix reprises. Pour 29 d'entre elles, on dispose de mesures sur 15 années au moins. Outre la condition d'être répétées dans le temps, ces séries ont été sélectionnées si, et seulement si, la question portait sur une dimension préjudicielle à l'égard d'une minorité ethnoreligieuse ou touchant directement l'individu dans son rapport à l'Autre. Sont exclues les questions sur l'homosexualité, la peine de mort ou le sentiment d'insécurité par exemple. En revanche, toutes les questions relatives à la tolérance à l'égard de groupes perçus ou désignés comme « Juifs », « Musulmans », « Noirs », « Roms », « Maghrébins » ainsi que « Chinois » et « Asiatiques » ont été incluses, tout comme des questions plus générales ayant trait au jugement porté sur l'immigration ou le multiculturalisme. Il faut garder à l'esprit que le « niveau » de l'indice dépend des équilibres au sein des séries de questions. L'introduction de nouvelles séries

ou le recalibrage d'anciennes séries peut ainsi faire évoluer la moyenne générale d'un indice, si elles recensent des opinions très ouvertes ou très conservatrices ou modifient les équilibres entre ces réponses. On ajoute régulièrement de nouvelles séries quand les questions ont été posées au moins trois fois. En novembre 2022, une opération importante de recalibrage de 5 séries anciennes de questions a été entreprise (voir le rapport pour l'année 2022), ce qui aboutit à une baisse de l'indice : la moyenne de l'ILT dans sa version d'avril 2022 était de 58, celle de l'ILT dans sa nouvelle version en novembre 2023 est de 56³. Mais l'intérêt de cet indice est avant tout de comparer les évolutions d'une année sur l'autre et dans le temps long. Ce recalibrage a des effets plus importants notamment pour les indices par minorités qui comptent moins de séries.

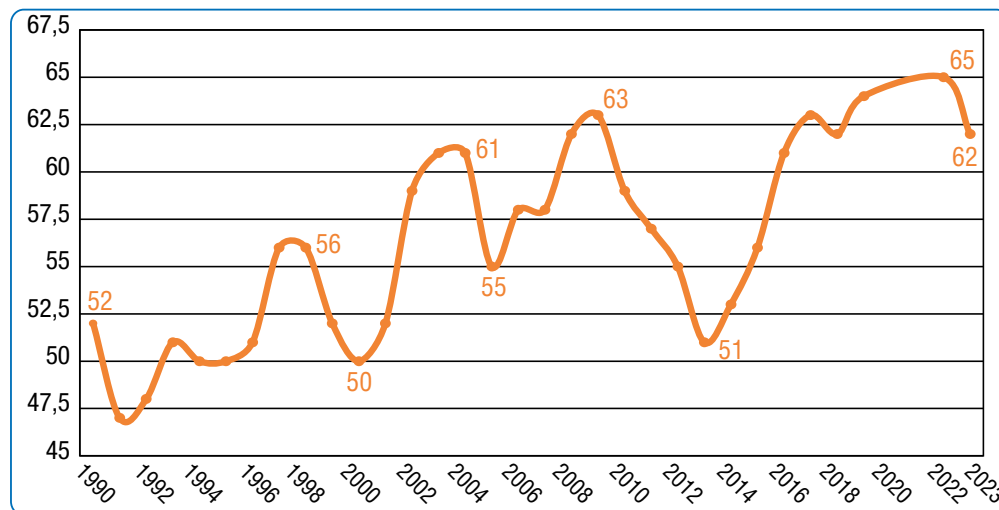
Chacune des séries utilisées dans la production de l'indice prend pour l'année considérée une valeur calculée en rapportant la proportion de positions tolérantes dans l'échantillon à la somme des proportions de réponses tolérantes et intolérantes. Ce score peut se comprendre comme la part d'opinions tolérantes exprimées. Si la question « les immigrés sont la principale source de l'insécurité » obtient une note de 54, cela signifie que parmi les personnes ayant répondu à cette question, 54 % rejettent cette idée. Une fois ces valeurs calculées pour les 75 séries, une procédure statistique est appliquée qui permet de « résumer » l'information qu'elles contiennent pour aboutir à cette mesure synthétique.

Au final, on obtient une note globale de tolérance pour l'année considérée, qui peut théoriquement évoluer de 0 si les personnes interrogées ne donnaient jamais la réponse tolérante, à 100, si elles la donnaient systématiquement. L'avantage des scores calculés pour chacune des années est d'être comparables. Ainsi, une augmentation de l'indice sur une année équivaut à une progression de la tolérance dans l'opinion publique française, une diminution un retour vers l'intolérance. Le deuxième avantage de ce mode de calcul est que ces évolutions s'avèrent beaucoup plus fiables que celles d'une question ou d'un ensemble de questions. Ainsi, pour un échantillon de 1 000 personnes, la marge d'erreur pour une question est d'environ $\pm 3,2\%$. Par exemple, si 56 % des personnes interrogées estiment que les Roms forment un groupe à part dans la société, on sait qu'il y a 95 chances sur 100 que la proportion correcte varie entre 59,2 % et 52,8 %. Pour l'indice global calculé en 2009 par exemple, la marge d'erreur globale est de $\pm 1,6\%$ pour le même intervalle de confiance (95 %).

Avec un contexte aussi défavorable, on pouvait anticiper un fléchissement de l'indice longitudinal de tolérance. Il y a bien eu baisse, mais elle n'est pas aussi importante qu'on aurait pu le craindre.

3. Il s'agit de la moyenne de tous les indices depuis 1990.

Figure 13.
L'indice longitudinal de tolérance (1990-2023)



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face 1990-2023.

L'indice longitudinal de fin 2023 s'élève à 62. Il a donc reculé de 3 points en un an⁴, ce qui le place au niveau de l'indice de 2017 et 2018. Doit-on s'en inquiéter ?

Du côté positif, sur le long terme, le résultat de cette année place la tolérance à un des niveaux de l'indice les plus élevés. Par rapport au début du Baromètre en 1990, la progression reste de 10 points et même de 15 points si on prend le minimum historique de 1991. Par rapport aux basses eaux de l'indice lors de la période 2012-2014, la progression reste de 11 points. On aurait pu s'attendre à une baisse encore plus forte, compte tenu du contexte de l'enquête et des événements de l'année écoulée. De plus, il a connu des baisses encore plus importantes auparavant : - 6 entre 2004 et 2005 ; - 5 entre 1990 et 1991 ; - 4 entre 1999 et 2000, entre 2009 et 2010 et entre 2012 et 2013. En moyenne annuelle, l'indice évolue de 2.3 points par année.

Du côté négatif se pose la question des mécanismes derrière ce recul de l'indice. Ce peut être une baisse sans lendemain, comme entre 2017 et 2018, ou bien le début d'un mouvement pluriannuel de baisse comme entre 2009 et 2014. Or, il est impossible de le prédire. Cela oblige à revenir sur ce qu'on sait des évolutions du passé et des mécanismes qui permettent de les expliquer.

Les variations de l'indice longitudinal sont à la fois le produit de forces de court terme et de long terme. Les facteurs structurels, de long terme, sont généralement favorables à sa montée, tandis que les cadrages et les débats du moment, les facteurs conjoncturels, peuvent agir à la hausse ou à la baisse. Trois évolutions démographiques pèsent à long terme : l'élévation du niveau de diplôme, le renouvellement générationnel et la diversification de la population française. Ainsi, à peine 20% des individus nés en 1940 ou avant ont le baccalauréat tandis qu'ils représentent 30% des cohortes 1941-1950 et 1951-1960, presque la moitié de la

4. Le point 2022 est calculé à partir des deux vagues réalisées cette année-là, l'une en avril l'autre en novembre. Déjà, on avait noté un recul entre la première et la seconde.

cohorte 1961-1970, plus de 60% de celle née dans les années 1970 et 68% pour la cohorte née en 1980 ou après. Le renouvellement démographique change la composition de la population. En 1990 31% des électeurs étaient nés avant 1940 et ceux nés après 1970 n'étaient que 4% alors qu'en 2022 les premiers ne sont plus que 1,5% et les seconds comptent pour 43,5% de la population et parmi eux 22% sont nés en 1990 ou après. Enfin 65,5% des membres de la cohorte née en 1990 et après, la plus diverse en termes d'origines, sont nés de parents et de grands-parents eux-mêmes nés en France tandis que 34,5% ont au moins un grand-parent étranger dont 10% sont des descendants d'étrangers extra-européens. On est loin du « grand remplacement », mais clairement avec le renouvellement générationnel la diversité des origines se banalise. Ces évolutions de long terme permettent de comprendre pourquoi l'indice est orienté à la hausse si on analyse l'ensemble de la période : un ajustement linéaire donne une progression annuelle estimée de 0.4 point par an.

Néanmoins, on constate toujours des variations, soit vers plus soit vers moins de tolérance, signe que ces attitudes dépendent des débats et des cadrages dominants au moment des différentes enquêtes. Ce ne sont pas les événements en tant que tels qui pèsent directement sur les opinions des individus, mais la manière dont ils sont « cadrés » (*framed*) par les élites politiques, sociales et médiatiques. Leurs responsabilités sont donc particulièrement importantes pour produire un récit dominant et orienter une partie des opinions. Par exemple, en 2005 la focale autour « d'émeutes musulmanes » a dominé les débats français, au détriment d'autres manières de couvrir et d'interpréter ces événements, en termes d'inégalités sociales ou de relégation urbaine par exemple⁵. Ce prisme musulman a eu des conséquences majeures sur la montée de l'islamophobie dans certaines strates de l'opinion publique et a abouti à une baisse de l'indice longitudinal de tolérance de 6 points. À l'inverse, les attentats de janvier 2015 ont été l'occasion de « sortir par en haut », grâce notamment aux manifestants « Je suis Charlie », qui prônaient la tolérance, le refus des amalgames et l'attachement à la liberté d'expression, et non le rejet de l'islam et des immigrés⁶. Cette sensibilité au contexte s'explique par la théorie de l'ambivalence proposée par Paul Kellstedt⁷ pour les Américains. En chacun de nous coexistent des dispositions à l'ouverture aux autres et à la fermeture. La domination des unes sur les autres dépend du contexte dans lequel évoluent les individus, de leur voisinage, de leurs réseaux interpersonnels et des discussions qui s'y déroulent, mais aussi de la manière dont les élites politiques, médiatiques et sociales parlent, cadrent et racontent l'immigration et la diversité. Dans un échantillon national comme celui du Baromètre CNCDH on saisit vraisemblablement mieux les effets du contexte macrosocial que des transformations au niveau des individus.

Du coup, avec les événements et surtout le contexte d'enquête de l'année 2023, on aurait pu s'attendre à une baisse encore plus forte de l'indice. Or, on reste finalement en deçà de la baisse constatée en 2005. On peut l'interpréter comme

5. TIBERJ Vincent, *La crispation hexagonale*, Plon, 2008.

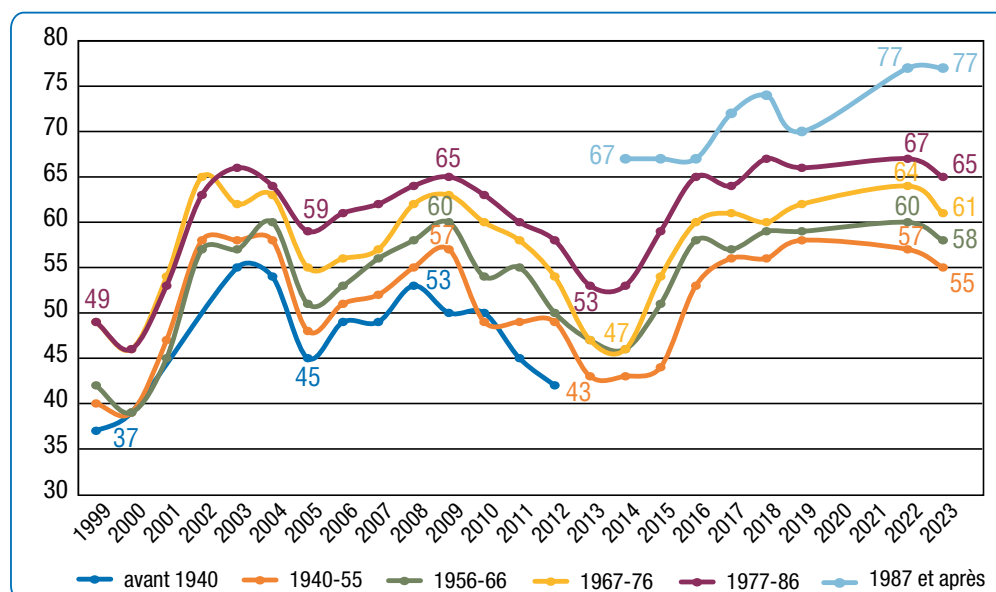
6. Le lecteur peut se référer notamment au numéro spécial de la *Revue Internationale de Psychologie Sociale* d'août 2016 sur ces manifestations, disponible sous : <http://www.rips-irsp.com/articles/10.5334/irsp.60/>.

7. KELLSTEDT Paul M., *The mass media and the dynamics of American racial attitudes*, Cambridge University Press, 2003.

une plus grande résistance des répondants de 2023 par rapport à ceux de 2005. De fait, 24% des répondants interrogés cette année n’avaient pas atteint leur majorité au moment de la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré. L’élévation du niveau de diplôme est portée par le renouvellement générationnel : dans la cohorte qui arrive en ce moment à l’âge adulte, plus de 80% vont obtenir leur baccalauréat et la moitié vont fréquenter l’enseignement supérieur. Un autre scénario est aussi possible : la chute du début des années 2010 a été forte et pluriannuelle. Dans ce cas, nous pourrions être au début d’une période de crispation, surtout si dans le débat public on n’assiste pas à une remobilisation des voix les plus tolérantes.

4.2.1.2. LES ÉVOLUTIONS DE LA TOLÉRANCE EN FONCTION DES FACTEURS SOCIAUX ET POLITIQUES

Figure 14.
Les évolutions de la tolérance par cohortes de naissance



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face 1999-2023.

Avant d’aller plus loin, on peut déjà relever les niveaux des indices par génération : ils baissent pour toutes les générations sauf pour la plus jeune entre 2022 et 2023. Mais on reste toujours à des niveaux relativement hauts.

On retrouve des résultats bien connus désormais : plus une cohorte est récente, plus ses membres seront tolérants (figure 14). Ainsi, entre 1999 et 2014 la cohorte 1977-86 a toujours été la plus tolérante, devant la cohorte 1967-76. Mais à partir de 2014, cette première place est occupée par la cohorte 1987 et après, la cohorte 1967-86 se plaçant en deuxième position et la cohorte 1967-76 en troisième position. Ce graphique montre aussi que les préjugés sont les « échos de mondes anciens », notamment celui où la notion de race et le racisme biologique faisaient partie des évidences. Ce n’est pas un hasard si les cohortes les plus anciennes comptent le plus d’intolérants en leur sein,

reflétant le « sens commun » de l'époque à laquelle ils ont grandi en matière de préjugés. On retrouve le même phénomène pour la place des femmes dans la société ou l'acceptation de l'homosexualité par exemple. Avoir grandi dans un monde où les femmes restaient à la maison et où l'homosexualité était considérée comme une « maladie » (ce qui fut le cas pour l'Organisation Mondiale de la Santé jusqu'en 1993) continue de marquer les opinions de ces individus encore aujourd'hui.

Ce graphique permet aussi de rendre visible l'impact du renouvellement générationnel quand il s'agit de préjugés xénophobes et de tolérance. Progressivement la génération des personnes nées avant 1940 est sortie du champ. À partir de 2012, elle ne comptait plus assez de membres pour permettre le calcul d'un indice fiable (en novembre 2023 on compte encore 21 répondants dans ce cas, soit 1,5 % de l'échantillon). En revanche, la cohorte née à partir de 1987 a commencé à arriver à l'âge adulte dès 2005, et atteint un niveau suffisant pour qu'on puisse calculer un indice robuste à partir de 2014. Du point de vue de la tolérance, elle est très différente de celle qui part. Ses membres pèsent désormais pour 24 % de l'échantillon. C'est ce remplacement, qui n'est clairement pas « poste pour poste », qui permet de comprendre en partie la progression de l'Indice de Tolérance global.

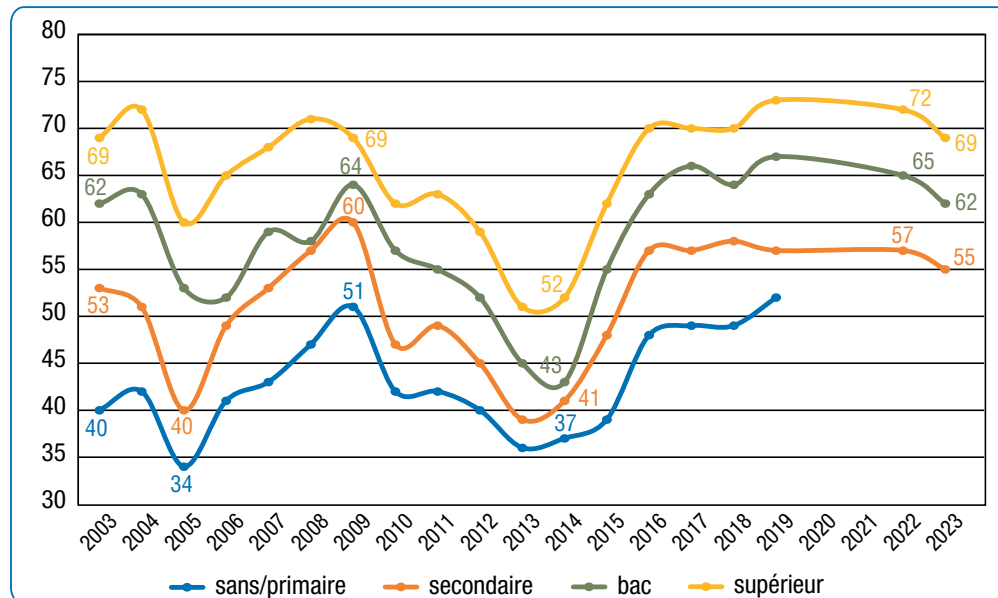
Enfin, les évolutions des indices par cohortes de naissance montrent bien que les préjugés ne sont pas une conséquence de l'âge. On ne devient pas systématiquement plus conservateur à mesure qu'on vieillit. Par exemple entre 1999 et 2009, chaque cohorte a vieilli de 10 ans, pourtant la tolérance a considérablement progressé que l'on soit retraité (les cohortes nées avant 1940 ou entre 1940 et 1955), dans des classes d'âges actives (les cohortes 1956-66 ou 1957-77) ou jeunes (nées après 1977). Plutôt qu'une lecture liant mécaniquement conservatisme et âge, trop souvent présente dans les débats publics, il convient de raisonner en termes d'effets de période : indépendamment de leurs positions dans le cycle de vie, les individus sont aussi affectés par le contexte au moment de l'enquête, qui les fait pencher soit vers plus soit vers moins de tolérance. De fait, entre le plancher de tolérance constaté en 2013-2014 et novembre 2023, la tolérance est remontée de 12 points pour la cohorte 1940-55, de 11 points pour la cohorte 1956-66, de 14 points pour la cohorte 1966-76, de 12 points pour la cohorte 1977-86 et de 10 points pour la cohorte la plus récente.

Comment expliquer que des citoyens déjà âgés progressent en matière de tolérance (mais aussi en termes de valeurs culturelles)? Il y a sans doute la tonalité des débats publics, mais ce n'est pas suffisant. Plusieurs auteurs se sont penchés sur l'idée de socialisation inversée ou ascendante⁸, soit la capacité des jeunes générations à peser sur les valeurs des générations de leurs parents et grands-parents. Ce mécanisme a été identifié sur l'acceptation de l'homosexualité et on peut postuler qu'il s'applique aussi aux questions de racisme et de xénophobie ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique.

8. LOBET Delphine et CAVALCANTE Lidia Eugenia, « Transmission à rebours, filiation inversée, socialisation ascendante : regards renversés sur les rapports de générations », *Enfances Familles Générations*, 20 | 2014, mis en ligne le 15 mai 2014, consulté le 5 février 2024 au lien suivant : <http://journals.openedition.org/efg/497>; MASCLET Camille, « Devenir parents de LGBT. Des socialisations minoritaires par ricochet ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 249, n° 4, 2023, p. 76-95.

L'opération de recalibrage de certaines séries de l'indice entreprise l'année dernière n'avait pu être menée pour les niveaux de diplôme. C'est chose faite cette année.

Figure 15.
Les évolutions de la tolérance par niveau de diplôme



Source : Baromètres racisme CNC DH en face-à-face 2003-2023.

Nous ne sommes plus en capacité de calculer l'indice pour les sans-diplôme et diplômés du primaire et c'est encore une conséquence du renouvellement générationnel. Avec la sortie des générations peu diplômées d'avant-guerre et l'arrivée des milléniaux en moyenne très diplômés, les effectifs sont désormais trop faibles. Comme pour les indices par générations, les trois indices par niveau de diplôme sont à la baisse.

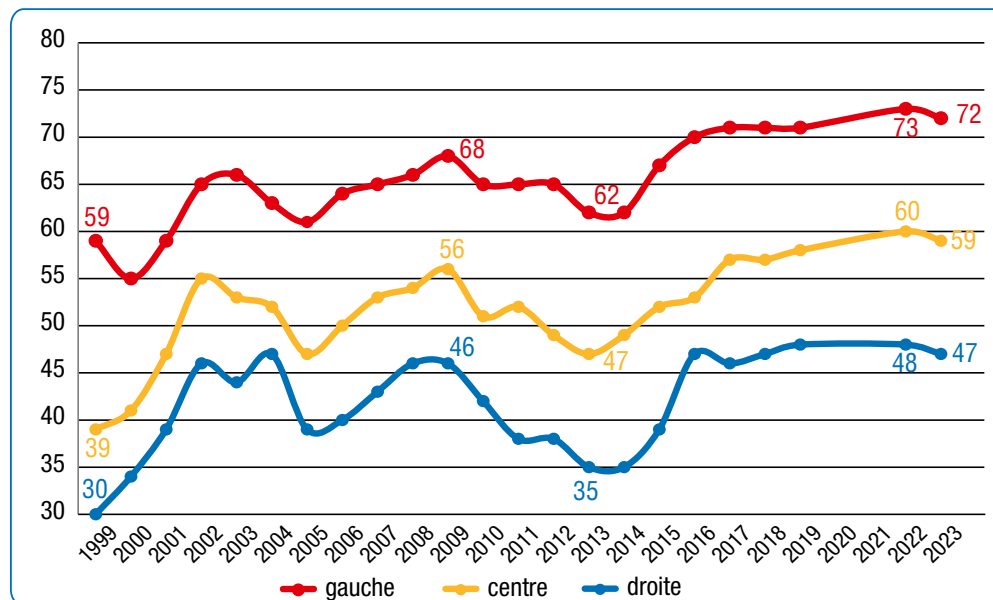
Les évolutions par niveau de diplôme sont également instructives et montrent combien les effets de contexte touchent des individus pourtant très différents, des baby-boomers aux milléniaux, des diplômés de l'université aux sans-diplômés. Tous tendent à réagir de la même façon, vers le haut ou le bas. Bien sûr on retrouve un phénomène classique des études sur les préjugés : plus on est diplômé, moins on est xénophobe. C'est vrai tout au long de la période durant laquelle on peut calculer l'indice longitudinal de tolérance par niveau d'instruction. Mais on constate combien les effets de contexte peuvent être forts : par exemple les diplômés du secondaire en novembre 2023 sont plus tolérants que les diplômés de l'université de 2014.

Souvent, certains chercheurs considèrent qu'on surévalue l'importance du niveau d'éducation dans les préjugés. Ils pointent l'hypothèse d'un effet de désirabilité sociale qui fait que les diplômés du supérieur seraient mieux au fait des opinions dicibles et indécibles, autrement dit que leur plus grande ouverture serait surestimée. L'hypothèse de la désirabilité sociale est importante, mais les évolutions des indices démontrent que ce n'est pas suffisant. Ne devraient bouger en fonction du contexte que les plus diplômés, les plus au fait de l'actualité

politique et de la « dicibilité » des opinions. Or ce n'est pas le cas. Ceci plaide encore une fois pour l'ampleur des effets de période et des flux et reflux qu'ils produisent sur l'électorat.

Figure 16.

Les évolutions de la tolérance par positionnement politique



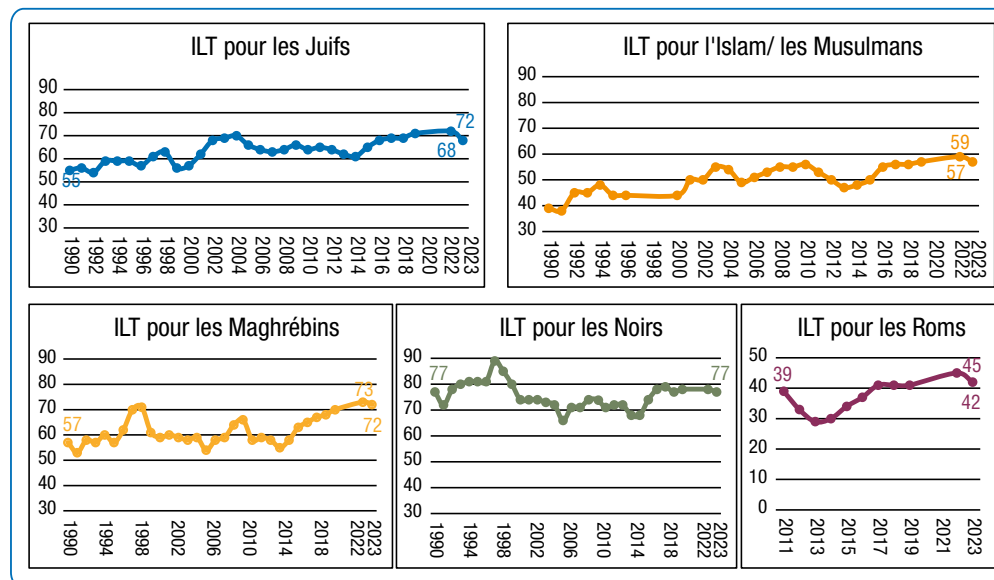
Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face 1999-2023.

Le positionnement à gauche ou à droite a beau être régulièrement considéré comme dépassé, une majorité des répondants continue de se situer sur cet axe et il est désormais lié à un positionnement sur les questions de diversité. Entre gauche et droite, les écarts sont de 23 points, soit du même ordre qu'entre les générations nées avant 1955 et après 1987, démontrant combien ces deux camps divergent dans leur appréciation de la diversité et des minorités. Notons également que les répondants qui ne se situent ni à gauche ni à droite restent proches de leur maximum historique de 2022 (59 contre 60), et que le score des électeurs de gauche en novembre 2023 bien qu'en baisse, est le deuxième meilleur de la série (72 contre 73 en 2022).

L'indice pour la gauche continue de suivre une progression quasi-linéaire, qui laisse à penser que ce groupe est relativement peu atteint par les effets de contexte, notamment ceux qui amènent de la crispation chez les autres groupes. Ainsi, si on résume par une droite les évolutions des indices, faisant l'hypothèse d'une progression continue et régulière tout au long de la période, cette droite explique 71 % de la variance de l'indice à gauche, mais elle n'est plus que de 49 % pour le centre et 23 % pour la droite. Autrement dit, c'est à droite que les effets de cadrage orientés vers plus de tolérance ou de crispation se font le plus sentir. Les débats dans ce camp sur la diversité, la tolérance et l'immigration nécessitent donc d'être particulièrement suivis, notamment après les différents événements qui ont marqué l'année 2023.

4.2.1.3. LES ÉVOLUTIONS DE LA TOLÉRANCE PAR MINORITÉS

Figure 17.
Les indices par minorités



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face 1990-2023.

Dès les débuts de l'ILT en 2008, des indices spécifiques par minorités ont été calculés. Il s'agit bien de mesurer la tolérance envers chacune d'elles, mais il est de moins en moins correct méthodologiquement de les comparer, car les séries de questions sont de plus en plus différentes d'une minorité à l'autre. Pour éviter ce biais de comparaison, nous avons donc décidé de les présenter désormais dans des graphiques séparés.

Dans tous les cas la tolérance a baissé, mais certaines minorités ont été plus touchées que d'autres : – 1 point pour les Maghrébins et les Noirs, – 2 points pour les Musulmans, – 3 points pour les Roms et surtout – 4 points pour les Juifs. Cette baisse est particulièrement inhabituelle pour cette minorité qui était relativement épargnée par les effets de contexte à la différence des Musulmans et des Maghrébins. La dernière fois qu'une baisse de cette ampleur a été constatée, cela remonte à 2005. Il faut donc une vigilance particulière face aux discours antisémites. Par ailleurs, le niveau de rejet des Roms reste particulièrement fort et en baisse, alors même qu'ils n'ont pas été au centre des débats sur la diversité en 2023.

CHAPITRE 4.2.2.

L'ARTICULATION DES PRÉJUGÉS ENVERS LES MINORITÉS

Il s'agit maintenant de revenir aux divers préjugés que synthétise l'indice longitudinal de tolérance, et d'explorer les relations qui s'établissent entre eux, les facteurs qui les expliquent, les argumentaires qui les sous-tendent.

4.2.2.1. LA COHÉRENCE DES PRÉJUGÉS ENVERS L'AUTRE

L'ethnocentrisme est la tendance à voir le monde au prisme des valeurs et des normes de son groupe, perçues comme supérieures à celles des autres groupes⁹. Claude Lévi-Strauss le définissait comme « *ce même frisson, cette même répulsion, en présence de manières de vivre, de croire ou de penser qui nous sont étrangères* »¹⁰. Dans cette perspective, le rejet des minorités – Musulmans, Juifs, Noirs, Asiatiques, Roms – relève d'une même attitude qui consiste à valoriser son groupe d'appartenance (*ingroup*) et à dévaloriser les autres (*outgroups*). Deux techniques permettent de le vérifier, en explorant systématiquement la structure des réponses aux questions de l'enquête relatives aux minorités. Les échelles d'attitudes hiérarchiques permettent de mesurer l'intensité de chaque attitude (voir l'encadré ci-dessous). L'analyse factorielle fait apparaître les paquets de relations entre variables. Les techniques sont complémentaires et leurs résultats convergent.

4.2.2.1.1. Une échelle d'ethnocentrisme

Les échelles d'attitudes hiérarchiques

– L'attitude est une variable latente, que l'on infère à partir des réponses données aux questions du sondage. Elle rend compte de la cohérence des opinions exprimées à propos d'un stimulus – par exemple le fait de systématiquement donner des réponses négatives aux questions sur les étrangers, les immigrés, les minorités dénotera une attitude ethnocentriste, des réponses systématiquement hostiles aux Juifs dénoteront de l'antisémitisme, etc.

9. Le terme a été popularisé par le sociologue américain SUMNER William Graham dans son livre *Folkways : A Study of Mores, Manners, Customs and Morals*, New York, Ginn, 1906. Il est repris par ADORNO Theodor W. et al., dans leur *Études sur la personnalité autoritaire* (trad. Hélène Frappat), Paris, Allia, 2007 [1^{re} édition 1950].

10. LEVI-STRAUSS Claude, *Race et histoire*, Gallimard, 1952, p. 14.

- La technique des échelles d'attitude permet de vérifier s'il existe bien une telle attitude. Elle permet de classer les individus sur un continuum, des moins aux plus porteurs de l'attitude concernée, à partir d'un ensemble de questions dont on fait l'hypothèse qu'elles relèvent bien toutes de l'attitude à mesurer (hypothèse d'unidimensionnalité), et de leur attribuer un score selon l'intensité de leur attitude.
- Il existe de multiples techniques pour construire une échelle. On retient ici une variante de l'analyse hiérarchique, celle de Loevinger, la plus exigeante. Au lieu de postuler une métrique identique pour toutes les réponses (par exemple en donnant par convention à la réponse « *tout à fait d'accord* » la note 4, à « *plutôt d'accord* » la note 3, à « *plutôt pas d'accord* » la note 2 et à « *pas du tout d'accord* » la note 1, quelle que soit la question), elle recherche la réponse qui dénote la plus forte intensité de l'attitude concernée, en visant à chaque fois la meilleure dichotomie possible en fonction de la cohérence avec les autres items de l'échelle.
- Cette technique implique que les réponses aux questions soient réduites à deux éventualités, l'une positive, l'autre négative par rapport à l'attitude considérée, qui changent d'une question à l'autre. Le couple question/réponses dichotomisées est un item. Ainsi, dans l'échelle d'ethnocentrisme (tableau 16), le premier item oppose la réponse ethnocentriste « *pas du tout d'accord* » avec l'idée que « *les Français musulmans sont des Français comme les autres* » à toutes les autres réponses, y compris les refus de répondre, tandis que l'item 5 oppose à toutes les autres les réponses « *plutôt pas d'accord* » ou « *pas d'accord du tout* » pour accorder le droit de vote aux étrangers non européens.
- Le second postulat est qu'il existe une hiérarchie des items, de celui qui dénote l'expression la plus intense de l'attitude à la moins intense. Dans une échelle parfaite, toute personne qui a répondu positivement à un item répond positivement aux items qui le suivent ; et deux personnes ayant le même score auront répondu positivement aux mêmes questions. Dans la réalité, la structure des réponses ne correspond qu'imparfaitement au modèle idéal, le degré de concordance avec l'échelle parfaite est mesuré par le coefficient de Loevinger, qui calcule la matrice des coefficients de hiérarchisation des items pris 2 à 2 pour l'ensemble des questions testées. Il varie de 1, si l'échelle est parfaite, à 0, s'il n'y a aucune concordance entre les deux structures.
- Une telle échelle constitue un instrument de mesure synthétique de l'attitude étudiée. Chaque personne se voit attribuer une note d'échelle selon le nombre de réponses positives qu'elle aura donné.

À partir des questions du Baromètre Racisme de la CNCDH, on peut construire une échelle d'une dizaine de questions relatives à l'image des minorités (tableau 16). L'item qui dénote le degré le plus élevé d'ethnocentrisme est le refus absolu, au demeurant peu fréquent mais en hausse de 3 points depuis l'an dernier (7,2% de réponses « *pas d'accord du tout* » opposées à toutes les autres), d'accorder aux Musulmans la qualité de « *Français comme les autres* ». Cette minorité de répondants tend à donner une réponse ethnocentriste à toutes les autres questions. Inversement, l'item le moins discriminant est le stéréotype selon lequel les immigrés viendraient en France uniquement pour profiter des avantages sociaux, que plus de 80% des personnes interrogées ne rejettent pas totalement (toutes celles qui choisissent une autre réponse que « *pas d'accord du tout* »), sans pour autant partager nécessairement les préjugés précédents.

Tableau 16.
Items utilisés pour construire l'échelle d'ethnocentrisme
(proportion de personnes ayant choisi les réponses en gras, en %)

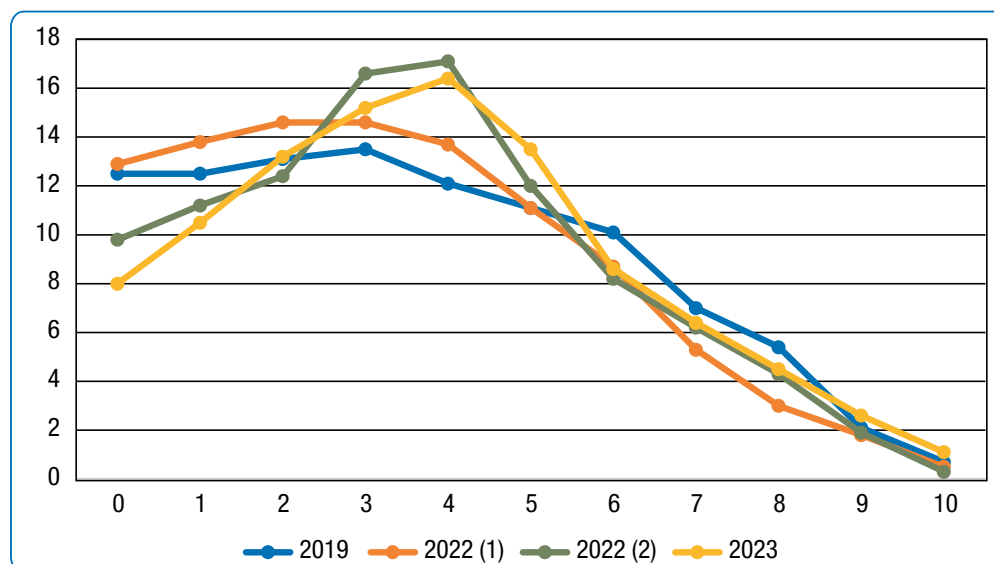
	2019	2022 (1)	2022 (2)	2023
<i>Les Français musulmans sont des Français comme les autres</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, SR / Pas d'accord du tout	5,5	5,4	4,6	7,2
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	7	6,5	7,4	8,7
<i>Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	19	15,4	17	17,6
<i>Il faut permettre aux Musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	19	15,2	15,9	16,5
<i>La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	26	21,5	22	26,5
<i>Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	45	38,2	41	42,8
<i>Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	51	47	52	55,3
<i>Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR	49	46	50,8	53
<i>L'immigration est la principale cause de l'insécurité</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR	62	63,4	71,2	72,3
<i>De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR	77	72,6	79,7	82,2
<i>Score moyen sur 10</i>	3,6	3,3	3,6	3,8

Source : Baromètres Racisme CNCDH 2019-2023 en face-à-face. SR = sans réponse (refus ou ne sait pas).

Par rapport aux enquêtes précédentes, on note une légère hausse du niveau d'ethnocentrisme : le score moyen sur l'échelle a progressé de 0,2 point par rapport au sondage de novembre 2022 et de 0,5 point par rapport au printemps dernier. Le mode, soit le score le plus fréquent, est comparable à celui de l'an dernier (4, contre 3 en 2019) (figure 18). Cette montée reflète des mouvements croisés, au recul des notes les plus basses (0-2) répondant une montée des notes supérieures à la moyenne de l'échelle (4-6). Par ailleurs, si entre mars

et novembre 2022 le sentiment que « l'immigration est la principale source d'insécurité » avait augmenté de 7 points, l'enquête de la CNCDH venant juste après le meurtre sanglant de la jeune Lola¹¹, ce sentiment n'a augmenté que d'un point entre 2022 et 2023 alors même que le contexte semblait porteur, après une année marquée par les émeutes suivant la mort du jeune Nahel en juin, l'assassinat de l'enseignant Dominique Bernard en octobre, et les incidents violents faisant suite au meurtre du jeune Thomas à Crépol mi-novembre. De même la proportion de sondés estimant que beaucoup d'immigrés viennent en France pour profiter de la Sécurité sociale n'augmente que d'un point alors qu'elle avait également fortement augmenté en 2022 (+ 7 points). Sur tous les autres items, les opinions négatives envers les immigrés ont progressé en un an, en particulier le refus d'y voir une source d'enrichissement culturel (+ 4,5 points), et le sentiment qu'ils sont trop nombreux (+ 3,3).

Figure 18.
Évolution des scores d'ethnocentrisme (2019-2023), en %



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face 2019-2023.

4.2.2.2. LES FACETTES D'UN MÊME REJET DE « L'AUTRE »

À côté des questions reprises dans l'échelle d'ethnocentrisme, une soixantaine d'autres questions explore d'autres formes de racisme et d'intolérance. L'une porte sur la croyance en l'existence et la hiérarchie des races humaines, soit le racisme *stricto sensu* : « Vous, personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche » : « Les races humaines n'existent pas », « Toutes les races humaines se valent », « Il y a des races supérieures à d'autres ». La croyance en une hiérarchie des races humaines est aujourd'hui très

11. Une collégienne de 12 ans, violée et assassinée par une femme d'origine algérienne sous le coup d'une OQTF.

minoritaire. Elle n'est le fait que de 6,6 % des sondés dans le Baromètre de 2023. Mais alors qu'elle était en constant recul, elle remonte légèrement (+ 1 point par rapport à 2019, + 2 points par rapport à novembre 2022). Une autre question, régulièrement posée, demande dans quelle mesure la personne se considère elle-même « raciste » : « *En ce qui vous concerne personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt raciste, vous êtes un peu raciste, vous n'êtes pas très raciste, vous n'êtes pas raciste du tout ?* ». Elle est souvent critiquée, au motif que les « racistes » se garderaient bien d'admettre qu'ils ou elles le sont. Pourtant, la proportion des personnes qui s'assument comme telles, se disant « *plutôt* » ou « *un peu* » racistes, est non négligeable, et là encore après une longue période de déclin, depuis 2022 elle remonte. Cette année elle atteint 19,6 % contre 17,6 % en novembre 2022 et 14,1 % en mars de la même année.

D'autres questions permettent de faire apparaître des sous-dimensions spécifiques dans cet univers de préjugés. Une échelle d'antisémitisme (tableau 17) reprend des stéréotypes anciens dénonçant le rapport des Juifs à l'argent, leur pouvoir, leur communautarisme, leur lien privilégié avec Israël – l'accusation de « double allégeance » –, leur déniaient la qualité de « Français comme les autres » (voir *infra*, 4.2.3). On note une relative stabilité de l'adhésion à ces clichés voire un léger recul, sauf pour deux d'entre eux où elle progresse, relatifs à l'attachement à la France : le sentiment que les Juifs ne sont pas des citoyens « comme les autres » (+ 3,4 %) et surtout qu'Israël compte plus pour eux que la France (presque 7 points). Une hausse qui s'observe chaque fois qu'Israël est attaqué et que les Juifs de France lui manifestent leur solidarité, et que le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023 a contribué à renforcer.

Tableau 17.

**Items utilisés pour construire l'échelle d'antisémitisme
(proportion de personnes ayant choisi les réponses en gras, en %)**

	2019	2022 (1)	2022 (2)	2023
<i>Les Juifs ont trop de pouvoir en France : Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	7,3	6,7	7	6,1
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	9,9	10,3	7,4	10,8
<i>Pour chacune des catégories suivantes – les Juifs – dites-moi si elle constitue actuellement pour vous : Un groupe à part dans la société / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe, SR</i>	23,7	23,2	23,9	23,1
<i>Pour les Juifs français, Israël compte plus que la France : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	36,1	33,2	35,4	42,1
<i>Les Juifs ont un rapport particulier à l'argent : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR</i>	55,8	57,8	60,4	60,7

Source : Baromètres racisme CNCDH 2019-2023 en face-à-face.

Tableau 18.

Items utilisés pour construire l'échelle augmentée d'aversion à l'islam et à ses pratiques (proportion de personnes ayant choisi les réponses en gras, en %) ¹²

	2019	2022 (1)	2022 (2)	2023
La religion catholique est vue comme plus positive que la religion musulmane ¹³	19,6	13,9	12,9	19,1
<i>L'islam est une menace pour l'identité de la France :</i> Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	21,9	15,8	17,5	19,9
<i>Le respect des pratiques religieuses musulmanes suivantes peut-il poser problème pour vivre en société :</i>				
L'interdiction de consommer viande de porc ou alcool : Oui, tout à fait, Oui, plutôt / Non, pas vraiment / Non, pas du tout, SR ¹⁴	26,5	22,1	18,5	19,8
Le jeûne du ramadan : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR	53,4	48	48,4	46,8
Les prières : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR	61,1	57	56,8	56,3
Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd el-Kébir : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR	61,5	58,9	60,7	56,6
Le port du voile/foulard : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR	73,2	66,3	70,5	65,6

Source : Baromètres racisme CNCDH 2019-2023 en face-à-face.

L'échelle d'aversion à l'islam (tableau 18) combine l'image de la religion musulmane comparée à la catholique, le sentiment que l'islam est une menace pour l'identité de la France, et le rejet de certaines pratiques associées à l'islam (port du voile, prière, sacrifice du mouton, jeûne du ramadan, interdiction de consommer de la viande de porc et de l'alcool), potentiellement perçues comme « *posant problème pour vivre en société* ». Le recul continu des opinions négatives se confirme sur tous les items sauf l'interdiction de montrer l'image du prophète (voir *infra*, 4.2.3, figure 31).

L'échelle « d'anti-communautarisme » mesure le sentiment que certaines minorités forment « *un groupe à part* » dans la société plutôt qu'un groupe « *ouvert* »

12. Échelle mise au point par Guy Michelat, augmentée par l'inclusion de la question sur la perception de l'islam comme menace identitaire (item 2) et celle sur les interdits alimentaires comme posant un problème pour vivre en société (item 3).

13. L'item résulte du croisement de l'image des deux religions, regroupant les personnes qui évaluent la religion musulmane moins bien que la religion catholique (celles qui jugent la religion catholique « *très positive* » et la religion musulmane « *assez positive* », « *assez* » ou « *très négative* » / la religion catholique « *assez positive* » et la religion musulmane « *assez* » ou « *très négative* » / la religion catholique « *assez négative* » et la musulmane « *très négative* »).

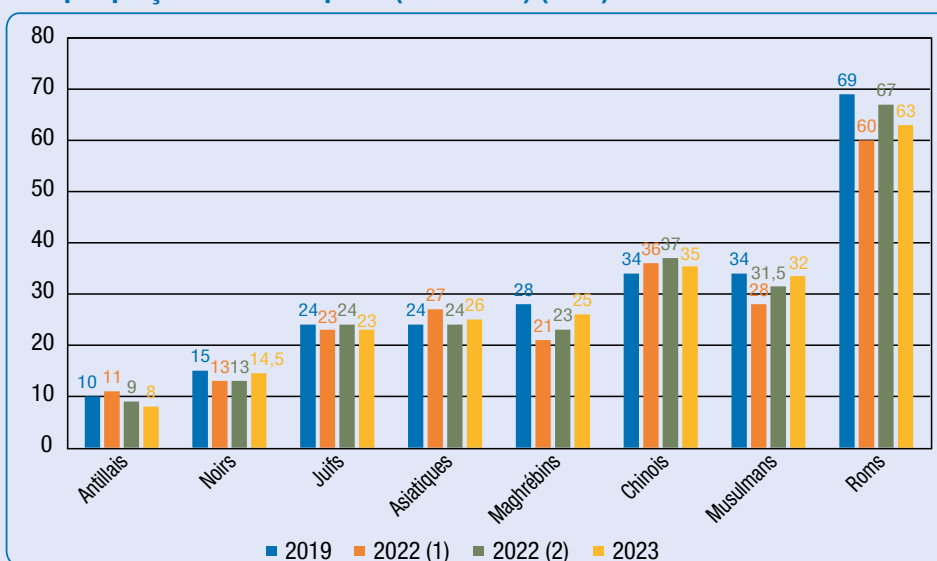
14. Nous avons corrigé une erreur qui s'était glissée dans le rapport 2021 : le tableau 3 y indiquait à tort la proportion de personnes « *tout à fait* », « *plutôt* » ou « *plutôt pas d'accord* » avec l'idée que l'interdiction de consommer viande de porc ou alcool fait problème pour vivre en société, au lieu de la proportion des « *tout à fait* » / « *plutôt d'accord* » (CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2021*, Paris, La Documentation française, p. 58).

aux autres» ou «ne formant pas particulièrement un groupe». Un sentiment plutôt en recul par rapport à 2019 pour tous les groupes sauf les Chinois et les Asiatiques pour qui il augmente (voir encadré ci-dessous).

Les groupes vus comme à part dans la société française

La question offre trois possibilités de réponse selon qu'on perçoit le groupe en question comme «un groupe à part», un groupe «ouvert» ou «ne formant pas spécialement un groupe».

Figure 19.
Groupes perçus comme «à part» (2019-2023) (en %)



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2019, mars-avril 2022, novembre 2022 et novembre 2023.

La minorité perçue comme la moins intégrée est celle des Roms, que 63 % des sondés perçoivent comme formant un groupe à part dans la société (voir *infra*, 4.2.4). Les Chinois viennent loin derrière, perçus par un tiers de l'échantillon comme à part. Cette mise à l'écart a atteint son maximum lors de la pandémie, les Chinois ayant été souvent vus comme responsables de la propagation du virus¹⁵. En 2023, la proportion est revenue à son niveau de 2019. Un tiers également voit dans les Musulmans un groupe à part. Malgré les débats enflammés autour du séparatisme et des signes religieux ostentatoires lors du vote de la loi *confortant le respect des principes de la République*, la proportion a plutôt baissé sur la période considérée. On trouve ensuite à peu près au même niveau (environ un quart de réponses «groupe à part») les Maghrébins les Asiatiques et les Juifs. Les Noirs et plus encore les Antillais sont considérés comme étant les mieux intégrés (respectivement 14,5 et 8 % des sondés les considérant «à part»).

15. Sur le sentiment de stigmatisation des Chinois de France voir notamment ATTANE Isabelle, CHUANG Ya-Han, SANTOS Aurélie, WANG Su, «Immigrés et descendants d'immigrés chinois face à l'épidémie de Covid-19 en France : des appartenances malmenées», *Critique internationale*, 91 (2), 2021, p. 137-159, disponible sous : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2021-2-page-137.htm>.

On dispose ainsi de quatre indicateurs d'intolérance distincts explorant les diverses facettes du rejet ethnocentriste. Pour éviter des redondances susceptibles de fausser les corrélations, ont été supprimés de l'échelle d'ethnocentrisme les items relatifs aux Musulmans et aux Juifs, et supprimé de l'échelle anti-communautés l'item « *Juifs groupe à part* ». À ces quatre échelles ont été rajoutés l'autodéfinition de soi comme raciste et l'indicateur de racisme biologique (croyance en une hiérarchie des races humaines). Ces six indicateurs apparaissent suffisamment corrélés pour former une échelle globale de préjugés envers l'Autre (tableau 19). Les corrélations observées sont toutefois d'inégale ampleur¹⁶.

Tableau 19.

Matrice de corrélations entre les indicateurs de préjugés en 2022 et 2023

	Anti-immigrés	Se dit raciste	Anti-communautés	Anti-islam	Croit en des races supérieures	Anti-Juifs	Corr. item
Anti-immigrés	1	0,50	0,42	0,55	0,28	0,27	0,63
Se dit raciste		1	0,34	0,44	0,25	0,22	0,54
Anti-communautés			1	0,36	0,20	0,43	0,52
Anti-islam				1	0,24	0,19	0,55
Croit en des races supérieures					1	0,19	0,32
Anti-Juifs						1	0,38

Source : Baromètre racisme CNCDDH de novembre 2023. Corrélations mesurées par le R de Pearson, statistiquement significatives au seuil de 0,01. Questions et échelles orientées dans le sens de l'intolérance. La dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle globale de préjugés envers les minorités.

Comme les années précédentes, c'est le sentiment anti-immigrés qui structure ces préjugés, présentant le coefficient de corrélation à l'échelle le plus élevé (0,63). Il est suivi par l'aversion à l'islam (0,55), l'autodéfinition de soi comme raciste (0,54) et le sentiment que certains groupes sont « à part » dans la société (0,52). Par rapport à l'an dernier, le principal changement est que ces deux premières dimensions, rejeter l'islam et s'assumer comme raciste, sont nettement plus corrélées à l'échelle globale avec des hausses du coefficient de corrélation de respectivement 4 et 6 points, alors que la perception de groupes séparatistes dans la société l'est moins (- 3). Comme précédemment, la corrélation des préjugés antijuifs à l'échelle globale est moins forte (0,38) mais elle a nettement augmenté par rapport à l'an dernier (+ 7 points). Enfin, la croyance en l'existence d'une hiérarchie des races humaines est la dimension la moins corrélée (0,32). Mais alors que la corrélation diminuait progressivement, traduisant le recul du racisme à fondement biologisant au profit d'un racisme culturel, moins

16. C'est une autre technique de construction d'échelle que la précédente qui est employée ici, dite analyse de fiabilité, qui tient compte des covariances entre les items mais pas de leur hiérarchie. La fiabilité de l'échelle est mesurée par l'alpha de Cronbach (0,72).

stigmatisant en apparence, elle a progressé de 3 points par rapport à l'an dernier, retrouvant le niveau de 2019.

Avec ces nuances, le fait qu'on puisse construire une échelle globale des préjugés témoigne de leur cohérence, d'une attitude générale de mise à distance de l'autre, quel qu'il soit. Au point que certains chercheurs préfèrent au terme de « racisme » celui de *Group Focused Enmity*¹⁷ pour désigner une hostilité globale envers les groupes autres que ceux auxquels la personne s'identifie, notant que les groupes rejetés peuvent inclure aussi les minorités sexuelles, les sans-abri, les personnes en situation de handicap ou en surpoids, dès lors qu'elles apparaissent hors normes. Et ce sont les mêmes facteurs attitudeux et socioculturels qui prédisposent à ces préjugés.

4.2.2.3. ANALYSE FACTORIELLE SUR L'UNIVERS DES PRÉJUGÉS

Tableau 20.

Analyse des correspondances multiples sur les questions utilisées pour la construction des échelles : contributions des variables (en %)

	Items	Dim1	Dim2	Dim3
Anti-immigrés	Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française	3,1	0,6	1,8
	La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel	4,4	0,6	1,0
	Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps	3,6	0,4	1,5
	Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France	5,5	0,0	0,2
	Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français	3,7	0,2	0,4
	L'immigration est la principale cause de l'insécurité	5,6	0,3	1,0
	De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale	4,8	0,0	0,3
Anti-juifs	Les Juifs ont trop de pouvoir en France	1,4	0,2	4,2
	Pour les Français juifs/Juifs français, Israël compte plus que la France	0,7	0,0	5,3
	Les Juifs ont un rapport particulier à l'argent	2,2	0,1	4,5
	Les Français juifs sont des Français comme les autres	1,4	0,1	2,3

17. ZICK Andreas, WOLF Carina, KÜPPER Beate *et al.*, « The Syndrome of Group-Focused Enmity : The Interrelation of Prejudices Tested with Multiple Cross-Sectional and Panel Data », *Journal of social issues*, 64 (2), juin 2008, p. 363–383.

	Items	Dim1	Dim2	Dim3
Anti-islam	Les Français musulmans sont des Français comme les autres	5,2	0,5	0,2
	Il faut permettre aux Musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions	4,0	1,0	0,9
	La religion catholique est vue comme plus positive que la religion musulmane	3,5	0,2	1,2
	L'islam est une menace pour l'identité de la France	5,5	0,7	1,9
	Le respect des pratiques musulmanes suivantes peut, en France, poser problème pour vivre en société :			
	Le jeûne du ramadan	3,3	0,6	0,8
	Les prières	4,1	1,0	1,4
	L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool	2,1	0,3	0,9
	Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd el-Kébir	2,7	0,7	1,4
	Le port du voile	4,2	0,5	2,2
Anti-communautarisme	Pour chacune des catégories suivantes, dites-moi si elle constitue actuellement pour vous : un groupe à part dans la société / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe			
	Les Juifs	2,6	13,3	16,5
	Les Maghrébins	6,0	7,0	0,0
	Les Musulmans	6,4	6,6	0,0
	Les Asiatiques	3,0	14,4	16,6
	Les Chinois	2,5	14,4	16,7
	Les Noirs	4,2	14,6	6,1
	Les Antillais	2,9	14,0	8,1
	Les Roms/Gens du voyage	1,4	7,3	2,8

Source : Baromètre CNC DH novembre 2023. Part de variance expliquée par dimension : dim1 = 19,5 %, dim2 = 9,6 %, dim3 = 6,8 %. Les coefficients (arrondis) indiquent l'ampleur de la contribution à la construction des axes retenus, variant entre 0 et 100. Figurent en gras les coefficients les plus importants au sein de chaque axe.

L'analyse factorielle est une technique statistique communément utilisée pour résumer un ensemble de données complexes, en identifiant un nombre limité de dimensions ou composantes principales. Elle est utilisée ici pour confirmer et compléter l'approche par les échelles d'attitudes, en repartant des 29 questions qui ont été utilisées pour les construire (échelle de rejet des immigrés, échelle d'antisémitisme, échelle d'aversion à l'islam et échelle d'aversion au communautarisme). Au-delà des relations entre ces échelles que fait apparaître la matrice des corrélations (tableau 19), elle permet également de faire apparaître celles qui pourraient exister entre les items qui les composent.

Afin d'explorer pleinement la structure des différentes réponses, l'analyse des correspondances multiples (ACM) a été employée en testant 3 modèles : le premier est une ACM classique sur les 29 questions brutes, le deuxième modèle

utilise l'ACM dite spécifique¹⁸ pour exclure les non-réponses, tandis que le troisième modèle analyse les réponses dichotomisées sans les non-réponses à l'aide de l'ACM spécifique. À quelques différences près¹⁹, les 3 modèles montrent la stabilité des grandes dimensions structurant l'univers des préjugés. Le résultat présenté ci-dessous est issu du dernier modèle où les différentes réponses ordonnées ont été systématiquement dichotomisées entre les réponses exprimant un accord aux questions posées (« *oui, tout à fait* » et « *oui, plutôt* ») et les réponses exprimant un désaccord (« *non, pas vraiment* » et « *non, pas du tout* ») à l'exception des questions liées à l'anti-communautarisme (groupe à part, groupe ouvert ou ne constituant pas un groupe).

L'analyse factorielle met en avant trois dimensions principales²⁰. Le tableau 20 résume la contribution de chaque item aux trois dimensions retenues, et permet de comprendre la structure générale des réponses aux items étudiés.

La première dimension s'impose comme la structure dominante de cet univers de préjugés, expliquant près de 19,5 % de la variance totale. L'étude des réponses ayant contribué le plus à construire cette dimension montre qu'elle est avant tout basée sur le rejet global des immigrés, et une focalisation antimusulmans²¹. Il est à noter que sur cette dimension toutes les réponses tolérantes sont sans exception opposées aux réponses dénotant un rejet, ce qui permet d'associer cette première dimension dominante à l'hostilité globale envers l'Autre. Les scores factoriels des individus obtenus sur cette première dimension sont fortement corrélés avec l'échelle d'ethnocentrisme ($r = 0,83$). La forte corrélation de cette dernière avec la première dimension dominante qui ressort de l'analyse factorielle témoigne de la robustesse de notre échelle et de sa capacité à résumer la structure globale des préjugés.

Au-delà de cette structure globale des préjugés mise en lumière par la première dimension, les deux autres soulignent les relations spécifiques qui peuvent s'établir

18. L'ACM spécifique est une variante de l'ACM où il est possible d'exclure certaines modalités des variables actives dans la construction des axes. Contrairement à l'ACM classique où l'exclusion des non-réponses conduit à l'exclusion des individus ayant au moins une non-réponse, cette technique permet de retenir l'ensemble des enquêtés dans l'analyse finale. L'ACM spécifique a été effectuée à l'aide du package « GDAtools » : ROBETTE N., *GDAtools : A Toolbox for Geometric Data Analysis and More*, 2022 (voir <https://github.com/nicolas-robette/GDAtools> et <https://nicolas-robette.github.io/GDAtools/>).

19. L'inclusion des non-réponses (modèle 1) conduit à la formation de la dimension 2 basée sur le fait de répondre ou non aux questions. Le résultat à l'issue du deuxième modèle où les réponses détaillées (« *oui, tout à fait* », « *oui, plutôt* », « *non, pas vraiment* » et « *non, pas du tout* ») sont gardées est caractérisé par « l'effet Guttman » où la deuxième dimension oppose les modalités extrêmes aux modalités médianes. Les dimensions 2 et 3 du modèle 3, analysées dans le texte, se présentent comme des dimensions inférieures dans les modèles 1 et 2.

20. La première dimension est évidemment la plus significative. Retenir les dimensions suivantes permet toutefois de mettre en avant d'autres relations même si elles pèsent moins dans cet univers des préjugés. Ces trois dimensions retenues ont une valeur supérieure à la part de variance expliquée théorique ($100/29 = 3,4\%$).

21. Nous observons un ensemble de réponses hostiles (« *Les Maghrébins forment un groupe à part dans la société* » (4,2 %), « *Les Français musulmans ne sont pas des Français comme les autres* » (4,1 %), « *Les Musulmans forment un groupe à part dans la société* » (4,1 %), pas d'accord avec l'affirmation suivante : « *Il faut permettre aux Musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions* » (3,3 %)), opposées aux réponses tolérantes (Pas d'accord avec les affirmations suivantes : « *Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France* » (3,0 %), « *De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale* » (2,9 %), « *L'islam est une menace pour l'identité de la France* » (2,6 %)). Le pourcentage indique la part de contributions associées à chaque réponse plutôt que celle associée à la variable indiquée dans le tableau 20.

entre certains items formant quelques attitudes spécifiques. La deuxième dimension, rendant compte de 9,6 % de la variance, se distingue clairement de la première. Elle se forme quasi exclusivement à partir des items de l'anti-communautarisme, opposant une vision de la société française universaliste, sans communautés ethniques et religieuses, à une autre vision reconnaissant positivement, du moins non négativement, ces communautés au sein de la société française²². La spécificité de cette dimension est qu'elle est dissociée de la plupart des préjugés à leur égard. Ainsi, elle est très peu corrélée avec l'échelle d'ethnocentrisme ($r = 0,14$). Elle se distingue davantage par l'âge, les plus jeunes accordant plus de reconnaissance à ces communautés par rapport aux plus âgés, mais y voyant plus souvent un groupe « ouvert ». Plus important encore, est le fait d'avoir un lien familial avec la migration – avoir des parents ou des grands-parents d'origine étrangère –, ou de déclarer avoir une affiliation religieuse, et ce quelle que soit la religion déclarée. Outre ce lien personnel avec d'autres cultures, le contexte local y contribue également ; le fait d'habiter dans une zone rurale est associé à l'opinion qu'ils ne forment pas particulièrement un groupe, tandis que les répondants dans l'agglomération parisienne sont plus nombreux à le reconnaître, et ce même lorsqu'ils ne sont pas issus de l'immigration.

La troisième dimension caractérise les préjugés envers les Juifs (argent, pouvoir, double allégeance, groupe à part), auxquels s'ajoutent ceux envers les Asiatiques / Chinois, et dans une moindre mesure les Noirs et les Antillais, vus comme des groupes à part dans la société française²³. Par rapport à la deuxième dimension structurée par l'opposition entre l'existence de groupes vus comme ouverts et l'absence de communautés perçues, cette dimension reconnaît plus explicitement l'existence de ces groupes et oppose les différentes visions sur leur nature (« groupe ouvert » vs « groupe à part »). Bien que cette composante pèse beaucoup moins dans la structuration de l'univers des préjugés, n'expliquant que 6,8 % de la variance totale, elle témoigne de la spécificité de l'antisémitisme au sein de cet univers de préjugés. Ce résultat confirme le processus de déconnexion entre les préjugés envers les Juifs et ceux envers les immigrés en général, comme le montrait le relativement faible niveau de corrélation entre ces deux indicateurs (0,27 ; voir tableau 19). L'association entre rejet des Juifs et rejet des Asiatiques, sur cette dimension, est intéressante. Si ces deux préjugés ont une histoire, une amplitude, des causes différentes, l'analyse met toutefois en lumière que ces deux groupes ont en commun une image ambivalente, associée à des traits a priori positifs – avoir de l'argent, de l'influence économique – mais générant du ressentiment et se retournant éventuellement contre eux.

22. D'un côté se regroupent les réponses qualifiant les différentes populations comme un groupe ouvert : Noirs (8 %), Antillais (7,1 %), Asiatiques (7 %), Chinois (6,6 %), Juifs (6,5 %), Maghrébins (4,4 %), tandis que l'autre côté de l'axe regroupe les réponses niant l'existence des groupes : Chinois (7,7 %), Asiatiques (7,4 %), Juifs (6,8 %), Antillais (6,7 %), Noirs (6,6 %) Rom/Gens du voyage (4,1 %). Le pourcentage indique la part de contributions associée à chaque réponse.

23. Cette dimension oppose les deux réponses reconnaissant l'ouverture des populations asiatiques et juives (« Chinois : groupe ouvert aux autres » (5,7 %), « Asiatiques : groupe ouvert aux autres » (4,7 %), « Juifs : groupe ouvert aux autres » (3,5 %)) aux différents préjugés autour de ces mêmes populations (« Les Juifs forment un groupe à part dans la société » (12,2 %), « les Asiatiques forment un groupe à part dans la société » (11,2 %), « les Chinois forment un groupe à part dans la société » (9,9 %)). Le pourcentage indique la part de contributions associée à chaque réponse.

Les résultats de l'analyse factorielle confortent donc ce que la construction des échelles d'attitudes laissait apparaître. Ils montrent d'abord la cohérence de l'univers des préjugés et sa quasi-unidimensionnalité. On trouve une tendance globale chez certaines personnes à se méfier de l'Autre – autre par son origine, sa religion, sa couleur de peau –, quel qu'il soit. Il s'agit de la même structure globale que celle retrouvée lors des enquêtes précédentes, ce qui confirme la stabilité de cet univers dans le temps. Ils montrent ensuite, au sein de cet ensemble, des dimensions spécifiques, à commencer par celle de l'antisémitisme.

Typologie des attitudes envers l'Autre

Afin de mieux identifier l'association des différents items, et comment la combinaison des différents items forme les différentes attitudes envers l'Autre, une classification hiérarchique sur les composantes principales (HCPC) a été effectuée²⁴. Il s'agit d'une technique qui permet de partitionner les répondants au sein de plusieurs groupes de sorte que chaque groupe rassemble ceux qui ont donné des réponses similaires ou proches. L'objectif de cette analyse est donc de dégager des profils types des attitudes à partir des 3 axes précédemment identifiés dans l'ACM.

Étant donné la diversité et la complexité des relations entre les items étudiés, le nombre de groupes le plus pertinent à retenir à l'issue de la classification est un enjeu majeur dans l'interprétation du résultat. La spécificité de la classification employée ici, dite hiérarchique, est que les répondants sont regroupés au sein de différents groupes qui sont hiérarchiquement emboîtés. Plutôt que de trancher sur le nombre de groupes plus cohérent, notre analyse cherche aussi à étudier la manière dont les sous-groupes sont organisés au sein d'autres groupes afin de mieux comprendre la complexité des attitudes. Le tableau ci-dessous (tableau 21) résume la partition des individus en 2, 3 et 6 groupes qui ont été retenus selon l'arbre hiérarchique et la perte d'inertie.

Tableau 21.
Les profils types des attitudes en 2, 3 et 6 groupes

Groupe	Partition en 2 groupes	Partition en 3 groupes	Partition en 6 groupes	% dans l'échantillon	Score moyen sur l'échelle d'ethnocentrisme
A	Réponses dénotant la tolérance	Ils ne forment pas spécialement de groupes	Ils ne forment pas spécialement de groupes	24,9	2,6
B		Il y a des groupes ouverts	Tous les groupes sont ouverts	11,4	2,5
C			Les Juifs/Asiatiques/Chinois forment des groupes à part	23,7	2,4
D	Réponses dénotant le rejet de l'Autre	Ils forment des groupes fermés	Les Juifs/Asiatiques/Chinois forment des groupes ouverts	14	5,1
E			Les Juifs/Asiatiques/Chinois forment des groupes à part	16,8	5,7
F			Rejet de tous les groupes et notamment de l'Islam	9,3	7,2

24. LÉ Sébastien, JOSSE Julie. et HUSSON François, « FactoMineR : An R Package for Multivariate Analysis », *Journal of Statistical Software*, 25 (1), 2008, p. 1-18.

En concordance avec l'ordre de dimensions, la partition plus détaillée se fait d'abord par le niveau de rejet général de l'Autre (dimension 1), puis par la vision sur l'existence des groupes (dimension 2), et enfin par la perception des populations juives, asiatiques et chinoises (dimension 3). La partition en 2 groupes la plus visible et pertinente selon l'arbre hiérarchique, permet de distinguer ceux ayant des réponses dénotant le rejet de l'Autre et ceux ayant massivement choisi les réponses dénotant moins le rejet ; les scores moyens sur l'échelle d'ethnocentrisme sont respectivement de 5,7 et 2,6.

La classification en 3 groupes permet ensuite de distinguer, parmi ce dernier groupe ayant des attitudes plutôt tolérantes, ceux qui pensent qu'il n'existe pas vraiment de groupes en France, et ceux qui ont plus tendance à penser que différents groupes existent mais qu'ils sont ouverts aux autres. Tandis que les personnes avec des scores élevés d'ethnocentrismes attribuent plus souvent un caractère fermé à ces différentes communautés.

La typologie plus détaillée en 6 profils permet enfin de mieux cerner les attitudes envers certains groupes spécifiques. Du côté des répondants considérés comme tolérants, on retrouve toujours un groupe ayant une vision de la société française sans communautés (groupe A dans le tableau 21) et un autre reconnaissant ces communautés, quelle que soit leur culture, mais les considérant comme ouvertes aux autres (groupe B). À ces deux groupes s'en ajoute un troisième (groupe C), qui attribue plus souvent un caractère fermé aux groupes formés par les Juifs, les Asiatiques ou les Chinois. Ce groupe se caractérise aussi par la proportion plus élevée des préjugés envers les Juifs (pouvoir, argent, l'Israël compte plus que la France) que dans les deux groupes précédents. Malgré la présence de ces stéréotypes, il est à noter que les réponses ne coïncident pas toujours, et surtout que ces attitudes ne sont pas forcément associées à un rejet. Le score moyen sur l'échelle d'ethnocentrisme est même le plus faible parmi les 6 groupes, et la grande majorité ne s'autodéfinit pas comme étant raciste²⁵. La perception de certains groupes comme « à part » n'est pas forcément signe de rejet, comme si ces individus y voyaient plutôt des communautés soudées et solidaires avec « leurs » valeurs culturelles.

La classification en 6 classes introduit également une distinction au sein des répondants catégorisés comme « ethnocentristes ». On y identifie notamment un groupe d'individus qui combine presque systématiquement des réponses dénotant des rejets (groupe F). L'analyse des réponses détaillées suggère qu'il s'agit ici d'individus aux opinions particulièrement tranchées (choisissant les réponses « tout à fait d'accord » ou « pas du tout d'accord »), et qui combinent le rejet des immigrés et de la religion musulmane. Leur prise de position est plus ouvertement assumée²⁶, et politiquement affirmée (plus forte proximité politique avec le RN et Reconquête !). À ce groupe très réfractaire à l'Autre s'en ajoutent deux autres qui se caractérisent par des opinions moins tranchées (choix des réponses « plutôt » d'accord / pas d'accord) mais dénotant néanmoins des attitudes de rejet (groupes D et E), ayant un score moyen sur l'échelle d'ethnocentrisme de

25. 72 % des répondants classifiés dans ce groupe ont déclaré n'être « pas raciste du tout » et 20 % n'être « pas très raciste ».

26. 29 % d'entre eux affirment qu'il y a « des races supérieures à d'autres », 21 % s'auto-définissent comme « plutôt raciste ».

respectivement 5,1 et 5,7. La différence entre ces deux groupes est marquée par la place accordée aux populations juives, asiatiques et chinoises au sein de la société française. Les répondants du groupe D sont plus enclins à considérer ces populations comme des groupes ouverts aux autres, comme s'ils les excluaient de l'Autre qui nous pose un problème, tandis que le groupe E regroupe ceux qui y voient au contraire des groupes fermés et stéréotypés.

Cette classification permet ainsi d'éclairer l'univers des préjugés. La dimension principale liée au niveau de rejet global de l'Autre structure cet univers de façon transversale, tandis que la vision sur la place des communautés au sein de la société, et l'ancrage des stéréotypes sur les populations juives, asiatiques et chinoises forment des sous-groupes qui affichent des profils spécifiques et plus nuancés.

4.2.2.4. DES FACTEURS EXPLICATIFS COMMUNS

4.2.2.4.1. Autoritarisme et rejet de l'autre

Les travaux d'Adorno et de ses collègues ont montré que l'ethnocentrisme s'inscrit dans une vision autoritaire-hiérarchique de la société²⁷. Pour le mesurer, on dispose d'un indicateur combinant attitudes favorables à la peine de mort, sentiment que la justice est laxiste et condamnation de l'homosexualité (tableau 22). Il mesure une attitude favorable à la répression de tout ce qui est perçu comme déviance, qu'elle soit sociale ou morale. Si la condamnation de l'homosexualité reste minoritaire et stable, la demande de répression en matière de criminalité et de délinquance avait augmenté entre 2019 et 2022, qu'il s'agisse de la peine capitale (+ 4 points) ou de l'image de la justice (+ 2 points), en cohérence avec le sentiment d'insécurité évoqué plus haut. Cette année elle retombe un peu.

Tableau 22.

Items utilisés pour l'indice d'autoritarisme (proportion de personnes ayant choisi les réponses en gras, en %)

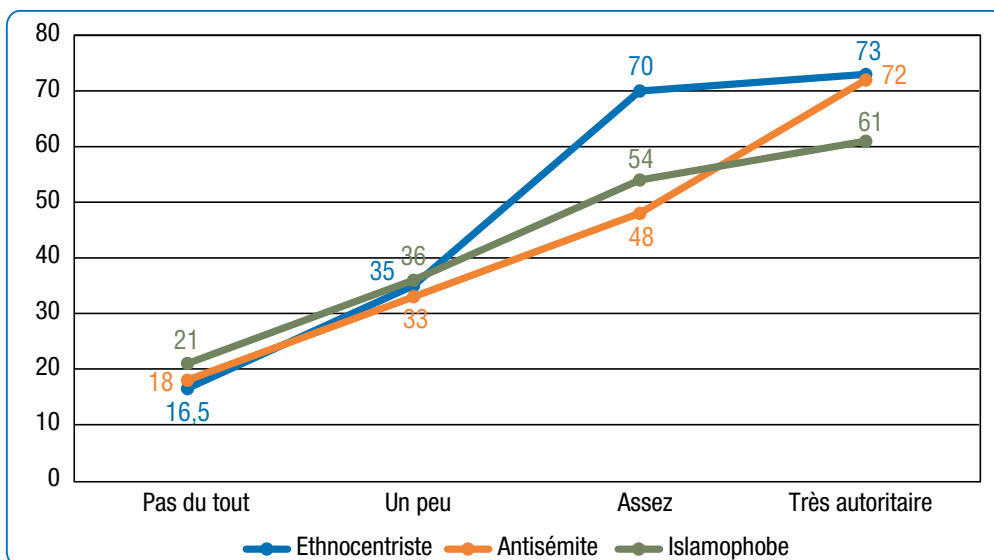
	2019	2022 (1)	2022 (2)	2023
<i>L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / Pas vraiment d'accord, pas du tout d'accord, SR	11	12,9	11	12,9
<i>Il faudrait rétablir la peine de mort</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord / Pas du tout d'accord, SR	51,6	51,3	55,5	53,9
<i>Les tribunaux français ne sont pas assez sévères</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord / Pas du tout d'accord, SR	87,1	86,3	89	88,5

Source : Baromètres racisme CNCDH 2019-2023 en face-à-face. Figurent en gras les réponses dénotant de l'autoritarisme.

27. STENNER Karen, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge University Press, 2005; ART David, « Review : What Do We Know About Authoritarianism After Ten Years ? », *Comparative Politics*, 4 (3), 2012, p. 351-373.

Plus la personne interrogée a des scores élevés sur cet indice d'autoritarisme, plus forte est la probabilité qu'ils soient également élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme. Ainsi la proportion de scores élevés sur cet indicateur passe de 16,5% chez les répondants peu autoritaires à 73% chez les plus autoritaires. Il en va de même pour les scores sur les échelles d'aversion à l'islam et d'antisémitisme (figure 20).

Figure 20.
Préjugés par niveau croissant d'autoritarisme (en %)



Source : Baromètre racisme CNCDH novembre 2023. Scores de 4 à 7 sur l'échelle d'aversion à l'islam, de 2 à 5 sur l'échelle d'antisémitisme et de 4 à 10 sur celle d'ethnocentrisme.

De même la personne sera plus encline à s'avouer raciste, à croire en l'existence de races humaines et moins sensible aux discriminations subies par les Maghrébins, les Noirs ou les personnes handicapées. Elle sera aussi plus portée à avoir à une vision traditionnelle de la femme, cantonnée au foyer et à l'éducation des enfants. Le rejet tranché (« pas du tout d'accord ») de l'opinion selon laquelle les femmes seraient « faites avant tout pour avoir des enfants et les élever » chute de 76% chez les répondants les moins autoritaires à 28% chez les plus autoritaires et l'adhésion totale (« tout à fait d'accord ») avec l'idée qu'une femme devrait pouvoir s'habiller comme il lui plaît, de 77% à 52%. Parallèlement, le sentiment que refuser l'embauche d'une personne maghrébine ou d'une personne qualifiée pour un poste est « très grave » tombe de 83,5% chez les moins autoritaires à 50% chez les plus autoritaires. Tandis que le sentiment qu'une lutte vigoureuse est « tout à fait nécessaire » pour lutter contre les discriminations touchant les personnes atteintes d'un handicap passe de 70% à 58%. Les préjugés racistes s'accompagnent d'une volonté d'imposer à l'Autre – autre par son origine, sa religion, sa culture mais aussi ses pratiques sexuelles ou son apparence –, par la force s'il le faut, les normes perçues ou voulues comme dominantes dans la société.

4.2.2.4.2. Les facteurs socioculturels et politiques

Certaines personnes sont plus enclines que d'autres à adhérer à des préjugés racistes et à une vision autoritaire de la société. On reprend ici les mêmes échelles – ethnocentrisme, aversion à l'islam et antisémitisme – que pour les vagues précédentes, et la même définition des scores élevés sur ces échelles, pour pouvoir comparer. On notera que la proportion de notes supérieures à la moyenne sur l'échelle d'ethnocentrisme (à partir de 4 sur 10) est en hausse, passant de 44 % de l'échantillon au printemps 2022 à 50 % en novembre 2022 et 53 % en novembre 2023, alors que sur l'échelle d'antisémitisme la hausse n'est que de 4 points (37 %, 38 % et 41 % de notes élevées aux mêmes dates) et que la proportion de notes élevées sur l'échelle d'aversion à l'islam est stable (tableau 23).

À quelques exceptions près, les grandes variables explicatives du rejet des minorités, qu'il s'agisse des immigrés, des Juifs ou des Musulmans, sont comparables d'une vague du Baromètre racisme CNCDH sur l'autre, en ligne comme en face-à-face, et d'un pays européen à l'autre²⁸. L'intolérance sur nos trois échelles augmente avec le niveau d'études, parce que l'école ouvre sur le monde, sur les autres cultures, et apprend à raisonner de manière critique et autonome (tableau 23). Elle varie en raison inverse de l'âge et les deux effets se cumulent. Les nouvelles générations nées après-guerre, plus instruites, marquées par les valeurs permissives de Mai 68 et par la mondialisation, ont des notes plus basses que leurs aînés (tableau 23)²⁹. Le genre enfin semble avoir peu d'impact sur le niveau des préjugés³⁰.

28. DENNISON James, DRAZANOVA Lenka, « Public attitudes on migration : rethinking how people perceive migration – An analysis of existing opinion polls in the Euro-Mediterranean region », ICMPD/EUI, 2020 (accessible ici : https://www.icmpd.org/file/download/48432/file/PublicAttitudesOnMigration_OrethinkingHowPeoplePerceiveMigrationEN.pdf). Voir aussi le numéro spécial sur les facteurs des attitudes envers les immigrés en Europe, introduit par DAVIDOV Eidad et SEMYONOV Moshe : « Attitudes towards immigrants in European Societies », *International Journal of Comparative Sociology*, 58 (5), 2017, p. 359-366 et HEATH Anthony, RICHARDS Lindsay, FORD Robert, « How do Europeans differ in their attitudes to immigration », communication à la Conférence internationale de l'ESS, Lausanne, 2016 (accessible ici : https://www.europeansocialsurvey.org/docs/about/conference/HEATH_FORD_how-do-Europeans-differ.pdf). Voir également ZICK Andreas, KÜPPER Beate, HOVERMANN Andreas, *Intolerance, Prejudice and Discrimination : A European Report* (France, Germany, Great Britain, Hungary, Italy, The Netherlands, Poland and Portugal), accessible ici : <http://library.fes.de/pdf-files/do/07908-20110311.pdf>; ainsi que l'Eurobaromètre 2017, accessible ici : <https://www.eyes-on-europe.eu/explaining-the-main-drivers-of-anti-immigration-attitudes-in-europe/>.

29. Sur l'impact du renouvellement générationnel sur le niveau de tolérance, voir TIBERJ Vincent, *Les citoyens qui viennent*, Paris, PUF, 2017.

30. L'an dernier, les femmes sur les trois échelles se montraient nettement plus tolérantes que les hommes, des écarts qui toutefois disparaissaient quand on contrôlait les effets de l'éducation, du diplôme et de l'orientation politique.

Tableau 23.
Facteurs explicatifs des préjugés en novembre 2022 (en%)

% Scores élevés sur l'échelle	Ethnocentrisme (Scores 4-10)	Islamophobie (Scores 4-7)	Antisémitisme (Scores 2-5)
SEXE			
Homme	54	46	44,5
Femme	52	44	41
ÂGE			
18-24 ans	43	32	29,5
25-34 ans	43	31	39,5
35-44 ans	43	39	40,5
45-59 ans	56	49	44
60 +	62	54	44
DIPLÔME			
Sans le bac	65,5	51	47,5
Bac	51	42,5	40,5
Bac + 2	41	40	47
Bac ≥3	39	39	28
TAILLE DE L'AGGLOMÉRATION			
Commune rurale	61	48	43,5
Moins de 20 000 habitants	60	48	42
20 000-100 000	49	51	42
+ 100 000	53	44	43
Agglomération parisienne	39	34	34
ÉCHELLE GAUCHE-DROITE			
Extrême gauche	26	29	35
Gauche	26	22,5	30
Centre gauche	34	39	37
Centre	49	39	42,5
Centre droit	62	52	41
Droite	92	68	52,5
Extrême droite	89	77	51
Situation Économique ressentie « Je vis moins bien qu'il y a quelques années » :			
Tout à fait d'accord	59	46	48
Plutôt d'accord	56,5	47	43,5
Plutôt pas	53	48	40
Pas du tout	32	35	23
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE			
Pratiquant régulier	48	50	46
Occasionnel	63	48	44
Non pratiquant	69	55	43
Autre religion	28	23	53
Sans religion	47	42	35
ASCENDANCE			
Français sans ascendance étrangère	59,5	50	42
Au moins un parent/grand-parent étranger	41	35	40
Ensemble	53	45	41

Source : Baromètre racisme CNCDH 2023 en face-à-face. Chiffres arrondis.

La dimension politique des préjugés envers les minorités est encore plus nette. L'intolérance s'élève à mesure qu'on se rapproche du pôle droit de l'échiquier politique, où prédomine une vision hiérarchique et autoritaire de la société. Chez les personnes se situant à l'extrême droite de l'échelle gauche-droite, la proportion de scores élevés sur les échelles d'ethnocentrisme, d'islamophobie et d'antisémitisme atteint des niveaux records (89 %, 77 % et 51 %). Chez les sympathisants déclarés du Rassemblement national (RN), un parti qui met la « *priorité nationale* » au cœur de son programme, on compte 94 % de sondés très ethnocentristes et la proportion de scores élevés sur les échelles d'aversion à l'islam et d'antisémitisme y atteint respectivement 73 % et 54 %.

L'effet de la religion, lui, a évolué dans le temps. Jusqu'en 2005, l'intégration au catholicisme n'avait pas d'impact sur le niveau d'intolérance. L'affaire des caricatures de Mahomet au Danemark suscite une crispation identitaire des Catholiques en France qui apparaissent, pour la première fois, moins tolérants que les personnes se déclarant sans religion, tandis que le rejet des minorités augmente avec le degré d'intégration à la communauté catholique, mesuré par la fréquence de la pratique religieuse. Après les attentats de 2015, la tendance avait semblé s'inverser. Globalement les niveaux d'ethnocentrisme et d'islamophobie restaient plus élevés chez les Catholiques comparés aux non-Catholiques, aux fidèles d'une autre religion et aux personnes sans religion déclarée. Mais chez les Catholiques déclarés, la pratique religieuse freinait l'intolérance, les scores sur les deux échelles diminuaient quand on passait des non-pratiquants aux pratiquants réguliers (allant au moins une fois par mois à la messe)³¹. On peut y voir l'influence du pape François, qui durant toute l'année 2015 avait martelé un message de paix, d'amour du prochain et de tolérance, et encouragé le dialogue interreligieux, ainsi que l'impact de la forte mobilisation de la conférence épiscopale française pour promouvoir une solidarité active avec les réfugiés. Depuis, la relation entre pratique et niveau de préjugés a fluctué. Mais ce sont les Catholiques non pratiquants dont le niveau de préjugés reste le plus élevé. Les fidèles des autres religions, chez qui les Musulmans sont majoritaires³², sont les moins nombreux à être ethnocentristes ou islamophobes (28 % et 23 %, soit respectivement 25 et 22 points en dessous de la moyenne de l'échantillon). En revanche la proportion des antisémites y est très supérieure à la moyenne de l'échantillon (+ 12 points et, si on isole les Musulmans, + 21 points). Un phénomène à étudier de plus près, pour faire la part de ce qui relève de la religion, du statut socioéconomique et de l'origine.

L'échantillon reflète bien la diversité de la population résidant dans l'Hexagone : 35 % des personnes interrogées en face-à-face déclarent au moins un ascendant étranger (25 % au moins un parent, 34 % au moins un grand-parent), et les interviewés d'ascendance maghrébine ou africaine, dont près de la moitié est musulmane, en représentent 38 %. Toutefois si ces personnes issues de l'immigration sont, de par leur origine, les victimes désignées du racisme, elles ne sont pas pour autant exemptes de préjugés. L'ethnocentrisme dépend d'une

31. Sur les 45 % de l'échantillon se disant catholiques, 9 % vont à la messe au moins une fois par mois, 19 % occasionnellement et 72 % ne pratiquent pas.

32. N = 102 dans l'enquête de novembre 2023 soit 8,6 % de l'échantillon et 65 % des fidèles de religions autres que catholiques.

multiplicité de facteurs, psychologiques, socioculturels et politiques, et chacun peut trouver un « Autre » à rejeter. Inversement le fait d'avoir dans sa famille ne serait-ce qu'un parent ou grand-parent étranger est un facteur d'ouverture à l'égard des immigrés. La proportion de notes élevées sur les échelles d'ethnocentrisme et d'aversion à l'islam chez les Français sans ascendance étrangère est supérieure à celle de l'échantillon (de respectivement 6,5 et 5 points). Les niveaux d'ethnocentrisme et d'islamophobie les plus bas caractérisent à l'inverse les personnes dont au moins un parent ou grand-parent est étranger. En revanche, leur niveau d'antisémitisme est comparable à la moyenne de l'échantillon et atteint des niveaux particulièrement élevés chez celles d'origine maghrébine ou africaine (51 % de notes élevées, 10 points au-dessus de la moyenne).

La situation économique perçue compte plus que le niveau de revenu effectif et son impact s'est accru, dans un contexte d'inflation et d'insécurité économique croissant. La proportion de scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme varie de 27 points de pourcentage selon que la personne estime ou non « *vivre aujourd'hui moins bien qu'il y a quelques années* » (tableau 23)³³, celle des scores élevés d'antisémitisme de 25 points et celle des notes élevées sur l'échelle d'aversion à l'islam de 11 points.

Le niveau de préjugés varie enfin selon le lieu de résidence. L'ethnocentrisme et dans une moindre mesure l'aversion à l'islam et l'antisémitisme augmentent en raison inverse de la taille de la commune de résidence, culminant dans les zones rurales qui sont également celles où le niveau d'instruction est plus faible. La proportion de sondés très ethnocentristes passe de 39 % en région parisienne à 61 % dans les plus petites communes, celle des hostiles à l'islam de 34 % à 48 %, alors même que les immigrés et les personnes de confession musulmane résident plutôt dans les grandes agglomérations urbaines. Le niveau d'antisémitisme obéit à la même logique (écart de 34 à 43,5 %) alors que l'an dernier il était un peu plus répandu (10 points d'écart) dans ces mêmes agglomérations urbaines, là où souvent voisinent populations juives et musulmanes³⁴.

Détailler séparément les facteurs explicatifs des préjugés n'est toutefois qu'une première étape : une variable peut en cacher une autre. Il faut croiser leurs effets, saisir les interactions, voir comment ces facteurs s'ajoutent ou se compensent chez un même individu et comment leur effet peut varier selon les préjugés. La technique statistique de la régression logistique permet de mesurer l'effet propre de chacune de nos variables sur le niveau d'ethnocentrisme, d'antisémitisme

33. Ce n'est pas propre à la France. Sur les effets comparés de la crise économique en Europe sur la perception des immigrés, voir notamment KUNTZ Anabel, DAVIDOV Eldad, SEMYONOV Moshe, « The dynamic relations between economic conditions and anti-immigrant sentiment : a natural experiment in times of the European economic crisis », *International Journal of Comparative Sociology*, 58 (5), 2017, p. 392-415 ; ainsi que KWAK Joonghyun, WALLACE Michael, « The Impact of the Great Recession on Perceived Immigrant Threat : A Cross-National Study of 22 Countries », *Societies*, 2018, 8 (3), p. 1-23.

34. En l'absence de statistiques ethniques, on peut s'appuyer sur les données de l'Insee sur la population immigrée, dont une large part vient de pays musulmans (Maghreb et Afrique subsaharienne) : plus de 90 % des immigrés résident dans l'espace des grandes aires urbaines, à commencer par l'aire urbaine de Paris (voir <https://www.histoire-immigration.fr/societe-et-immigration/ou-vivent-les-immigres>). C'est dans ces mêmes aires urbaines que la population de confession juive est la plus présente (voir https://www.lemonde.fr/archives/article/1966/05/26/la-repartition-de-la-population-juive-en-france_2695038_1819218.html).

et d'aversion à l'islam en 2023, une fois contrôlé l'effet de toutes les autres variables (tableau 24)³⁵.

Tableau 24.

Variables prédictives des préjugés ethnocentristes, antisémites et islamophobes

	Ethnocentrisme (Scores 4-10)	Aversion à l'islam (Scores 4-7)	Antisémitisme (Scores 2-5)
Échelle gauche-droite	+++	+++	+
Situation économique perçue	+++	-	+++
Religion	++	+	+++
Ascendance	++	++	-
Âge	+	+++	+
Niveau de diplôme	+++	+	+++
Sexe	-	-	-
Taille de la commune	-	+	-
R2 de Nagelkerke	0,34	0,18	0,10

Source : Baromètre racisme CNCDH 2023. Modèle de régression logistique. Seuils de significativité statistique retenus : + $P < 0.05$; ++ $P < 0.010$; +++ $P < 0.001$, retenant pour chaque variable le seuil de la modalité la plus significative.

Quel que soit le préjugé, le genre n'a pas d'effet significatif (tableau 24). Une fois pris en compte l'effet des autres variables, les femmes ne sont pas plus tolérantes que les hommes, contrairement à ce que peuvent suggérer les simples tris croisés (tableau 23). L'orientation politique, le diplôme et l'âge, ont des effets statistiquement significatifs et de même sens sur les trois préjugés. Plus la personne se classe à gauche sur l'axe gauche-droite, moins il y a de probabilités qu'elle ait des scores élevés sur les trois échelles, un positionnement de gauche allant de pair avec une vision plus égalitaire et tolérante de la société et de la place assignée aux divers groupes qui la composent. Plus la personne est jeune, plus elle est tolérante comme le montre l'analyse par cohortes (voir *supra*, 4.2.1.) et c'est sur les préjugés envers l'islam que cet effet est le plus marqué. De même, plus la personne a fait des études plus elle sera tolérante et c'est sur l'ethnocentrisme que cet effet est le plus marqué. Les autres variables ont des effets plus contrastés. La religion a des effets significatifs mais de manière différente selon le préjugé considéré. Le fait d'être musulman accroît fortement la probabilité d'avoir des notes élevées sur l'échelle d'antisémitisme, toutes choses égales par ailleurs³⁶, mais *a contrario* celle d'avoir des notes basses sur les échelles d'ethnocentrisme et d'islamophobie – tandis que les Catholiques non pratiquants sont plus enclins à avoir des scores élevés d'ethnocentrisme. N'avoir aucune ascendance étrangère accroît la probabilité d'être ethnocentriste

35. Résultats détaillés des régressions logistiques disponibles sur demande.

36. Sur l'antisémitisme chez les Français musulmans voir le travail pionnier de BROUARD Sylvain et TIBERI Vincent et pour la période récente les enquêtes de l'Ifop pour la Fondapol auprès d'un sous-échantillon de personnes se déclarant de confession musulmane; dernière étude accessible ici : <https://www.fondapol.org/app/uploads/2022/01/fondapol-etude-radiographie-de-lantisemitisme-en-france-edition-2022-01.pdf>.

et islamophobe, mais n'a aucun impact sur le niveau d'antisémitisme. Le sentiment de vivre moins bien, de voir sa situation économique se dégrader, accroît nettement le niveau d'intolérance envers les immigrés et envers les Juifs, pris comme boucs émissaires, et cette variable a pris une importance accrue ces dernières années, dans le contexte d'insécurité économique généré par la pandémie puis, depuis la guerre en Ukraine, par la crise de l'énergie et la hausse de l'inflation. Mais elle n'a pas d'impact sur l'aversion à l'islam. Le lieu de résidence enfin, une fois contrôlé l'effet des autres variables, n'a aucune influence sur le niveau d'ethnocentrisme ou d'antisémitisme, mais agit sur l'aversion à l'islam, plus présente dans les villes moyennes (20-100 000 habitants).

Au total, comme les années précédentes, si l'on en juge par la valeur du R², le coefficient statistique résumant le pouvoir prédictif du modèle (dernière ligne du tableau 24), il explique mieux l'ethnocentrisme que l'aversion à l'islam ou l'hostilité aux Juifs. Ces préjugés dépendent vraisemblablement d'autres facteurs non pris en compte dans le modèle, qu'il faut explorer (voir *infra*, 4.2.3.).

4.2.2.5. LE RENOUVELLEMENT DES ARGUMENTAIRES DU RACISME

Depuis la Seconde Guerre mondiale et le traumatisme de la Shoah, les préjugés à l'égard des minorités ont évolué vers des formes détournées, plus acceptables en démocratie. L'adhésion aux stéréotypes racistes les plus crus, exprimant l'infériorité physique et morale de l'Autre, est en recul. Mais la barrière des préjugés demeure. Des auteurs comme Donald Kinder, David Sears ou John Mc Conahay ont analysé depuis longtemps l'émergence aux États-Unis d'un racisme « symbolique », fondé sur les différences culturelles. Ainsi les Noirs sont critiqués parce qu'ils ne respecteraient pas les valeurs traditionnelles de l'Amérique, qui privilégient une éthique individualiste du travail et de l'effort, tandis que les mesures de discrimination positive (*affirmative action*) prises en leur faveur sont rejetées au nom du principe d'égalité, de justice et d'autonomie individuelle³⁷. Aux Pays-Bas, Thomas Pettigrew et Roel Meertens ont diagnostiqué pareillement le remplacement d'un racisme flagrant (*blatant*), assignant aux minorités un statut inférieur, évitant leur contact, par un racisme déguisé (*subtle*)³⁸, qui consiste à exagérer les différences et à refouler des sentiments positifs à leur égard. Ce « nouveau » racisme toucherait en particulier des milieux jeunes, diplômés, même de gauche, qui ne se considèrent pas comme racistes.

Sur le long terme, les indices d'une transformation des formes d'expression et des justifications des préjugés en France ne manquent pas. Si le racisme le plus cru, à fondement biologique, est loin de disparaître dans le débat public – des insultes adressées sur Facebook en octobre 2013 par une candidate du Front national à Christiane Taubira, comparée à un singe, aux propos de Nadine Morano

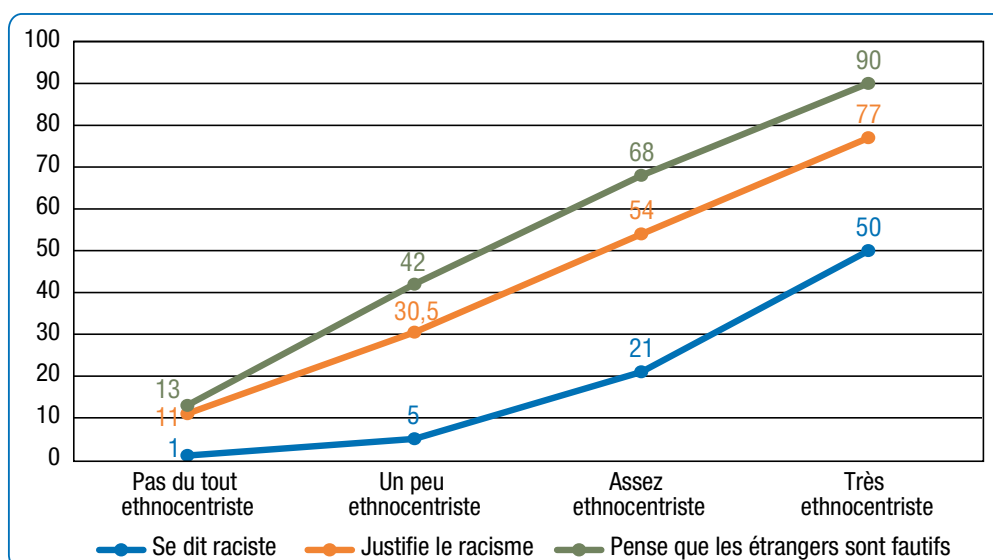
37. Pour un bilan de ces travaux pionniers, voir PETTIGREW Thomas F., « The Nature of Modern Racism in the United States », *Revue internationale de psychologie sociale*, 1989, vol. 2 (3), p. 291-303.

38. PETTIGREW Thomas F., MEERTENS Roel W., « Subtle and blatant prejudice in Western Europe », *European Journal of Social Psychology*, 1995, 25, p. 57-75.

qualifiant la France de « *pays de race blanche* » en septembre 2015, jusqu'au déferlement d'insultes racistes qui ont visé les Bleus sur les réseaux sociaux après leur défaite en finale de la dernière Coupe du monde de football –, il est en net recul dans l'opinion. Dans le Baromètre racisme CNCDH de novembre 2023, la croyance en une hiérarchie des races est partagée par 6,7 % de l'échantillon, une proportion légèrement en hausse par rapport à l'an dernier (+ 2,2 %) mais qui reste très minoritaire, face aux 56 % jugeant que toutes les races se valent et aux 35 % déclarant que les races humaines n'existent pas. La proportion de personnes qui s'assument comme « *plutôt* » ou « *un peu* » racistes est presque deux fois moins fréquente en novembre 2023 (19,3 %) que dans les premières vagues du Baromètre, même si elle a légèrement augmenté par rapport aux deux dernières vagues (14,1 % en avril 2022, et 17,3 % en 2019). La norme antiraciste s'est imposée. Au racisme est associé un sentiment de culpabilité et, s'il s'exprime, il s'entoure de justifications.

Figure 21.

Défense du racisme par niveau croissant d'ethnocentrisme (en%)

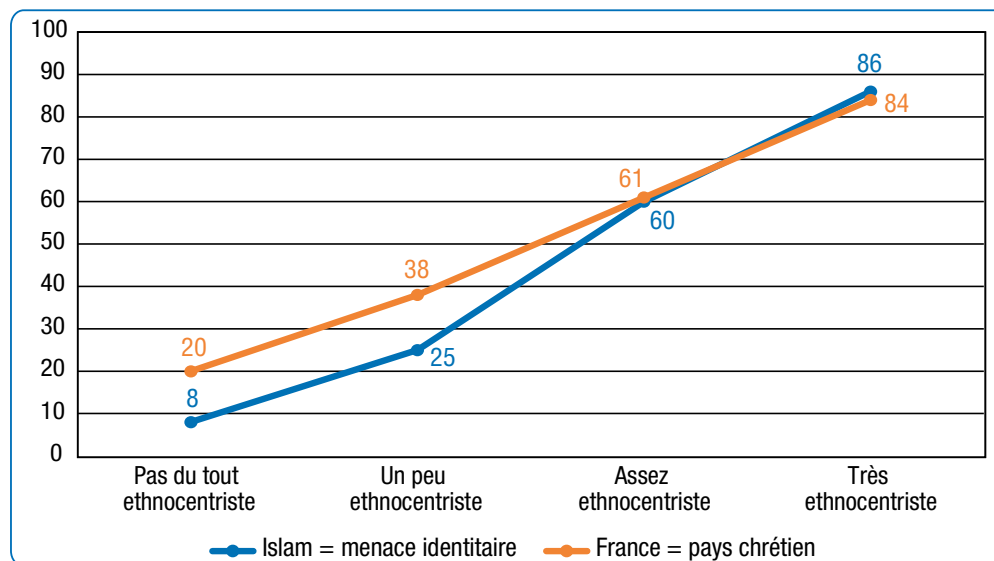


Source : Baromètre racisme CNCDH novembre 2023 en face-à-face. Scores 0-1 « Pas du tout ethnocentriste », 2-3 « un peu », 4-5 « assez », 6-10 « très ».

Un premier argument consiste à inverser la causalité et à renvoyer la responsabilité du racisme à ceux qui en sont les victimes (figure 21). Plus les scores d'une personne sont élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme, plus elle aura tendance à estimer que « *certaines comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes* », à s'assumer comme « *raciste* » et à penser que « *ce sont avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer* ». L'étude qualitative à base d'entretiens menée par CSA pour le rapport de la CNCDH de 2013 faisait le même constat. Le racisme est condamnable en principe, mais, dans la vie quotidienne, il devient excusable, sur le mode de « *c'est eux qui nous forcent à devenir racistes* », c'est la faute des immigrants, des étrangers, qui « *en profitent* ». Ce retournement va de pair avec une défense des Français perçus comme les vraies victimes de racisme et de discriminations et menacés par l'immigration.

Un second type d'argument est d'ordre identitaire et culturel, sommant les immigrés et les étrangers de se conformer aux normes et aux valeurs de la société d'accueil. Ainsi plus la personne est ethnocentriste, plus elle se méfie de l'islam. Le soutien à l'idée que « *la France doit rester un pays chrétien* » (« *tout à fait* » et « *plutôt d'accord* ») va de 20 % chez celles qui ont des scores faibles sur l'échelle d'ethnocentrisme à 84 % chez celles qui ont des scores élevés ; quant au sentiment que l'islam est une menace pour l'identité de la France, il passe de 8 % à 86 % (figure 22).

Figure 22.
Rejet de l'islam par niveau croissant d'ethnocentrisme (en %)



Source : Baromètre racisme CNCDH novembre 2023 en face-à-face. Scores 0-1 « Pas du tout ethnocentriste », 2-3 « un peu », 4-5 « assez », 6-10 « très ».

Dans ce second argumentaire, la notion de laïcité est centrale, convoquée pour justifier le rejet de l'Autre, et d'abord du Musulman ; usage paradoxal s'il en est pour un terme né à gauche, au cœur des valeurs universalistes de la République, où « *la tolérance – comprise comme l'ouverture aux autres, à la diversité et au dialogue [est] une composante de l'idéal laïque* »³⁹. Le terme est devenu très consensuel, même si la laïcité reste plus défendue à gauche qu'à droite. Ainsi, dans l'enquête de novembre 2023, la proportion de jugements « très positif » sur le mot « laïcité » va de 46 % chez les répondants qui se classent le plus à droite sur l'échelle gauche-droite (position 7) à 39 % chez les plus à gauche (position 1). Si l'on ajoute aux jugements « très » positifs les « plutôt » positifs, l'adhésion à la laïcité passe de 86 % chez les interviewés les plus à gauche à 70 % chez les plus à droite (cases 5 à 7), de 80 % chez les proches des communistes (84 % chez les proches du PS et 81 % chez les proches des Insoumis) à 72 % chez les sympathisants du Rassemblement national. De même, la majorité des Catholiques est aujourd'hui acquise à la laïcité, dans la même proportion que les

39. BARTHÉLÉMY Martine, MICHELAT Guy, « Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui », *Revue française de science politique* 57 (5), 2007, p. 649-698.

non-Catholiques (75 % de jugements positifs, dont 34 % très positifs exactement comme dans l'échantillon) alors qu'hier ils en étaient de farouches opposants.

Le même terme peut toutefois revêtir des significations contrastées et variables selon l'orientation politique⁴⁰. Cette année un item a été rajouté, dans l'esprit de la loi de 1905 qui définit la laïcité comme « *la garantie par l'État du libre exercice des cultes* » (tableau 25). Mais la hiérarchie des réponses selon le placement sur l'échelle gauche-droite ne varie pas. Les sondés de gauche sont plus nombreux que tous les autres à définir la laïcité comme la séparation de l'Église et de l'État, mais leur conception, comme celle des centristes, est ouverte : ils y voient tout autant un moyen de permettre à des gens de conviction différente de vivre ensemble, et la liberté de pratiquer sa religion ou de n'en pratiquer aucune, tandis que ceux de droite voient plus souvent la laïcité comme l'interdiction de toute manifestation et signe religieux dans l'espace public, et un moyen de préserver l'identité traditionnelle de la France (tableau 25).

Tableau 25.

Laquelle de ces affirmations correspond le mieux à ce qu'est pour vous la laïcité en France aujourd'hui ? (Premier choix)

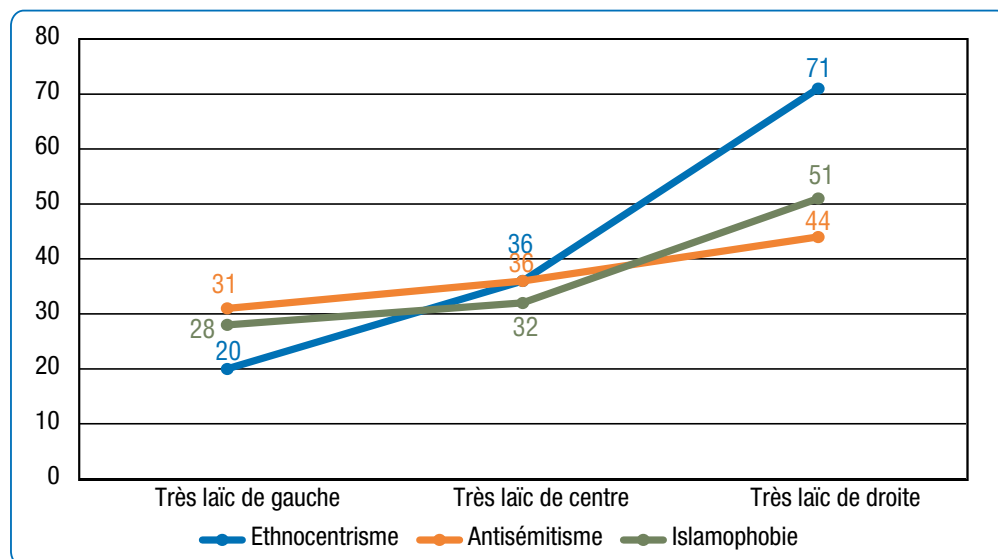
(en %)	Gauche	Centre	Droite
Séparation des religions et de l'État	26	16,5	16
Interdiction des signes et des manifestations religieuses dans l'espace public	10	10	17
Rejet de toutes les religions et convictions religieuses	2	3	3
Fait de permettre à des gens de convictions différentes de vivre ensemble	24	22	18,5
Préservation de l'identité traditionnelle de la France	1	7	15
Liberté de pratiquer la religion que l'on souhaite ou de n'en pratiquer aucune	27	26	23
Garantie par l'État du libre exercice des cultes	9	9	6
Ne sait pas	7	4	3

Source : Baromètre racisme CNCDH 2023 en face-à-face.

Or ces conceptions contrastées de la laïcité, à gauche et à droite, influencent les préjugés envers les minorités (figure 23).

40. Voir les réponses à une question ouverte sur le sens du terme dans le rapport 2016 de la CNCDH : MAYER Nonna, MICHELAT Guy, VITALE Tommaso et TIBERJ Vincent, *in* CNCDH, La documentation française, 2017, p. 114, et le croisement entre positionnement politique et réponses à une question fermée, *in* MAYER Nonna, MICHELAT Guy, VITALE Tommaso et TIBERJ Vincent, « Le regard des chercheurs », *in* CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie 2019*, La Documentation française, 2020, p. 72-74.

Figure 23.

Niveau de préjugé selon l'orientation politique et le rapport à la laïcité (en %)

Source : Baromètre racisme CNCDH en face-à-face novembre 2023. Il s'agit des proportions de scores élevés sur les échelles d'ethnocentrisme (4-10), d'aversion à l'islam (4-7) et d'antisémitisme (2-5) selon qu'on est à la fois très laïc et de droite, de gauche ou du centre.

En 2023, les personnes qu'on peut définir comme « très laïques de gauche » (pour qui le terme de « laïcité » évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois premières cases de l'échelle gauche-droite) se montrent beaucoup plus tolérantes que les « très laïques » de droite (personnes à qui le terme de laïcité évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois dernières cases de l'échelle gauche-droite) à l'égard des immigrés et des Musulmans, à en juger par leurs scores respectifs sur l'échelle d'ethnocentrisme et celle d'aversion à l'islam (figure 23). La laïcité vue de droite n'a pas grand-chose à voir avec celle de gauche, ni avec les valeurs de tolérance, de liberté de conscience et d'égalité des droits qui l'accompagnent : c'est plutôt une manière de justifier le rejet des minorités culturelles et religieuses⁴¹. On notera toutefois que selon le type de préjugé, les variations observées sont d'inégale ampleur. Quand on passe des très laïcs de gauche aux très laïcs de droite, la proportion de notes élevées sur l'échelle d'ethnocentrisme augmente de 51 points, sur l'échelle d'aversion à l'islam, de 23 points et, sur l'échelle d'antisémitisme, de 13 points, signe là encore d'une relative autonomie des préjugés envers les Juifs et dans une moindre mesure envers les Musulmans, par rapport au racisme classique anti-immigrés.

41. Jean Bauberot la définit comme une « catho-laïcité » (*La laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte, 2012).

CHAPITRE 4.2.3.

LA SPÉCIFICITÉ DES PRÉJUGÉS ANTISÉMITES ET RACISTES

Les préjugés envers les minorités partagent nombre de traits communs. Quelle que soit leur cible, ils évoluent dans l'ensemble pareillement dans le temps, ils sont à des degrés divers corrélés entre eux, ils s'expliquent largement par les mêmes facteurs et renvoient à des argumentaires similaires. Mais chaque préjugé présente aussi des particularités, liées à l'histoire du groupe ciblé, aux politiques publiques dont il a pu faire l'objet, à la société d'accueil, au contexte national et international. C'est l'antisémitisme qui a la plus longue histoire et qui, depuis la Shoah, tend à devenir l'aune à laquelle se mesurent tous les racismes. Cette partie analyse donc d'abord les transformations des préjugés envers les Juifs. Elle étudie en miroir les préjugés envers les Musulmans, dans la lignée des débats symétriques autour d'un « nouvel antisémitisme » et d'une « nouvelle islamophobie ». Ce sont deux groupes aux relations complexes, qui n'ont pas toujours été conflictuelles⁴². Puis elle analyse les préjugés liés à la couleur de peau, ceux qui visent les Chinois et plus largement les Asiatiques, et ceux qui visent les Noirs.

4.2.3.1. VIEIL ET NOUVEL ANTISÉMITISME

La multiplication et la gravité des violences ciblant des Juifs en France depuis une vingtaine d'années, encore aggravées depuis l'attaque terroriste du Hamas et la réponse israélienne à Gaza en octobre 2023, alimentent l'idée que l'antisémitisme, sous ses formes les plus brutales, est de retour⁴³. De nombreuses enquêtes relèvent un fort sentiment d'insécurité chez les Français juifs⁴⁴, dont

42. KATZ Ethan, *Juifs et musulmans en France. Le poids de la fraternité*, Belin, 2018; MANDEL Maud, *Muslims and Jews in France : History of a Conflict*, Presses universitaires de Princeton en janvier 2014.

43. Pour mémoire : le rapt et l'assassinat d'Ilan Halimi (février 2006), la tuerie à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse (mars 2012), l'attentat contre l'Hyper Cacher (janvier 2015), l'assassinat de Sarah Halimi (avril 2017), puis de Mireille Knoll (mars 2018). On ajoutera l'épidémie de tags antisémites sur les murs de Paris en 2019, suivie d'une vague de profanations de cimetières juifs, les dérapages antisémites durant certaines manif des Gilets jaunes, les pancartes antisémites évocatrices des années 30 (« Qui ? ») et les détournements de l'étoile jaune dans les manifestations anti-pass de l'été 2021. Enfin le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer annonçait le 14 novembre 2023 sur Europe 1 que « 1 518 actes ou propos antisémites » avaient été recensés en France depuis le 7 octobre 2023, soit en un mois un nombre d'actes bien supérieur à ceux recensés sur 12 mois aux pires années (436 en 2022, 974 en 2004, année record).

44. La dernière étude de la Fondapol et de l'AJC (<https://www.fondapol.org/etude/radiographie-de-l-antisemitisme-en-france-edition-2022/>) montre que plus d'une personne de confession ou de culture juive interrogée sur deux indique avoir déjà été insultée en raison de sa religion. Voir aussi l'étude commandée à IPSOS par la Fondation du judaïsme français effectuée entre le 24 février et le 8 juin 2015 supervisée par Dominique Schnapper et Chantal Bordes (<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2016-01-31-perceptions-et-attentes-population-juive-rapport-l-autre-et-aux-minorites>) et celle menée en septembre 2015 par l'IFOP : FOURQUET Jérôme et MANTERNACH Sylvain, *L'an prochain à Jérusalem ?*, Éditions de l'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2016.

témoigne également le nombre croissant d'entre eux partant s'installer en Israël⁴⁵, plus élevé en France que dans les autres pays européens⁴⁶. L'enquête annuelle commandée par la CNCDH renseigne, en symétrique, sur la manière dont l'opinion publique voit les Français juifs et réagit aux agressions dont ils sont victimes.

Le débat s'est polarisé sur l'émergence d'un « nouvel antisémitisme », attribué non plus à l'extrême droite mais à l'islamisme radical et plus largement aux Musulmans⁴⁷. Pierre-André Taguieff a lancé en France le terme de « nouvelle judéophobie »⁴⁸, à ses yeux plus précis que celui d'antisémitisme, car visant uniquement les Juifs⁴⁹. Cette judéophobie ne s'appuierait ni sur l'antijudaïsme chrétien, ni sur une prétendue supériorité de la race aryenne, ni sur la négation de la Shoah, mais sur l'antisionisme, amalgamant et diabolisant « Juifs », « Israéliens » et « sionistes ». Un antisionisme qui rallierait à la fois les islamistes radicaux et une gauche tiers-mondiste autour de la défense des droits humains et de la cause palestinienne. Contrairement au vieil antisémitisme porté par l'extrême droite, cette nouvelle judéophobie serait en train de passer à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Ce débat est plus que jamais d'actualité dans le contexte post 7 octobre, qui a vu la gauche se diviser autour du soutien à apporter à la lutte contre l'antisémitisme, et le Rassemblement national défilier à la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre, organisée par les présidents des deux assemblées.

4.2.3.1.1. L'image des Juifs en France

Une dizaine de questions du Baromètre Racisme explore l'image des Juifs et d'Israël en France. Trois d'entre elles sont posées régulièrement et de manière identique à propos des principales minorités vivant en France. Elles interrogent la reconnaissance de leurs membres comme des Français à part entière, leur degré d'intégration dans la société, et l'image positive ou négative de leur

45. Selon l'Agence juive, de 2000 à 2012, on comptait 1 600 *alya* de Français juifs par an. Le chiffre est monté à 3 293 en 2013, 7 231 en 2014 et 7 900 en 2015, pour retomber à 5 000 en 2016 et 2 600 en 2018 et remonter en 2021 à 3 500. Depuis le 7 octobre et l'attaque terroriste du Hamas en Israël, quelque 1 200 citoyens français supplémentaires auraient entrepris des démarches en ce sens. À ces départs s'ajouterait la « petite *alya* », soit le départ d'un certain nombre de Juifs des communes de la Seine-Saint-Denis vers d'autres perçues comme plus sûres (voir FOURQUET Jérôme et MANTERNACH Sylvain, *op. cit.*, p. 85-99).

46. Une enquête menée pour l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), en décembre 2012, auprès des communautés juives dans huit pays européens, montrait déjà que les Juifs français étaient de loin les plus inquiets (voir <http://fra.europa.eu/en/survey/2012/fra-survey-jewish-peoples-experiences-and-perceptions-discrimination-and-hate-crime>). La seconde enquête de la FRA menée en ligne en mai juin 2018 dans 13 pays le confirme (voir <https://fra.europa.eu/en/publication/2018/2nd-survey-discrimination-hate-crime-against-jews>).

47. Voir notamment JIKELI Günther, « L'antisémitisme en milieux et pays musulmans : débats et travaux autour d'un processus complexe », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 62 (2/3), 2015, p. 89-114.

48. TAGUIEFF Pierre-André, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002 ; *La judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Odile Jacob, 2008 ; *La nouvelle propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010 et *Judéophobie, la dernière vague : 2000-2017*, Fayard, 2018. Le débat n'est pas limité à la France. Au Royaume-Uni : IGANSKI Paul, KOSMIN Barry (dir.), *The New Antisemitism ? Debating Judeophobia in the 21st Century*, Profile Books, 2003 ; en Allemagne : ZICK Andreas, KÜPPER Beate, « Transformed Anti-Semitism – a Report on Anti-Semitism in Germany », *Journal für Konflikt – und Gewaltforschung Journal for Conflict and Violence Research*, 2005, 7, p. 50-92.

49. Qui au départ, sous la plume de Willhem Marr, désigne les « sémites » dans leur ensemble, juifs et arabes.

religion. Le sentiment que les Juifs sont des « *Français comme les autres* », qui était partagé par un tiers des personnes interrogées par l'Ifop en 1946, s'est imposé. La proportion de sondés « *tout à fait* » ou « *plutôt d'accord* » atteint 89 %, soit une proportion supérieure de 11 points à celle observée pour les Musulmans, de 30 points à celle pour les Roms. La religion juive évoque quelque chose de positif à 37 % des sondés, contre 32 % pour la religion musulmane (et 39 % pour « *la religion* » en général). Le sentiment que les Juifs forment « *un groupe à part* » dans la société est minoritaire, partagée par 23 % des personnes interrogées, contre 32 % pour les Musulmans, 35 % pour les Chinois et 63 % pour les Roms, et elle est stable au fil du temps (voir *supra*, partie 4.2.2., encart « *Les groupes vus comme à part dans la société française* »).

Cependant il y a des stéréotypes anciens, spécifiques aux Juifs, et reflet de leur longue histoire, qui résistent voire progressent, dans un contexte de crise favorable aux thèses complotistes prêtant une influence démesurée aux Juifs. Dans la lignée conspirationniste des Protocoles des Sages de Sion⁵⁰, le célèbre faux forgé par la police du tsar, persiste l'idée selon laquelle les Juifs auraient un pouvoir excessif. Le niveau d'accord oscille entre 17 % et 37 %, avec des pics périodiques et de fortes variations du taux de sans réponses en fonction de l'actualité. En 2023, le taux d'approbation est de 20 %, en hausse de 2,5 points par rapport à l'an dernier. L'idée que « *les Juifs ont un rapport particulier à l'argent* », qui renvoie au statut des Juifs durant le Moyen Âge chrétien⁵¹, est encore partagée par 37 % des personnes interrogées en 2023, comme lors des deux dernières vagues de 2022. Une autre question mesure la réceptivité à la thèse de l'instrumentalisation de la Shoah par les Juifs, forme atténuée de révisionnisme, demandant si on parle « *trop* » (plutôt que « *pas assez* » ou « *juste ce qu'il faut* ») de l'extermination des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sentiment est en léger recul, partagé par 14 % de l'échantillon, (contre 17 % en 2019 et en avril 2022 et 15 % en novembre 2022) alors que 57 % jugent qu'on en parle « *juste ce qu'il faut* » et 25 % « *pas assez* ».

La création de l'État d'Israël, en 1948, a modifié la perception des Juifs dans le monde. Le thème du Juif « *apatride* » a cédé la place au soupçon de « *double allégeance* », repéré ici par la question : « *Pour les Français juifs, Israël compte plus que la France* ». Le taux d'approbation montait à 55 % fin 2014 après l'intervention israélienne « *Bordure protectrice* » à Gaza, soutenue par les organisations représentatives de la communauté juive française⁵², et les mobilisations

50. Voir l'ouvrage dirigé par TAGUIEFF Pierre-André, *Les Protocoles des Sages de Sion*, Berg international, 1992.

51. Voir GERMAIN Lucienne, « De l'usure au pouvoir de l'argent : les métamorphoses d'un mythe antijuif à travers la caricature en Angleterre », *Revue LISA* 1 (1), 2003, p. 75-84, accessible ici : <https://journals.openedition.org/lisa/3120>.

52. Voir texte du CRIF disponible sous : <http://www.crif.org/fr/communiquedeprime/grand-rassemblement-de-soutien-%C3%A0-isra%C3%ABl-jeudi-31-juillet-1830-ambassade-d%E2%80%99isra%C3%ABl-%C3%A0-paris/51979>.

propalestiniennes parfois violentes qui ont suivi. Depuis il baissait lentement. Il vient de remonter en flèche, passé en un an de 35 % à 42 %⁵³.

Ces cinq questions forment une échelle (voir *supra*, 4.2.2, tableau 20) allant de 0 chez les personnes n'adhérant à aucun des cinq stéréotypes anti-Juifs à 5 chez celles qui les acceptent tous. Cette échelle permet de mesurer le niveau d'antisémitisme dans l'échantillon, son évolution d'une enquête à l'autre et son ancrage politique. Si l'on en retient une définition large, soit les notes égales ou supérieures à 2 sur l'échelle, le « vieil » antisémitisme n'a pas disparu. Certes son niveau reste bas. En 2023, près d'un tiers de l'échantillon adhère à un seul stéréotype sur les 5 proposés, un gros quart à aucun et la note moyenne s'établit à 1,4 sur 5. Mais il n'a pas disparu pour autant. 22 % de l'échantillon peuvent être considérés au moins modérément antisémites (note 2), 19 % obtiennent des scores élevés (notes de 3 à 5). Et la proportion de ces notes supérieures à 1 est en hausse de 3 points depuis l'enquête de novembre 2022, de 10 points depuis celle de mars 2022. Quant au positionnement politique des antisémites ainsi définis, il reste plus marqué à droite qu'à gauche et continue à battre des records à droite et plus particulièrement à l'extrême droite. Aucun parti, aucune tendance politique n'en est pour autant exempt, il est important de le rappeler. Il existe de l'antisémitisme à gauche, tout particulièrement à la gauche de la gauche, chez les proches des Insoumis et d'EELV notamment (voir encadré ci-dessous « *L'antisémitisme à gauche* »). Mais à un niveau inférieur à la moyenne de l'échantillon, et sans comparaison avec celui observé à l'extrême droite et chez les proches du Rassemblement national.

L'antisémitisme à gauche

L'antisémitisme a toujours existé à gauche en France, en particulier un antisémitisme à base économique assimilant les Juifs à la haute banque et au grand capital, présent dans le mouvement ouvrier et chez les socialistes. L'affaire Dreyfus va marquer un tournant, et une prise de conscience⁵⁴. Mais depuis la Guerre des Six jours, l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens, sous couvert d'une critique légitime d'Israël et du sionisme, favorisent parfois des glissements. Pour s'en tenir à l'année écoulée, depuis le 7 octobre Jean-Luc Mélenchon s'est particulièrement fait remarquer par des propos et des comportements ambigus, comme son refus de qualifier le Hamas de « groupe terroriste », ses attaques contre Elisabeth Borne, fille d'un rescapé de la Shoah, accusée de rallier un « *point de vue étranger* », et contre la présidente de l'Assemblée nationale accusée de « *camp[e]r à Tel-Aviv* » et de ne pas parler « *au nom du peuple français* », ou encore son refus de participer à la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre⁵⁵.

53. Pour vérifier si la formulation « Français juifs » plutôt que « Juifs français » influençait les réponses, dans les vagues précédentes l'échantillon était aléatoirement divisé en deux sous-groupes auquel une des deux formulations était soumise. Comme les réponses ne variaient pas en fonction de la formulation (en avril 2022, respectivement 33,4 % et 33 % des sondés se disaient tout à fait ou plutôt d'accord avec cette idée), le choix a été fait de garder l'expression « Français juifs » comme dans les autres questions de l'enquête.

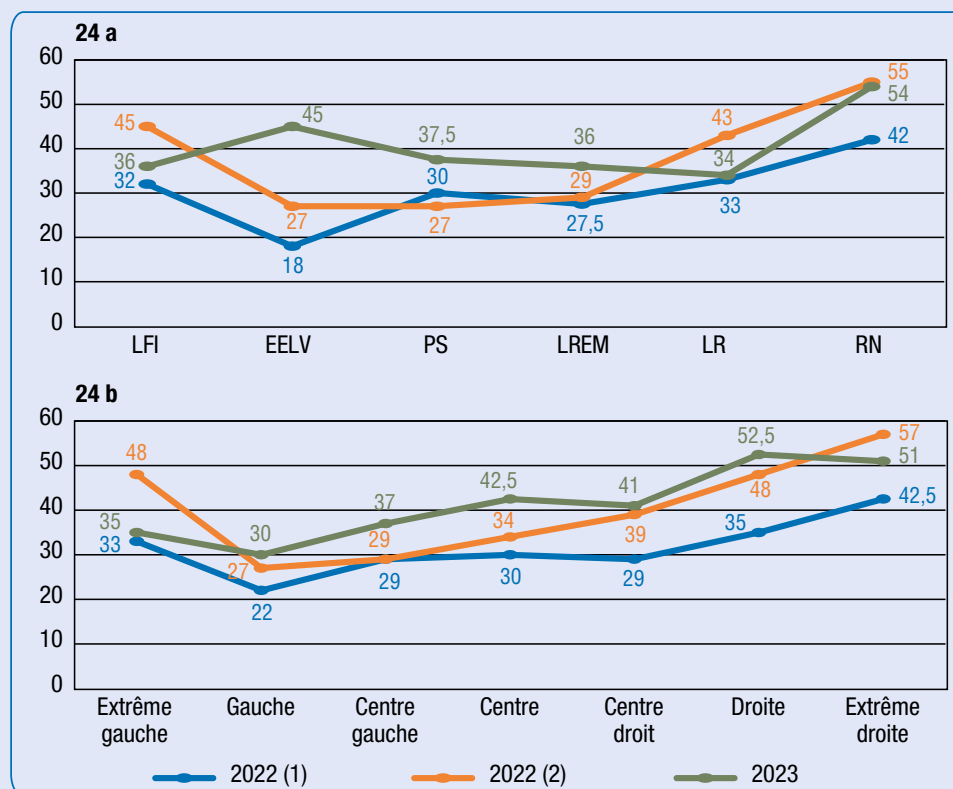
54. DREYFUS Michel, *L'antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, Paris La Découverte, 2020 ; HIRSCH Robert, *La gauche et les Juifs, Au bord de l'eau*, 2022.

55. Voir article disponible sous https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/01/05/antisemitisme-comment-jean-luc-melenchon-cultive-l-ambiguite_6209231_823448.html.

L'analyse du niveau d'antisémitisme défini au sens large (note supérieure à 1 sur notre échelle) par positionnement sur l'axe gauche-droite et par proximité partisane (figures 24.a et 24.b) montre en fait une courbe en U qui se relève aux deux extrémités du champ politique mais culmine toujours à l'extrême droite et chez les proches du RN.

Figures 24.a - 24.b

Antisémitisme par position sur l'échelle gauche-droite et proximité partisane (en %)



Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de mars et novembre 2022 et novembre 2023.

On note par ailleurs, peut-être en raison même des prises de position du leader des Insoumis, qu'en un an la proportion de sympathisants de LFI a été presque divisée par deux, passant de 12 % de l'échantillon en mars 2022 et 11 % en novembre à 7 % en 2023, et que la proportion de personnes moyennement ou très antisémites y a nettement baissé (45 % fin 2022, 36 % en 2023, plus proche du niveau de mars 2022 qui s'établissait à 32 % (figure 24.b).

Le niveau d'antisémitisme sur cette même échelle est aussi élevé chez les personnes d'ascendance étrangère non européenne (avec une proportion de notes moyennes ou élevées – de 2 à 5 – supérieure de 10 points à celle de l'échantillon) et plus particulièrement chez celles de religion musulmane, avec une note moyenne sur l'échelle de 1,9 (contre 1,4 dans l'échantillon) ; on constate une proportion de note modérément ou très élevées supérieure de respectivement 5 et 16 points à celle observée dans l'échantillon. Et ce résultat se confirme après contrôle des effets de l'âge, du niveau d'étude, de la situation socio-économique, du genre, etc.

On en conclura que l'antisémitisme sous sa forme traditionnelle n'a pas disparu. Il reste plus marqué à droite et à l'extrême droite du champ politique. S'il remonte

indéniablement à l'extrême gauche, et chez les personnes d'ascendance non européenne, particulièrement celles de confession musulmane, il faut garder en tête le fait que les Musulmans comptent pour 13 % des antisémites tels que nous les avons définis (scores supérieurs à 1 sur notre échelle), les sondés d'ascendance extra-européenne pour 16 %, ceux d'extrême gauche (les deux premières cases de l'échelle gauche-droite) pour 10 %. Les gros bataillons de l'antisémitisme se composent de non-Musulmans, de personne sans ascendance extra-européenne, et situées à droite sur l'échiquier politique (cases 5 à 7).

4.2.3.1.2. L'image d'Israël et des Palestiniens

Deux questions portent sur l'image d'Israël et du conflit avec les Palestiniens. Elles permettent de vérifier la thèse d'une « nouvelle judéophobie » structurée par une critique exacerbée sinon du sionisme, du moins d'Israël et de sa politique dans la région. L'image de ce pays, qui était majoritairement positive en France au moment de la guerre des Six jours, s'est progressivement détériorée⁵⁶. L'occupation des territoires, la guerre du Liban de 1982, l'expansion des colonies, ont aggravé un désamour qui n'est pas spécifique à la France⁵⁷. Depuis 2013, le Baromètre Racisme propose une liste de pays, demandant s'ils évoquent pour la personne interrogée quelque chose de « très positif », « plutôt positif », « plutôt négatif », « très négatif », ou « ni positif ni négatif ». Dans les enquêtes en face-à-face, Israël suscitait toujours nettement plus de jugements négatifs que positifs. La tendance s'était inversée dans l'enquête de 2021, effectuée en ligne pour cause de Covid. C'était encore le cas au printemps 2022, les jugements positifs devançant d'une courte tête les jugements négatifs (29 % vs 26 %, contre respectivement 24 % et 34 % en 2019). En revanche, en novembre 2022, les jugements négatifs prenaient le pas sur les jugements positifs (34 % vs 23 %), contrecoup probable des élections législatives israéliennes de novembre qui donnaient la majorité à la coalition la plus à droite qui ait jamais gouverné le pays. La tendance s'est encore amplifiée cette année, montrant une polarisation accrue de l'opinion liée à la riposte israélienne après le massacre du 7 octobre. Les refus de trancher reculent (de 43 % à 34 %), au profit des opinions négatives sur Israël (passées de 34 % à 44 %), qui désormais dépassent les opinions positives de 22 points. L'image de la Palestine évolue pareillement. En un an, les refus de trancher ont reculé de 9 points (passant de 43 à 34 %) au profit des opinions négatives passées de 34 à 44 % (+ 10 points).

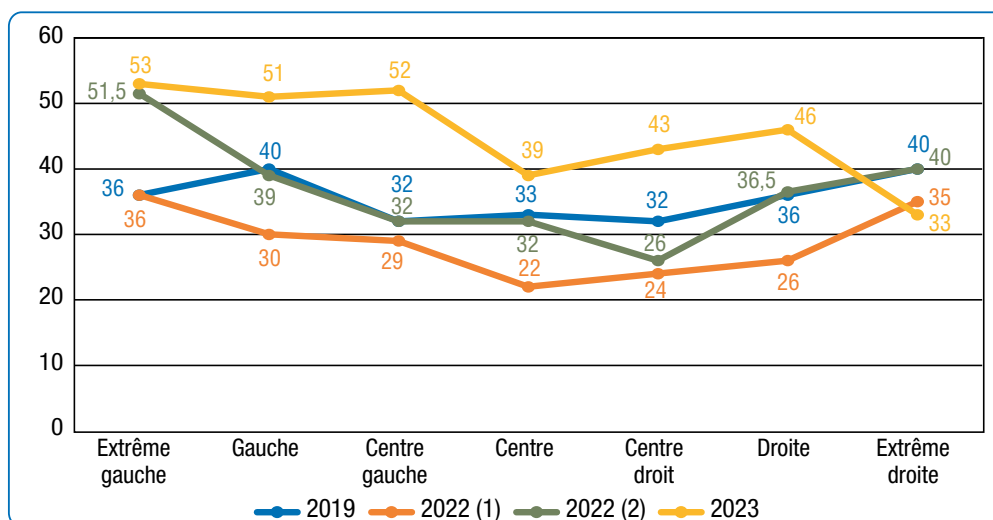
Par ailleurs le lien entre l'image de ces deux États et le positionnement politique des sondés est plus complexe que ne le suggère la thèse d'un nouvel antisémitisme à base d'antisionisme qui serait passé en bloc de l'extrême droite à l'extrême gauche du champ politique ; et il a évolué. Quel que soit le

56. Pour un rappel des grandes évolutions de l'opinion depuis la Guerre des Six Jours, voir le bilan des sondages de l'Ifop : « 1967-2014 – Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient », *Ifop Collectors*, 31 août 2014.

57. Le sondage périodique GlobeScan, effectué pour la BBC, interroge depuis une douzaine d'années sur la manière dont est perçue « l'influence dans le monde », positive ou négative, d'une vingtaine de pays. Israël arrivait 14^e sur 17 en 2017, ne devançant que la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan, avec 25 % de jugements positifs contre 50 % de négatifs (« The Country Ratings Poll of 24 nations », sondage GlobeScan/PIPA auprès d'un échantillon de 18 000 personnes dans 19 pays effectué entre décembre 2016 et avril 2017 ; résultats accessibles ici : <https://globescan.com/sharp-drop-in-world-views-of-us-uk-global-poll/>).

positionnement des sondés dans l'espace gauche-droite, l'image d'Israël s'est fortement détériorée, plus négative en 2023 que lors des trois vagues d'enquête précédente, sauf aux extrêmes. À l'extrême gauche, la proportion d'opinions négatives, qui avait atteint un niveau record de 51,5 % fin 2022, est quasi stable (+ 1,5 %), tandis qu'à l'extrême droite, la proportion d'opinions négatives a brutalement baissé de 14 points. Alors qu'auparavant le rejet d'Israël remontait aux deux extrêmes, aujourd'hui c'est à l'extrême droite qu'Israël suscite le moins d'opinions négatives (33 %), un résultat en résonance avec le soutien à Israël clairement affiché par Marine Le Pen après l'attaque terroriste du Hamas, dans le cadre de sa stratégie de normalisation (figure 25).

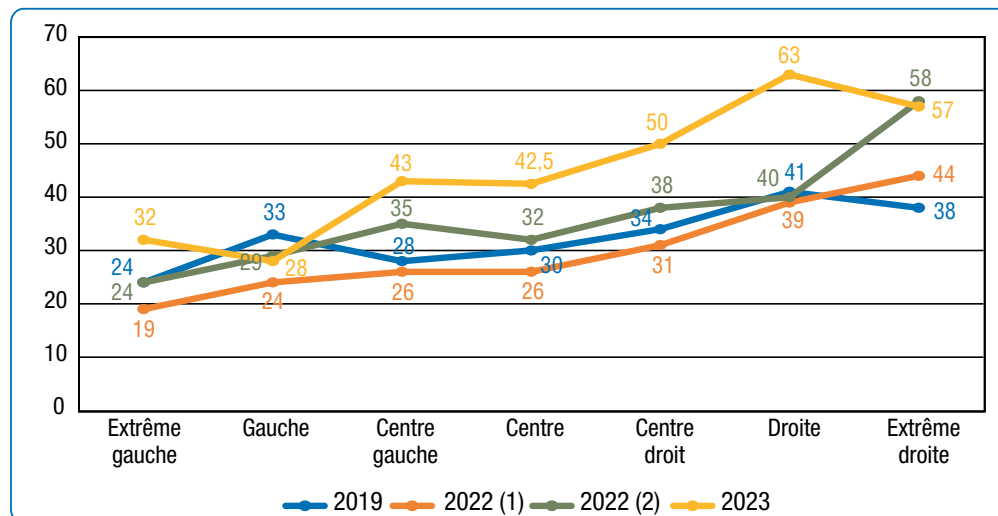
Figure 25.
Image négative d'Israël (2019-2023) (en %)



Source : Baromètres Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2019, mars-avril et novembre 2022, novembre 2023.

L'image de la Palestine s'est également dégradée en 2023 avec un record d'opinions négatives. Et celles-ci augmentent à mesure qu'on se rapproche de la droite de l'échiquier politique. Mais alors qu'en 2022 l'extrême droite se distinguait par un niveau record d'opinions négatives (58 %), en 2023 ce sont les sondés de droite (case 6 de l'échelle) qui détiennent ce record avec 63 % d'opinions négatives sur la Palestine, ainsi que les proches des Républicains (61 %) contre 58 % chez ceux d'extrême droite et les proches du RN (figure 26).

Figure 26.
Image négative de la Palestine (2019-2023) (en %)



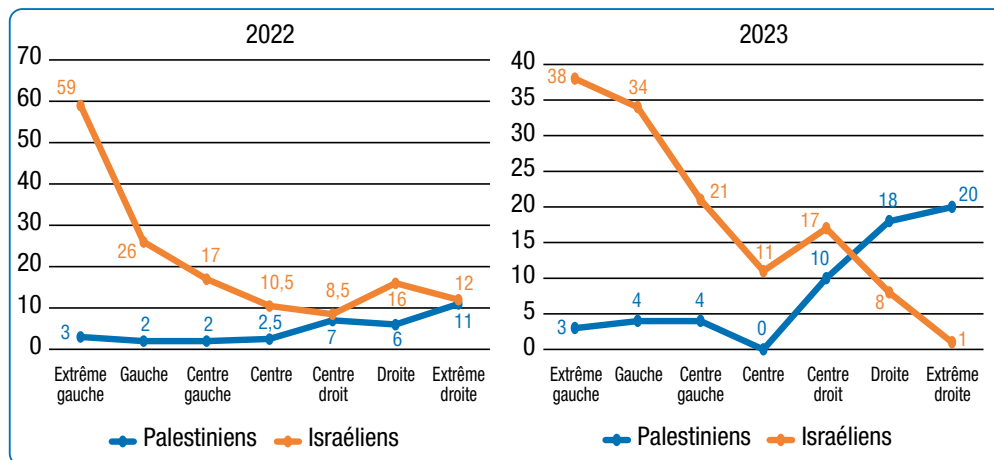
Source : Baromètres Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2019, mars-avril et novembre 2022, novembre 2023.

L'autre question aborde les responsabilités perçues dans la continuation du conflit israélo-palestinien (figure 27). Comme les années précédentes, le refus de se prononcer sur ce sujet prédomine, reflétant la lassitude de l'opinion à l'égard d'un conflit qui s'éternise et paraît sans solution⁵⁸. Mais les sondés sont un peu plus nombreux à se prononcer que l'an dernier, interpellés par la gravité des événements survenus le 7 octobre et après. En 2022, près de 80 % des sondés rejetaient dos à dos les protagonistes (62 %) ou ne répondaient pas (17 %) ; en 2023, ils sont trois sur quatre (respectivement 60 et 14,5 %). Parmi ceux qui expriment une opinion, comme dans les vagues précédentes, les Israéliens sont beaucoup plus souvent tenus pour responsables que les Palestiniens. Mais la proportion de sondés jugent les Palestiniens responsables a doublé en un an (8 % vs 4 %) alors que celle jugeant les Israéliens responsables est restée stable (17 %). La responsabilité israélienne est d'autant plus souvent mise en avant que la personne se situe plus à gauche sur l'échelle gauche-droite (figure 27). Mais, là encore, on note plusieurs évolutions. L'extrême gauche détient toujours le record des opinions pointant la responsabilité d'Israël, mais leur niveau a baissé de près de 20 points en un an (passant de 59 à 38 %). Par ailleurs, en 2022, la perception de la responsabilité des Palestiniens était résiduelle et ne variait quasiment pas selon le positionnement sur l'échelle gauche-droite. En un an, les réponses incriminant les Palestiniens ont augmenté de manière frappante à gauche, mais plus encore à droite de l'échiquier politique, la proportion passant de 0 chez les sondés qui se placent au centre à 20 % à l'extrême droite.

58. Voir le sondage Ifop pour *Sud Ouest Dimanche*, « Les Français et le conflit israélo-palestinien », 6-8 août 2014 et sur l'évolution des opinions dans le temps « 1967-2014 – Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient », *Ifop Collectors*, 31, août 2014 (disponible ici : https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/763-1-document_file.pdf).

Figure 27.

Responsabilités dans la continuation du conflit israélo-palestinien par position sur l'échelle gauche-droite (en %)



Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2022 et novembre 2023.

4.2.3.1.3. L'articulation des différentes formes d'antisémitisme

La technique de l'analyse factorielle, ici une analyse en composantes principales, permet de faire apparaître la structure des réponses aux neuf questions relatives aux Juifs et à Israël, éclairant en particulier les liens entre vieil et nouvel antisémitisme (tableau 26)⁵⁹.

Tableau 26.

Structure des réponses aux questions relatives aux Juifs et à Israël

	1 ^{re} composante	2 ^e composante	3 ^e composante
« Les Juifs ont trop de pouvoir en France »	0,73	- 0,22	- 0,12
« Les Juifs ont un rapport particulier à l'argent »	0,69	- 0,39	- 0,16
« Pour les Juifs français, Israël compte plus que la France »	0,61	- 0,17	- 0,35
« Les Français juifs (ne) sont (pas) des Français comme les autres »	0,58	- 0,22	0,39
« Les Juifs forment un groupe à part dans la société »	0,50	0,09	0,01
« On parle trop de l'extermination des Juifs pendant la 2 ^e GM »	0,39	0,21	- 0,03
« "Israël" évoque quelque chose de très/plutôt négatif »	0,45	0,59	0,09
« Les Israéliens sont responsables de la continuation du conflit »	0,30	0,69	- 0,36
« "Religion juive" évoque quelque chose de très/plutôt négatif »	0,34	0,17	0,76

Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023. Analyse en composantes principales (ACP). Part de variance expliquée par le modèle : 53,5% (1^{er} facteur : 28,5% ; 2^e : 13,3% ; 3^e : 11,5%). Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution positive ou négative des variables à chaque composante ou facteur, variant entre 0 (minimum) et 1 (maximum) selon la force de la corrélation. Ainsi la croyance au mythe du pouvoir excessif des Juifs est la variable la plus corrélée au « vieil » antisémitisme (1^{re} colonne) avec une contribution positive de + 0,73 tandis qu'elle est négativement corrélée avec le « nouvel » antisémitisme (2^e colonne) avec une contribution négative de - 0,22.

59. Les neuf variables sont (re) codées dans le sens du rejet croissant des Juifs ou d'Israël.

L'analyse dégage trois facteurs d'organisation des réponses⁶⁰ assez semblables à ceux des années précédentes (tableau 26). Tous les indicateurs entrés dans le modèle contribuent positivement au premier d'entre eux. Il existe bien un univers cohérent de préjugés antisémites, accumulés au fil des siècles. Toutefois certains sont plus prégnants que d'autres. Les items qui contribuent le plus (en gras) à cette première dimension, comme en témoignent les coefficients correspondants (entre 0,50 et 0,73), sont les clichés traditionnels du « vieil » antisémitisme : la croyance en un pouvoir excessif des Juifs, leur rapport supposé à l'argent, le refus de voir en eux des Français comme les autres, leur « double allégeance » à Israël et à la France, leur communautarisme. Les items relatifs à Israël et au conflit israélo-palestinien contribuent beaucoup moins à cette première composante (coefficients de 0,45 et 0,30). La critique d'Israël et de sa politique n'est donc pas le ressort premier de l'antisémitisme en France aujourd'hui, même après le 7 octobre et le débat tendu qui s'est ouvert autour de la réponse d'Israël aux attaques du Hamas. La remise en cause de l'importance de la Shoah n'est pas non plus centrale, ni l'antijudaïsme, hier au cœur de l'antisémitisme de tradition chrétienne (0,39 et 0,34).

La seconde composante en revanche est structurée par les perceptions d'Israël et de ses responsabilités dans la perpétuation du conflit (0,59 et 0,69) tandis que les vieux stéréotypes qui structuraient le premier facteur n'y jouent aucun rôle, voire contribuent négativement à ce second facteur. Une troisième composante est dominée par l'image négative de la religion juive et dans une moindre mesure par le refus de voir dans les Juifs des Français comme les autres. Elle est en revanche négativement corrélée avec la condamnation d'Israël pour son rôle dans le conflit israélo-palestinien ainsi qu'avec les autres stéréotypes antisémites traditionnels. Trois dimensions distinctes structurent donc toujours les attitudes envers les Juifs. La première renvoie au « vieil antisémitisme ». La seconde évoque le « nouvel antisémitisme », structuré par la critique d'Israël, voire du sionisme (voir l'encart ci-dessous « Antisionisme et antisémitisme »), sans pour autant entraîner l'adhésion aux clichés antisémites traditionnels. La troisième reflète la persistance d'une forme d'antijudaïsme. Mais c'est le vieil antisémitisme qui pèse de loin le plus lourd, ce facteur rendant compte de plus de 28 % de la variance expliquée par le modèle, contre respectivement 13 % et 11,5 % pour les deux autres.

60. Une analyse factorielle permet de saisir la cohérence d'un univers idéologique, en cherchant les paquets de relations qui s'établissent entre les variables, c'est-à-dire les principaux facteurs, ou composantes qui synthétisent ces relations.

Antisionisme et antisémitisme

Jusqu'ici l'enquête ne comportait pas de questions relatives à l'antisionisme, dimension censée être au cœur du « nouvel » antisémitisme, estimant que le terme de sionisme était mal connu. Une enquête de la Fondapol proposant diverses définitions du terme montrait en effet qu'une large proportion des personnes interrogées – entre 42 % et 47 % selon la définition proposée – étaient incapables de répondre et que celles qui répondaient choisissaient rarement la réponse correcte⁶¹. Cette année nous avons néanmoins rajouté « sionisme » à la liste des termes pour lesquels est demandé « *si cela évoque pour vous quelque chose de très positif, assez positif, ni positif ni négatif, assez négatif, et très négatif* », avec la possibilité de dire explicitement « *je ne sais pas ce que ça veut dire* ». Comme attendu, les refus de trancher sont majoritaires, confirmant que le terme est peu familier au grand public. Pour 20 % des sondés, le terme évoque quelque chose de « *ni positif ni négatif* », 34 % ne savent pas ce que c'est ou ne répondent pas (respectivement 27 % et 7 %), soit un total de 54 % de l'échantillon qui ne se prononce pas. Il est donc difficile de voir dans l'antisionisme le ressort clé de l'antisémitisme contemporain. Si on regarde les opinions exprimées, soit les 46 % restants, elles sont essentiellement négatives (36,5 %). Mais il n'y a pas de relation statistiquement significative entre image négative du sionisme et niveau d'antisémitisme tel que mesuré par notre échelle (voir *supra*, 4.2.2, tableau 17). En revanche une image négative du sionisme est associée à une image négative d'Israël, et à l'imputation de la responsabilité du conflit à Israël. C'est ce que confirme une analyse en composantes principales, si on inclut l'item « antisionisme »⁶². Il contribue faiblement à la première dimension du « vieil » antisémitisme (0,20), mais devient le facteur structurant de la seconde dimension du « nouvel » antisémitisme (0,70).

Tableau 27.
Qu'est-ce que le sionisme évoque pour vous ? (en %)

Quelque chose de « très » ou « assez positif »	10
Quelque chose d' « assez négatif »	17
Quelque chose de « très négatif »	19,5
Quelque chose de « ni positif ni négatif »	20
« Ne sait pas »	27
Refus de répondre	7

Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.

Les profils des répondants en phase avec ces trois facteurs sont contrastés⁶³. Sur la première dimension du vieil antisémitisme, les scores s'élèvent chez les proches du RN (0,34), les Catholiques non pratiquants, les personnes qui se

61. Enquête Ifop/Fondapol, menée du 26 au 30 septembre 2014, « L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages ». Seuls 46 % donnaient la réponse la plus proche de la réalité, « *une idéologie qui revendique le droit des Juifs d'avoir leur propre état sur la terre de leurs ancêtres* », 37 % y voyant « *une idéologie qui sert à Israël à justifier sa politique d'occupation et de colonisation des territoires palestiniens* », 25 % « *une organisation internationale qui vise à influencer le monde et la société au profit des Juifs* » et 23 % « *une idéologie raciste* » (voir <https://www.fondapol.org/etude/antisemitisme-dans-l-opinion-publique-francaise-nouveaux-eclairages/>).

62. L'item a été recodé en 4 : image positive du sionisme (très/assez positif), pas d'opinion (sans réponse, ne sait pas), image plutôt négative et image très négative. Les résultats sont évidemment à prendre avec prudence compte tenu de la grande dissymétrie des réponses et du poids écrasant des refus de trancher (54 %).

63. Régression linéaire sur les scores factoriels des individus pour chacune des trois composantes de l'antisémitisme, centrés-normés (moyenne zéro) et croisés avec leurs caractéristiques sociodémographiques et attitudinales.

définissent comme racistes (0,45), et celles qui ont plus largement une vision intolérante et autoritaire du monde (rejet des immigrés, des Musulmans, des droits des femmes et des personnes LGBTI, défense de la peine de mort, etc.). Ce vieil antisémitisme, comme observé dans les deux dernières enquêtes, est également plus marqué chez les Musulmans (0,48), tandis que la jeunesse, le diplôme, le sentiment de s'en sortir sur le plan économique sont négativement corrélés à ce facteur. Le profil des sondés en phase avec le second facteur structuré par la critique d'Israël est l'exact opposé du premier. On trouve les scores factoriels les plus élevés chez les jeunes, les diplômés, les sondés de gauche et d'extrême gauche, les proches des Insoumis en particulier (0,94), ainsi que chez les sans religion et les Musulmans (0,48). Ils montent également chez les personnes qui ont les notes le plus basses sur nos indicateurs de préjugés, d'autoritarisme et de sexisme. Inversement le fait de se dire raciste est très négativement corrélé à ce facteur (- 0,80). Enfin, le profil des répondants en phase avec le troisième facteur, loin de se situer dans la tradition de l'antijudaïsme chrétien, se caractérise par un fort rejet de la religion catholique (1,29) et plus généralement une image très négative des autres religions (juive, musulmane) et de « la religion » en général (score de + 0,60 chez les personnes chez qui le terme « religion » évoque quelque chose de très négatif, et de - 0,84 chez celles pour qui il évoque quelque chose de très positif). On note une forte relation négative également avec le fait d'être d'ascendance étrangère (- 0,45 chez les sondés ayant au moins deux ascendants étrangers). Politiquement, ce facteur caractérise des sondés au profil proche de ceux qui ont des scores élevés sur la dimension du vieil antisémitisme : ceux qui se classent à droite (0,30 en case 6 de l'échelle gauche-droite), sont proches du RN (0,33), porteurs d'une vision autoritaire et intolérante du monde, et revendiquent leur racisme.

Les résultats nuancent donc la thèse d'un « nouvel antisémitisme » *sui generis* chassant l'ancien, passé de l'extrême droite à l'extrême gauche du champ politique. Les enjeux du Proche-Orient ne passionnent guère même si l'affrontement entre le Hamas et Israël a polarisé le débat public depuis le 7 octobre. Si l'on croise les réponses aux deux questions relatives à l'image d'Israël et à ses responsabilités dans la perpétuation du conflit, seulement 20% de l'échantillon a une opinion sur les deux sujets, 51 % sur un des deux et 29 % sur aucun. L'intérêt a un peu augmenté puisqu'en 2022, 15 % avaient une opinion sur les deux enjeux, (+ 5 points), 48 % sur un des deux (+ 3) et 37 % sur aucun (- 8)⁶⁴. Mais le désintérêt reste massif.

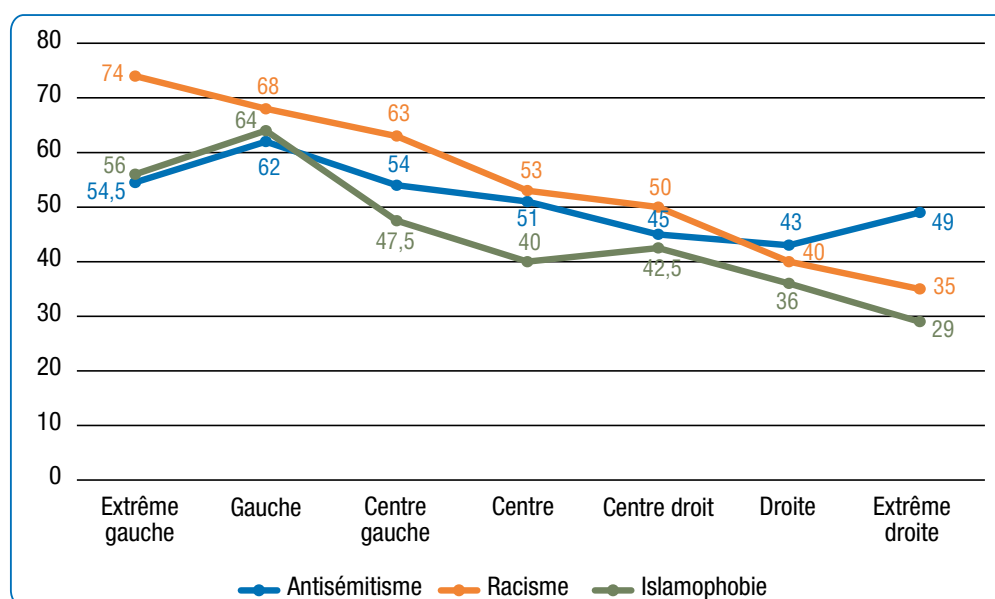
À la différence des actes antisémites, plus que jamais liés aux péripéties du conflit israélo-palestinien, les opinions antisémites restent structurées par des vieux clichés liés au pouvoir, à l'argent, à la suspicion de double allégeance, y compris chez les Musulmans, qui ont des scores élevés tant sur la dimension du vieil antisémitisme que du nouveau. Si une vision négative d'Israël est plus fréquente à gauche et à l'extrême gauche, elle est relativement dissociée des préjugés anti-Juifs classiques qui restent plus vivaces à l'extrême droite et chez les proches du RN.

64. Sont considérées comme ne se prononçant pas les personnes ayant une image d'Israël « *ni positive ni négative* », et celles considérant Israéliens et Palestiniens responsables « *autant l'un que l'autre* » de la continuation du conflit.

Enfin, loin d'être complaisante à l'égard des agressions subies par les Juifs, l'opinion est majoritairement en faveur d'une lutte vigoureuse contre l'antisémitisme, dans une proportion supérieure de 5 points à celle de l'an dernier et supérieure à celle que l'on trouve pour la lutte contre l'islamophobie (78 % vs 71 %⁶⁵). Et cette demande est d'autant plus forte que la personne se situe plus à gauche, à deux nuances près. La lutte contre le racisme compte plus à gauche, la lutte contre l'antisémitisme à droite. Et l'appel à une lutte vigoureuse contre l'antisémitisme est moins fort à l'extrême gauche qu'à gauche et plus fort à l'extrême droite qu'à droite (figure 28).

Figure 28.

Nombre de répondants « tout à fait pour une lutte vigoureuse contre » le racisme l'antisémitisme et l'islamophobie par position sur l'échelle gauche-droite (en %)



Source : Baromètre Racisme CNC DH en face-à-face de novembre 2023.

4.2.3.2. PRÉJUGÉS ENVERS L'ISLAM ET LES MUSULMANS

Le terme « islamophobie » déchaîne les passions. L'utiliser ferait le jeu du communautarisme, interdirait la libre critique de la religion et rangerait d'emblée dans le camp des « *islamo-gauchistes* ». L'usage polémique du terme a supplanté tous les autres. Sans retracer ici sa généalogie exhaustive⁶⁶, on s'en tiendra à son émergence récente au Royaume-Uni. En 1996, un *think tank* antiraciste, le Runnymede Trust, inquiet de la montée des préjugés et des discriminations envers

65. La question a été aléatoirement posée de deux manières différentes, lutte vigoureuse « contre l'islamophobie » dans la moitié de l'échantillon et « lutte contre les préjugés envers les Musulmans » dans l'autre moitié. Avec la première formulation on obtient 72,5 % d'opinions favorables avec l'autre 70 %, on a fait la moyenne des deux réponses.

66. Sur les origines du terme au tout début du XX^e siècle, voir HAJJAT Abdellali, MOHAMMED Marwan, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, La Découverte, 2013.

les Musulmans britanniques, mettait en place une commission présidée par le professeur Gordon Conway de l'université du Sussex. Le rapport issu, un an après, de ses travaux s'intitulait *Islamophobie – Un défi pour nous tous*⁶⁷. Largement diffusé et commenté, il va populariser le terme, qui passe progressivement dans le champ des recherches internationales pour désigner le racisme antimusulman. En France, son usage se répand au début des années 2000⁶⁸. Vincent Geisser le premier, en réponse à Pierre-André Taguieff et à son concept de « nouvelle judéophobie », met en lumière le développement symétrique d'une « nouvelle islamophobie »⁶⁹, s'affichant comme distincte du racisme anti-immigrés, ciblant la religion musulmane et ses fondements comme contraires au principe de laïcité et aux valeurs républicaines (égalité, droit des femmes, droits des minorités sexuelles). On utilise ici ce terme au sens de préjugé envers les Musulmans et/ou leur religion, sans rentrer dans les polémiques autour de la pertinence du suffixe « phobie » ou de l'instrumentalisation politique du terme⁷⁰.

Les premiers sondages sur le racisme réalisés pour la CNCDH dans les années 1990 comportent surtout des questions sur les immigrés, les Maghrébins, les « Beurs », et le fait qu'il s'agisse souvent de Musulmans n'apparaît alors pas comme un élément central de leur identité, ni de l'image qu'ils ont dans la société française. En 1997, encore, il n'y a que deux questions relatives aux Musulmans dans le questionnaire de l'Institut CSA pour le Baromètre de la CNCDH. L'une porte sur la perception du nombre de divers groupes (« Diriez-vous qu'en France aujourd'hui il y a trop ou pas trop de... »). 67 % de l'échantillon estime alors les Musulmans trop nombreux, juste après les Arabes (71 %). L'autre question demande s'il est « grave » (« très, plutôt, plutôt pas, pas du tout ») de tenir des propos comme « les Musulmans ne pourront jamais s'intégrer dans la société » et s'il s'agit de « propos racistes ». 56 % des sondés considèrent alors que c'est « grave » (vs 42 % « pas grave ») et 56 % (vs 41 %) jugent ces propos racistes⁷¹.

L'essor de l'islamisme radical, la multiplication des attentats commis en son nom, les débats autour du voile et des signes religieux dans l'espace public, ont progressivement mis l'islam au cœur du débat politique et contribué à la stigmatisation de ses fidèles. Aujourd'hui le Baromètre Racisme de la CNCDH inclut une quinzaine de questions sur les perceptions de l'islam et des Musulmans. L'échelle « d'aversion à l'islam » – ou islamophobie – combine le fait d'avoir une

67. Voir <https://www.runnymedetrust.org/companies/17174/Islamophobia-A-Challenge-for-Us-All.html>.

68. Il suffit pour s'en convaincre de faire une recherche via Google Ngram Viewer sur « islamophobie ». L'application permettant de suivre l'évolution de la fréquence d'un ou plusieurs mots ou groupes de mots à travers le temps dans les sources imprimées. La courbe a le même aspect dans le corpus de langue française que dans celui de langue anglaise : elle décolle après 2000.

69. GEISSER Vincent, *La Nouvelle Islamophobie*, La Découverte, 2003.

70. Sur l'usage académique du terme, la meilleure introduction est celle d'ASAL Houda : « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche », *Sociologie*, 2014, 1 (5), p. 13-29. Voir aussi l'introduction du livre d'IVARSFLATEN Elisabeth et SNIDERMAN Paul, *The struggle for inclusion. Muslim minorities and the democratic ethos*, Chicago, University of Chicago Press, 2021. Sur l'opportunité d'utiliser ce terme dans les rapports annuels, voir le compte rendu très détaillé du débat interne à la CNCDH qui eut lieu en 2013, rappelant les différents points de vue exprimés et la position majoritaire qui s'ensuivit, conduisant à adopter le terme malgré ses imperfections : CNCDH, *Rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie. Année 2013*, La Documentation française, 2014, p. 13-21. Sur les polémiques récentes, voir CORCUFF Philippe, « Islamophobie et islamogauchisme », in POLICAR Alain, MAYER Nonna, CORCUFF Philippe (dir.), *Les mots qui fâchent. Contre le macarthysme intellectuel*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2022, p. 93-98.

71. CNCDH, *La lutte contre le racisme – 1997*, La Documentation française, 1998, p. 442 et 461-463.

image de la religion musulmane moins positive que celle de la religion catholique⁷², le sentiment que l'islam est une menace pour l'identité de la France et que certains des interdits et des pratiques qui lui sont associés (port du voile, prières, sacrifice du mouton à la fête de l'Aïd el-Kebir, jeûne du ramadan, interdiction de manger du porc et boire de l'alcool, etc.) posent problème pour vivre en société⁷³. La formulation des items n'est pas offensante et, prises une à une, ces opinions ne sont pas « racistes » ; c'est la cohérence des réponses, le rejet systématique de cette religion et de ses pratiques, qui permet de détecter chez une personne une aversion particulière à l'islam et à ses fidèles. Autant d'indices d'une attitude « islamophobe » dont elle n'a pas nécessairement conscience, mettant l'accent sur des incompatibilités culturelles, et se défendant de postuler une infériorité du groupe concerné, à la différence du racisme traditionnel « inégalitaire ». On se focalise ici sur cet argumentaire. On cherchera d'abord si l'aversion déclarée à la religion musulmane et à ses pratiques se distingue bien des préjugés traditionnels envers les immigrés qui, en raison de la présence coloniale française au Maghreb et en Afrique subsaharienne, comptent de nombreux Musulmans. Ensuite on verra si l'aversion à l'islam est effectivement portée par l'attachement à des valeurs perçues comme menacées par la religion musulmane, en particulier le principe de laïcité et les droits des femmes et des minorités sexuelles.

Pour tester le premier argument, on croise le niveau d'aversion à l'islam, tel que le mesure notre échelle d'attitude, avec les scores sur une échelle de rejet des immigrés⁷⁴. On note une corrélation positive (R de Pearson de 0,55) entre les deux indicateurs. L'aversion à l'islam s'accompagne le plus souvent de méfiance envers les immigrés, la proportion de scores élevés sur l'échelle qui mesure le sentiment anti-immigrés passant de 17 % chez les plus ouverts aux pratiques de l'islam à 95 % chez les moins tolérants (figure 29). Certes, il existe des sondés que les pratiques de l'islam rebutent sans qu'ils se montrent hostiles aux immigrés pour autant, mais ils sont minoritaires et beaucoup moins nombreux que ceux qui rejettent à la fois les immigrés et l'islam⁷⁵.

On peut vérifier de manière plus directe le lien entre préjugés envers l'islam et envers ceux qui pratiquent cette religion en croisant l'aversion à l'islam avec l'image des Musulmans en France. Le double rejet est tout aussi net (figure 29). Plus les scores des personnes interrogées s'élèvent sur notre échelle d'aversion à l'islam, plus elles sont enclines à voir dans les Musulmans « *un groupe à part* », dans une proportion qui monte de 7 % chez les plus tolérantes à 78 % chez les moins tolérantes, et inversement moins elles auront le sentiment que les Musulmans sont « *des Français comme les autres* » (de 78 % à 12 %).

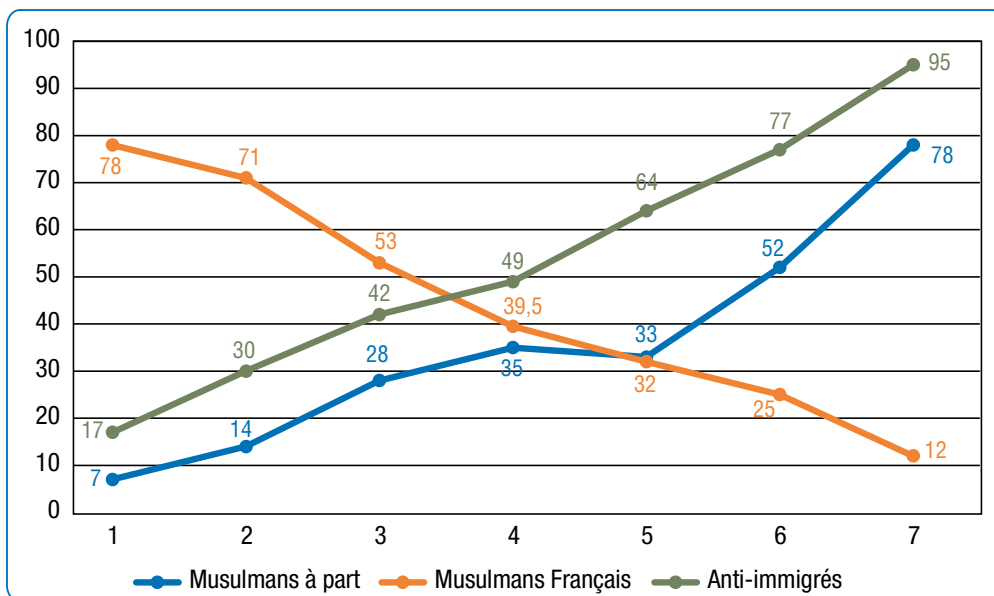
72. La comparaison de l'image de l'islam avec celle du catholicisme permet de neutraliser le fait d'avoir des opinions négatives envers toutes les religions, quelles qu'elles soient.

73. Voir *supra*, 4.2.2., « L'articulation des préjugés envers les minorités », tableau 18.

74. L'échelle anti-immigrés reprend l'échelle d'ethnocentrisme (*supra*, 4.2.2., tableau 16) sans les items relatifs aux Musulmans et aux Juifs.

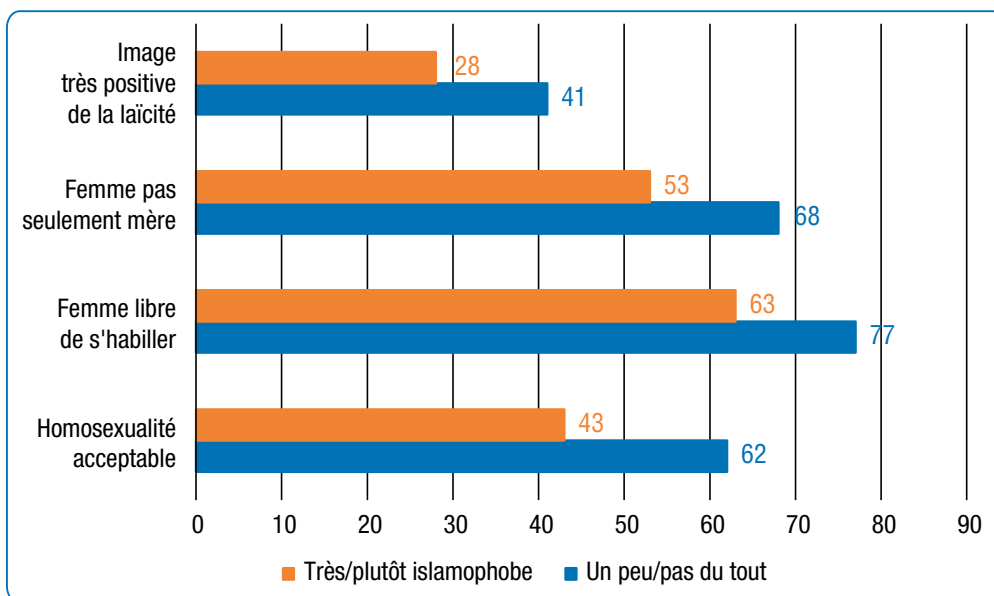
75. Pour avoir des effectifs comparables dans les quatre cases, la dichotomie retenue oppose les notes 0-3 / 4-7 sur l'échelle anti-immigrés et celle d'aversion à l'islam. 72 % des personnes interrogées sont soit ouvertes à l'islam et aux immigrés, soit intolérantes aux deux (respectivement 38 % et 34 %), et 28 % rejette soit l'un soit l'autre (17 % d'anti-islam/pro-immigrés et 11 % d'anti-immigrés/pro-islam).

Figure 29.
Préjugés anti-immigrés et antimusulmans par aversion à l’islam (en%)



Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023. Proportions de sondés ayant des scores élevés (≥4) sur l’échelle anti-immigrés, « tout à fait d’accord » pour voir dans les Musulmans « des Français comme les autres », ayant le sentiment qu’ils forment un « groupe à part », croisées avec leurs scores sur l’échelle d’aversion à l’islam (gradués de 0 à 6-7).

Figure 30.
Attitudes envers la laïcité et la liberté de mœurs par aversion à l’islam (en%)



Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023. Proportion de sondés ayant une image « très positive » de la laïcité, « tout à fait d’accord » avec l’idée que « l’homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité », que « rien ni personne ne devrait empêcher les femmes de s’habiller comme elles le veulent » et « pas du tout d’accord » avec l’idée que « la femme est faite avant tout pour avoir des enfants et les élever », selon leur degré d’aversion à l’islam (Scores bas : 0-3/élevés : 4-7).

Pour tester le second argumentaire, qui met en avant un conflit de valeurs avec l'islam, l'enquête interroge sur l'image positive ou négative de la laïcité, le rôle et les droits des femmes, et l'homosexualité. Les variations des réponses en fonction du degré d'aversion à la religion musulmane sont moins fortes que pour les indicateurs précédents. Mais, sur les quatre indicateurs, les résultats vont dans le même sens : ils contredisent la thèse d'un rejet de l'islam au nom de valeurs de tolérance qu'il menacerait (figure 30). Les personnes les plus hostiles à l'islam (en orange sur le graphique) sont plutôt moins attachées au principe de laïcité, moins enclines à défendre les droits des femmes à s'habiller comme elles l'entendent, plus portées à réduire le rôle des femmes à faire des enfants et les élever, et à condamner l'homosexualité. Autrement dit, les arguments souvent avancés pour justifier la condamnation de certaines pratiques de l'islam ne résistent pas à l'analyse ; le ressort premier de l'islamophobie n'est ni un attachement plus marqué aux valeurs républicaines, ni une défense de l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles.

Une dernière vérification prend en compte toutes les questions qui se sont ajoutées au fil du temps sur ce thème de la compatibilité de pratiques ou d'interdits associés à l'islam avec la vie en société, y compris celles qui ne sont pas incluses dans notre échelle d'aversion à l'islam (voir *supra*, 4.2.2., tableau 18) comme le port de la *burqa* ou l'interdiction de montrer l'image du prophète.

Tableau 28.

« Selon vous le respect des pratiques musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ? » (en %)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas	Pas du tout	Total accord
Port du voile intégral	45	28,5	11	14,5	73,5
Interdit de montrer l'image du prophète	25	22	20	26	47
<i>Port du voile (split A)</i>	<i>20</i>	<i>25</i>	<i>24</i>	<i>29</i>	45
<i>Port du foulard (split B)</i>	<i>16</i>	<i>20</i>	<i>26</i>	<i>37</i>	36
Voile + foulard (A + B)	18	23	25	33	41
Sacrifice du mouton à l'Aïd el-Kebir	13	16	28	40	29
Prières	11	16	29	41	27
Interdit de consommer porc/alcool	9	10	27	51	19
Jeûne du ramadan	7	9	31	51	16

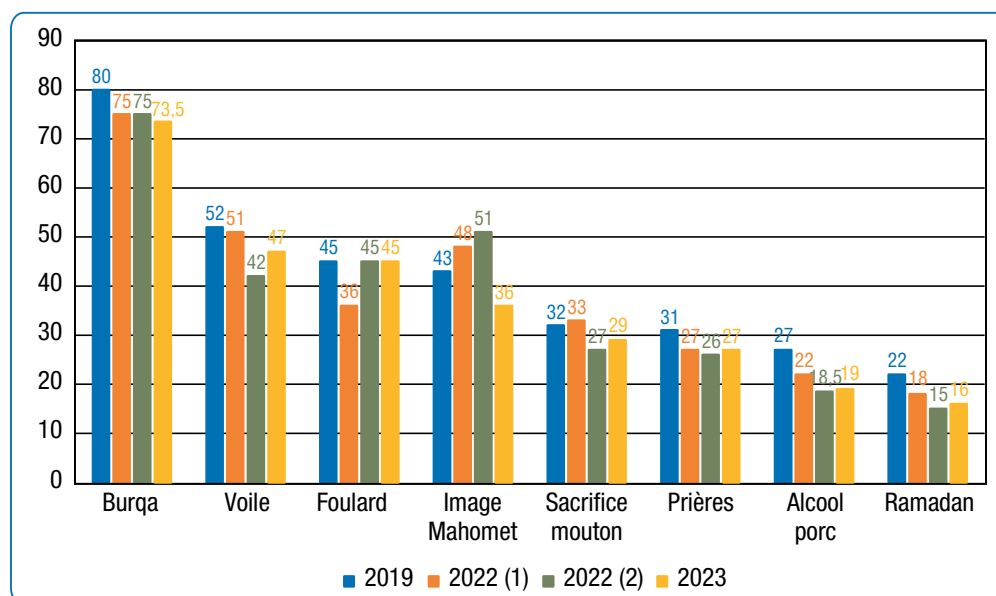
Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.

Seul le port du voile intégral ou *burqa* reste aujourd'hui massivement rejeté, près des trois quarts de l'échantillon y voyant un problème pour vivre en société (73,5% contre 75% l'an dernier, dont 45% « tout à fait d'accord »). Toutes les autres pratiques sont majoritairement approuvées mais dans des proportions variables. L'interdiction de montrer l'image de Mahomet est vue comme un problème par une proportion importante et croissante de sondés, passée de 42,5% en 2019 à 48% en avril 2022 et 51% en novembre, réaction compréhensible après le traumatisme de l'assassinat de Samuel Paty, décapité en octobre 2020 pour avoir montré en classe des caricatures du prophète. Cette année, elle est

retombée à 47 %. Le port du voile est vu comme problématique par 45 % de l'échantillon. Mais si on remplace le terme de « voile » par celui de « foulard », plus anodin, la proportion de sondés y voyant un problème baisse de 9 points⁷⁶. Toutes les autres pratiques sont acceptées par une proportion majoritaire des sondés, le jeûne du ramadan et l'interdiction de manger du porc ou de boire de l'alcool apparaissant comme les plus consensuelles, jugées problématiques par respectivement 16 % et 19 % des sondés. Au total, depuis 2019, malgré la polarisation des débats autour de l'islam et de la laïcité sur les réseaux sociaux, la tolérance à l'égard de toutes les pratiques et traditions de l'islam a augmenté, la seule exception étant l'interdiction de montrer l'image de Mahomet (figure 31).

Figure 31.

**Pratiques et normes de l'islam faisant
« problème pour vivre en société » (2019-2023) (en %)**



Source : Baromètres Racisme CNCDH en face-à-face de 2019, mars-avril et novembre 2022 et novembre 2023.

Pour faire apparaître les relations entre les réponses, une analyse en composantes principales reprend les sept items, ainsi que l'opinion sur le droit des femmes à s'habiller librement, massivement soutenu par les sondés (94 % d'accord dont 73 % de « tout à fait », proportions respectivement en hausse de 3 et 4 points depuis l'an dernier)⁷⁷. L'analyse de cette année fait apparaître deux facteurs, qui ensemble rendent compte de plus de 60 % de la variance expliquée par le modèle, mais avec une première composante prédominante (48 % de la variance) qui dénote une aversion globale aux pratiques et interdits de l'islam. Tous les items y contribuent, mais à des degrés divers. Comme l'an dernier, l'item le plus discriminant est celui des prières, l'item le moins corrélé l'opposition à la

76. Le terme « voile » était proposé à la moitié de l'échantillon, celui de « foulard », plus anodin, à l'autre moitié.

77. Notons que la formulation de la question a été légèrement modifiée pour la rendre plus compréhensible, « Les femmes devraient avoir le droit de s'habiller comme elles veulent » venant remplacer « Rien ni personne ne devrait empêcher les femmes de s'habiller comme elles veulent ».

liberté vestimentaire des femmes. Un second facteur, mineur, qui n'apparaissait pas en novembre 2022 mais était présent en avril de la même année, est à l'inverse structuré par le refus de la liberté vestimentaire pour les femmes (coefficient de 0,94), associé au sentiment que le port de la *burqa* et du voile, tout comme l'interdiction de montrer l'image de Mahomet, ne posent pas de problème particulier pour vivre dans la société française. Quant au profil des personnes qui ont des scores élevés sur ce premier facteur d'aversion à l'islam⁷⁸, il est proche de celui des ethnocentristes (voir *supra*, 4.2.2). Ces personnes se caractérisent par un âge élevé, l'absence d'ascendance étrangère, une orientation politique *très à droite* (coefficient de 0,78 chez les sympathisants du RN, de 0,96 chez celles qui se situent à l'extrême droite de l'échelle gauche-droite), une vision hiérarchique-autoritaire de la société et une tendance à s'assumer comme « *plutôt raciste* ». Les scores sur ce facteur s'élèvent également chez les catholiques non pratiquants. Sur le second facteur, les scores les plus élevés caractérisent les sondés d'ascendance étrangère et les Musulmans pratiquants, mais aussi les Catholiques pratiquants, acquis à une vision traditionnelle du rôle des femmes et de la sexualité.

Tableau 29.

Analyse en composantes principales sur les questions relatives aux pratiques et interdits de la religion musulmane

Composantes	1	2
<i>Pratiques vues comme problématique pour vivre en société :</i>		
Les prières	0,81	0,05
Le ramadan	0,79	0,13
Le port du voile / foulard	0,79	- 0,07
L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool	0,72	0,07
Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd el-Kebir	0,75	0,10
L'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet	0,63	- 0,12
Le port du voile intégral	0,66	- 0,30
« Les femmes (ne) devraient (pas) avoir le droit de s'habiller comme elles veulent »	0,05	0,94

Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023. Analyse en composantes principales (ACP). Part de variance expliquée par le modèle : 61 % dont 48 % par la première composante. Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution, positive ou négative, des variables à chaque facteur et varient entre 0 et 1. Les réponses sont codées dans le sens d'une intolérance croissante : de « pas du tout » à « tout à fait » d'accord avec l'idée que ces pratiques posent problème pour vivre en société, et de « tout à fait » à « pas du tout d'accord » avec l'idée qu'il faut laisser les femmes libres de s'habiller comme elles le veulent.

Pour compléter ce bilan des préjugés envers les Juifs et les Musulmans, il faudrait ajouter les perceptions que chaque groupe a de l'autre, forgées par une longue histoire. Les résultats de l'enquête ouvrent quelques pistes, en montrant qu'une

78. Régression linéaire sur les scores factoriels des individus pour chaque composante, centrés-normés (moyenne zéro) et croisés avec leurs caractéristiques sociodémographiques et attitudeles.

origine étrangère, en particulier non européenne, et le fait d'être musulman, en particulier si cela va de pair avec une vision intransigeante de sa religion, accroissent la probabilité d'avoir des scores élevés sur notre échelle d'antisémitisme traditionnel, toutes choses égales par ailleurs. La proportion de notes élevées passe ainsi de 72% chez les Musulmans déclarés estimant que « *ma religion est la seule vraie* » à 57% chez ceux qui ne sont pas d'accord. Mais on ne peut aller très loin, faute d'effectifs suffisants, et on manque d'enquêtes comme celle, pionnière, réalisée par Sylvain Brouard et Vincent Tiberj en 2005, sur les Français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque, en majorité musulmane⁷⁹. Elle faisait déjà apparaître chez ces derniers une plus grande réceptivité aux préjugés antisémites, pour de multiples raisons : malaise identitaire, crispation religieuse, agacement à l'égard d'une communauté perçue comme plus anciennement installée, socialement plus favorisée, plus présente dans l'espace public. Sur l'image que les Juifs ont des Musulmans il y a encore moins d'études⁸⁰. Des outils qualitatifs plus fins sont nécessaires pour explorer la manière dont les différentes minorités, pas seulement juive et musulmane, interagissent au quotidien, en les situant dans leur contexte de résidence⁸¹.

4.2.3.3. LE RACISME ANTI-CHINOIS ET ANTI-ASIATIQUES

En 2016 la minorité chinoise a été victime d'une série d'agressions particulièrement violentes, notamment à Aubervilliers où plus d'une centaine de plaintes furent déposées. La mort d'un couturier, Chaolin Zhang, décédé des suites de ses blessures, avait suscité alors une grande mobilisation contre le racisme envers

79. BROUARD Sylvain, TIBERJ Vincent, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Presses de Sciences Po, 2005.

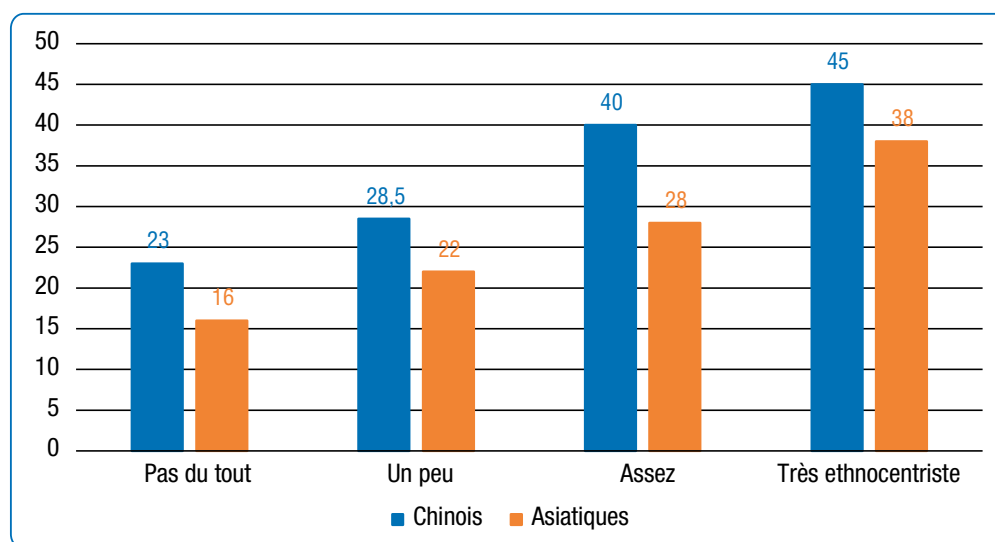
80. Une de rares études portant sur des effectifs suffisamment nombreux est celle coordonnée en 2015 par l'IFOP pour la Fondation Jean Jaurès, dont est issu le livre de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach (*L'an prochain à Jérusalem*, déjà cité) qui montre la diversité interne de cette population se définissant comme juive, notamment dans sa perception de l'islam. 51% estiment qu'« *il ne faut pas faire d'amalgame, les Musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace* » contre 40% estimant que « *l'islam représente une menace* » (contre 63 et 32% dans la population française en général ; voir https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/883-1-document_file.pdf, p. 32-34), perceptions variant fortement selon l'âge, le genre, l'origine et le niveau de pratique religieuse. Voir aussi TIBERJ Vincent, « The Muslims next door. Portraits d'une minorité religieuse française », in BUCAILLE Laetitia, VILLECHAISE Agnès (dir.), *Désir d'islam*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 35-55.

81. Une enquête sur les relations interculturelles et interreligieuses menée à Sarcelles en 2019 auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente montre la complexité et l'ambivalence de ces relations. Le sentiment dominant est que la minorité juive localement est plus écoutée, plus influente que les autres. Mais l'antisémitisme reste un tabou, plus condamné que les autres formes de racisme. C'est ce que montre une expérience demandant s'il est justifié d'exclure un élève ayant fait circuler des caricatures en classe. L'échantillon est aléatoirement coupé en 3 sous-groupes dont chacun se voit proposer une version différente de l'histoire, la cible des caricatures étant soit les Juifs, soit les Musulmans soit les Chrétiens. Quelle que soit la cible, la sanction est massivement approuvée, mais plus encore si les Juifs sont la cible des caricatures : 74% des sondés la trouvent justifiée, contre 64% s'il s'agit de Musulmans, et 60% s'il s'agit de Chrétiens. 69% des Musulmans trouvent la sanction justifiée quand la caricature vise les Juifs, et 64% des Juifs quand elle vise des Musulmans. Voir MAYER Nonna, TIBERJ Vincent, "Jews and Muslims in Sarcelles : face to face or side by side?", *Annual Review of the Sociology of religion*, vol. 13, numéro spécial « Jews and Muslims in Europe : Between Discourse and Experience », éd. GIDLEY Ben et EVERETT Samuel, 2022, p. 183-208.

les Chinois et, plus largement, envers les populations des pays de l'Est et du Sud-Est asiatique, libérant la parole à propos d'un racisme longtemps ignoré⁸². Au départ, le Baromètre Racisme de la CNCDH ne posait qu'une question sur cette minorité, portant sur la perception des « Asiatiques » comme formant ou non « *un groupe à part* » dans la société. Puis la question a été posée à propos des Chinois. Et de nouvelles questions ont été ajoutées, incluant des stéréotypes positifs (ils seraient « *très travailleurs* ») ou explorant comment sont perçues les insultes qui les ciblent (« *sale Chinetoque* »). La pandémie et les controverses sur l'origine chinoise du virus ont renforcé ces préjugés, sur le mode complottiste. L'image d'un groupe « à part » est plus fréquemment associée aux Chinois qu'aux Asiatiques (35 % vs 26 % en 2023), et ils sont depuis 2022 le groupe le plus souvent perçu comme tel à la seule exception des Roms (63 %), devançant désormais les Musulmans (*cf. supra*, figure 19) – un résultat que l'on peut lier à la perception de la Chine comme une puissance économique montante et un peu menaçante, avant même la Covid-19⁸³. Ces perceptions sont par ailleurs étroitement associées aux préjugés envers les étrangers et les immigrés, la perception des Chinois comme un groupe à part dans la société croissant avec le niveau d'ethnocentrisme (figure 32).

Figure 32.

Perception des Chinois et des Asiatiques comme un « groupe à part » par niveau croissant d'ethnocentrisme (en %)



Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.

82. Voir notamment la compilation réalisée par JULLION Marie-Christine, « La Chine et les Chinois : préjugés et stéréotypes. Des mots pour le dire en français » (disponible ici : http://www.ledonline.it/LCM/allegati/826-7-Asia_12.pdf). Il commence à y avoir des travaux sur le vécu de cette minorité ; voir notamment WANG Simeng, *Illusions et souffrances. Les migrants chinois à Paris*, Éditions rue d'Ulm, 2017 et le projet « Emergences » qu'elle coordonne avec Hélène Le Deuil sur l'identité des Chinois en Île-de-France (accessible ici : <https://chinoisenidf.hypotheses.org/3765>).

83. Voir le sondage de Kantar Sofres pour l'Institut Montaigne (11-13 septembre 2018) : 69 % des personnes interrogées voient dans la Chine un pays éloigné des valeurs et de la culture française, 40 % (contre 30 %) y voient plutôt une « menace » qu'une « opportunité » sur le plan technologique et 43 % (vs 27 %) sur le plan économique (voir <https://app.box.com/s/dcvmz3pajgp0j4wpxa7t1xrglnhtw4c7>).

Dans les enquêtes en face-à-face de 2016 et 2017, nous avons aussi mesuré le poids du stéréotype selon lequel les Chinois seraient « *très travailleurs* ». Il était approuvé par 77 % des personnes interrogées en 2017, soit une hausse de 3 points par rapport à l'enquête d'octobre 2016 et de 6 points par rapport à celle de janvier 2016 (enquête spéciale post-attentats), un niveau nettement plus élevé que pour les Maghrébins ou les Noirs, que 46 % seulement des sondés estimaient alors « *très travailleurs* ». Or l'adhésion à ce stéréotype, *a priori* bienveillant, est d'autant plus forte que la personne a des scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme. Il est ambivalent ; il peut, tout autant qu'un stéréotype négatif, se retourner contre le groupe auquel il s'applique, cacher ressentiment et jalousie, un peu comme les stéréotypes associant les Juifs à l'argent et au pouvoir. Et il essentialise le groupe. L'analyse factorielle sur l'ensemble des préjugés (voir *supra*, 4.2.2., tableau 20) montre d'ailleurs que ceux visant les Chinois et les Juifs forment un troisième facteur distinct.

4.2.3.4. LE RACISME ANTI-NOIRS

Les recherches sur le racisme se sont développées très tôt aux États-Unis autour de la question noire. Le sociologue W.E.B. Du Bois a été le premier à mettre en évidence la persistance d'une *color line* (« ligne de partage des couleurs ») discriminatoire, héritée de quatre siècles d'esclavage et de ségrégation⁸⁴. L'essor des *Black Studies* en tant que telles remonte aux années 1960. Ce n'est pas le cas en France où le modèle universaliste républicain nourrit une réticence certaine à catégoriser la population selon des critères ethniques ou raciaux. Ne serait-ce que prendre en compte dans une enquête la couleur de peau, réelle ou perçue, reste tabou. Lors de la première enquête TeO⁸⁵ (« Trajectoires et Origines, enquête sur la diversité des populations en France »), menée par l'Ined et l'Insee pour explorer les trajectoires sociales et les conditions de vie des migrants et leurs descendants, une question devait porter sur la manière dont la personne se voyait, notamment en termes de couleur⁸⁶. Controversée, la question fut finalement retirée et rares encore sont les enquêtes qui l'incluent⁸⁷. Depuis une quinzaine d'années toutefois, dans la foulée des études décoloniales et des mobilisations des groupes se considérant racisés, les recherches sur la condition noire et son symétrique, la « blanchité », se développent⁸⁸. Le

84. DU BOIS W.E.B., *Les Noirs de Philadelphie. Une étude sociale*, La Découverte, 2019 (trad. de l'anglais par Nicolas Martin-Breteau). Une exposition au Musée du Quai Branly (octobre 2016 – janvier 2017) rappelait le combat des artistes : « The Color line. Les artistes africains-américains et la ségrégation » (voir <http://www.quaibrantly.fr/fr/expositions-evenements/amusee/expositions/details-de-levenement/the-color-line-36687>).

85. Voir le site de l'enquête, accessible ici : <https://teo1.site.ined.fr/>.

86. « Vous considérez vous comme : blanc, noir, arabe ou berbère, asiatique, du Sous-Continent indien ? ».

87. Sur ces controverses, voir le dossier-débat sur « L'usage des catégories ethniques en sociologie » coordonné et présenté par Georges Felouzis, *Revue française de sociologie*, 49 (1), 2008, p. 127-167 ; voir également JUGNOT Stéphane, « Les débats français sur les statistiques "ethniques" : une histoire sans fin ? », *IRES Document de travail* 1, 2016, p. 34-37. Depuis d'autres enquêtes sont passées outre, notamment le Baromètre sur la perception des discriminations dans l'emploi du Défenseur des droits et l'Organisation internationale du travail, dès 2016.

88. Voir NDIAYE Pap, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008. Pour un bilan, voir les journées d'étude sur « La condition blanche. Réflexion sur une majorité française », organisée à l'EHESS par Mathilde Cohen et Sarah Mazouz (Cnrs-Ceraps), 29 juin 2018.

rapport annuel de la CNCDH de 2018 comportait un chapitre sur « Racisme et couleur de peau », appuyé sur un volet expérimental du sondage explorant le racisme anti-Noirs à partir de tests projectifs, et celui de 2019 y consacrait un focus spécial⁸⁹.

Ces rapports soulignent un paradoxe. Dans le débat public, sur les réseaux sociaux, dans les stades, c'est à l'égard des Noirs que s'exprime le racisme le plus cru, infériorisant et animalisant. En témoignent les réponses à un appel à témoignage de *Libération* (1^{er} juillet 2015) demandant « *c'est quoi être noir en France au quotidien ?* », le documentaire sur le foot pour Canal+ Sports « Je ne suis pas un singe »⁹⁰, le livre collectif *Noire n'est pas mon métier*, publié par 16 femmes, comédiennes, et noires, racontant les stéréotypes contre lesquelles elles se battent au quotidien⁹¹ ou encore les violentes attaques contre Pap Ndiaye quand il était ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse⁹². De même la couleur de peau ressort comme un critère de discrimination déterminant sur le marché du travail, comme le montrent les Baromètres conduits pour le Défenseur des droits⁹³ sur la perception des discriminations dans l'emploi, centrés sur l'exposition de la population aux propos et comportements sexistes, homophobes, racistes, liés à la religion, à l'état de santé au travail ou au handicap. Si l'on s'en tient à la population en activité, une personne sondée sur quatre déclare avoir déjà fait l'objet de propos ou de comportements discriminatoires dans son environnement professionnel. La couleur de peau est clairement un facteur aggravant, le fait d'être perçu comme « non-blanc » doublant la probabilité d'être victime de discrimination ou de harcèlement discriminatoire⁹⁴. Pourtant, dans les enquêtes de la CNCDH, les Noirs ont une meilleure image que les minorités d'origine maghrébine, les Musulmans ou les Roms. Sur l'indice longitudinal de tolérance, qui mesure l'acceptation de la diversité, la minorité noire, avec la minorité juive, a régulièrement les meilleurs scores. Pour éclairer ce paradoxe, à défaut de questions sur la couleur de peau perçue, l'enquête inclut des questions permettant de comparer la manière dont sont vus les Noirs à celle des autres groupes et dans quelle mesure leur rejet est corrélé aux autres indicateurs de racisme.

89. CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie – Année 2019*, Paris, la Documentation française, 2020, p. 123-143.

90. Film d'Olivier Darcourt avec notamment Samuel Eto'o, Mario Balotelli, Patrick Vieira et Samuel Umtiti.

91. *Noire n'est pas mon métier* (collectif), Seuil, 2018, présenté par Aïssa Maïga.

92. Voir le rapport commandé par SOS Racisme à la société Visibrain qui analyse un corpus de 900 000 tweets et retweets, collectés entre le 20 mai 2022, date de sa nomination, et le 8 septembre 2022, accessible ici : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/11/10/sos-racisme-decortique-les-attaques-visant-pap-ndiaye-sur-twitter_6149377_4408996.html.

93. Voir *supra*, 1.2.2.1.

94. Défenseur des droits et Organisation internationale du travail, 13^e Baromètre sur la perception des discriminations dans l'emploi, décembre 2020 (https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_13e-barometre-discriminations-emploi_2020.pdf). Voir également au niveau européen le dernier rapport de la FRA, *Being Black in the EU*, 2023, accessible ici : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2023-being-black_in_the_eu_en.pdf.

4.2.3.4.1. Les indicateurs de racisme anti-Noirs

Une question régulièrement posée porte sur le soupçon de séparatisme ou de communautarisme exprimé par le sentiment qu'une minorité ethnique ou religieuse forme « *un groupe à part dans la société* » (voir *supra*, figure 19). Les Noirs sont après les Antillais ceux qui ont le moins cette image, perçus comme formant un groupe à part par respectivement 14,5 % et 8 % des sondés (contre 15 % et 10 % en 2019). Cette légère différence de perception s'explique parce que les Antilles sont vues comme faisant partie de la France, tandis que la catégorie « Noirs » est plus hétérogène, susceptible d'évoquer des populations plus lointaines et moins intégrées.

Une autre série de questions explore le degré de gravité perçue d'une série de comportements discriminatoires, faisant varier aléatoirement le type de situation (refus d'embauche, refus du mariage avec un de ses enfants, refus de louer un logement, refus de laisser entrer dans une boîte de nuit) et l'origine de la personne discriminée (noire ou maghrébine). Comme lors des années précédentes, la discrimination perçue comme la moins grave concerne le choix du conjoint de son enfant, domaine plus personnel. Mais quelle que soit la discrimination évoquée, elle est plus souvent jugée « *très grave* » (jusqu'à 3,5 points d'écart) si la victime de discrimination est noire que si elle est maghrébine (tableau 30)⁹⁵.

Tableau 30.

Discriminations au logement, au mariage, à l'embauche et à l'entrée en boîte de nuit (en %)

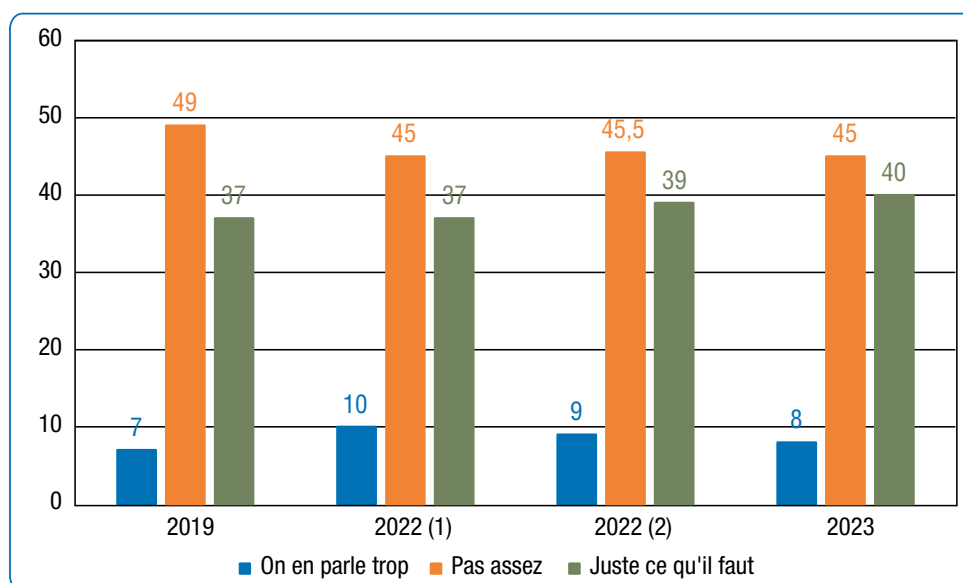
Est-ce grave de refuser de louer un logement	Très grave	Assez grave	Peu grave	Pas du tout	NSP
À une personne noire	68	25	4	2	1
À une personne d'origine maghrébine	66	26	5	3	0
Est-ce grave de refuser le mariage d'un de ses enfants	Très grave	Assez grave	Peu grave	Pas du tout	NSP
Avec une personne noire	57	26	10	5	2
Avec une personne d'origine maghrébine	53,5	28	10,5	6	2
Est-ce grave de refuser l'embauche	Très grave	Assez grave	Peu, pas du tout grave	Pas du tout	NSP
D'une personne noire qualifiée pour ce poste	69	25	3,5	2	0,5
D'une personne d'origine maghrébine qualifiée pour ce poste	67	26	4	2	1
Est-ce grave de refuser l'entrée d'une boîte de nuit	Très grave	Assez grave	Peu grave	Pas du tout	NSP
À une personne noire	66	24,5	6	3	0,5
À une personne d'origine maghrébine	63	27	6	3	1

Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.

95. L'enquête menée par IPSOS (10-26 novembre 2022) pour le CRAN (voir *infra*, 1.2.3) comportait une question similaire, sur le mariage de son enfant avec une personne noire/d'origine maghrébine, qui donne des résultats comparables. Si son fils ou sa fille épousait une personne d'origine maghrébine, 46 % de l'échantillon (représentatif de la population française adulte) « réagirait mal » contre 31 % s'il s'agissait d'une personne noire.

Le sondage inclut aussi une question spécifique à la population noire, relative à la traite et à l'esclavage. Ces phénomènes, avant même la colonisation, ont joué un rôle décisif dans la construction de stéréotypes infériorisant et dépréciant les Noirs dans leur ensemble et de nombreuses associations se battent pour faire reconnaître et réparer ces traumatismes⁹⁶. La loi Taubira de 2001 assimilant la traite négrière à un crime contre l'humanité, la création d'un Comité national pour la mémoire de l'esclavage (2004), l'instauration d'une journée nationale commémorant l'abolition de l'esclavage le 10 mai, puis en 2017 celle d'une autre journée, le 23 mai, en hommage aux « victimes de l'esclavage colonial », vont dans ce sens, tout en suscitant des polémiques⁹⁷. La question a été formulée sur le modèle des questions concernant l'extermination des Juifs, des Tsiganes et des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale, demandant si de l'avis des personnes interrogées on parle assez ou trop des traites négrières et de l'esclavage des Noirs. La majorité des personnes interrogées estime qu'on n'en parle pas assez (45%) suivies par celles qui estiment que c'est « juste ce qu'il faut » (40%), 8% seulement qu'on en parlerait « trop ». On note toutefois depuis 2019 un recul du sentiment qu'on n'en parle pas assez (4 points), signe d'une certaine crispation, surtout à droite, autour de cet enjeu de mémoire (figure 33)⁹⁸.

Figure 33.
Mémoire de la traite et de l'esclavage (en %)



Source : Baromètres Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2019, mars-avril et novembre-2022, novembre 2023.

96. Le CM98 (Comité Marche du 23 mai 1998) notamment porte un projet de Mémorial national des victimes de la traite négrière et de l'esclavage dans les colonies françaises, soit 200 000 esclaves émancipés en 1848, qui n'avaient pas de nom, juste un prénom et un matricule, dont il essaie de retracer les origines.

97. Contestant l'assimilation de l'esclavage à un crime contre l'humanité, critiquant une vision de la traite limitée à la traite transatlantique, voire le principe même des lois mémorielles et de la concurrence victimaire qu'elles engendreraient. Voir VERGÈS Françoise, « Les troubles de la mémoire », sur le site de Africultures, 30 juin 2006 (disponible ici : <http://africultures.com/les-troubles-de-memoire-traite-negriere-esclavage-et-ecriture-de-lhistoire-4475/>) ainsi que DORIGNY Marcel, « L'esclavage, une histoire qui concerne la nation entière », *Le Monde*, 24 avril 2009.

98. MAYER Nonna, « Le Rassemblement national est-il amnésique ? », in GENSBURGER Sarah et LEFRANC Sandrine (dir.), *La mémoire collective en question (s)*, Puf, 2023, p. 439-447.

La dernière vague confirme ce que montraient les enquêtes précédentes : la population noire a globalement une meilleure image dans l'opinion que les autres minorités, en particulier celles d'origine maghrébine. Tout se passe comme si, parmi les nombreux stéréotypes racistes hérités de la colonisation, dominaient ceux voyant les Noirs comme « de grands enfants », naïfs, primitifs, mais pas dangereux, qu'exprimaient une affiche comme « Y a bon Banania » ou un sketch comme « L'Africain » de Michel Leeb⁹⁹. Les Maghrébins et les Arabes, eux, seraient d'abord perçus comme musulmans, et souffriraient de l'image négative qu'a aujourd'hui l'islam en France, associé dans l'imaginaire collectif au terrorisme et au *djihad*. Ce n'est pas le cas des Noirs, alors même que beaucoup d'entre eux, notamment la plupart des Sénégalais ou des Maliens, sont musulmans.

4.2.3.4.2. La structure des préjugés anti-Noirs

Dans un second temps, il faut vérifier si ces opinions relèvent d'une seule et même attitude anti-Noirs. Si on rajoute l'indicateur de racisme biologique, soit la croyance en une hiérarchie des races humaines, dont on fera l'hypothèse qu'elle sous-tend particulièrement certains préjugés anti-Noirs, à en juger par les insultes et les cris de singe entendus dans les stades ou propagés sur les réseaux sociaux, on dispose de huit questions. Elles ont toutes été posées à l'ensemble de l'échantillon, ce qui n'était pas le cas les années précédentes, ce qui permet pour la première fois d'explorer systématiquement la structure des réponses¹⁰⁰. Une analyse en composantes principales menée à partir de ces huit questions fait apparaître deux dimensions (tableau 31). La première à laquelle toutes contribuent positivement, et qui explique l'essentiel de la variance (43,5%) dénote un préjugé envers les Noirs. Les items qui y contribuent le plus, avec des coefficients de 0,79 à 0,89, sont les indicateurs de distance sociale, le fait de légitimer des discriminations en raison de la couleur de peau, de trouver normal de fermer aux Noirs l'accès au logement, à l'emploi, aux loisirs et au mariage. Et les sondés les plus enclins à avoir cette attitude ont le même profil que ceux qui ont des scores élevés sur nos autres échelles de préjugés – anti-immigrés, antimusulmans, anti-Juifs, anti-Roms – soit un âge élevé, un faible niveau d'instruction, une absence d'origine étrangère, un positionnement politique à droite et à l'extrême droite, une tendance à s'assumer comme « raciste ».

Les coefficients sont beaucoup plus faibles pour les autres items, soit le sentiment que les Noirs forment un groupe à part dans la société (0,39), qu'il existe une hiérarchie des races humaines (0,35), qu'on parle trop de la traite et de l'esclavage (0,33) et que les Antillais forment un groupe à part (0,29). En revanche ces deux derniers items structurent une seconde dimension de rejet plus complexe (19,5% de la variance expliquée). Il faut être prudent compte tenu des effectifs, mais les sondés les plus enclins à partager cette vision plutôt négative des Antillais et des commémorations de la traite et de l'esclavage

99. DUFOUR Françoise, « La stéréotypie comme matérialité discursive d'une dominance sociale dans les projets de colonisation de l'Afrique occidentale », *Revue des africanistes*, 80 (1-2), 2010, p. 267-2/82.

100. Plusieurs questions (Noirs/Antillais vus comme groupe à part, refus d'embauche/de mariage selon que la personne est noire ou d'origine maghrébine) n'étaient posées qu'à la moitié de l'échantillon pour gagner de la place ou posées d'une année sur l'autre.

sont ceux dont les parents et/ou les grands-parents viennent d'Afrique noire, reflétant peut-être des divisions au sein de la minorité noire en France et des tensions entre africanité et créolité ¹⁰¹.

Tableau 31.
Structure des réponses aux questions relatives aux personnes noires

	1 ^{re} composante	2 ^e composante
Considère comme « <i>pas grave</i> » de :		
Refuser de louer à une personne noire	0,89	- 0,23
Refuser d'embaucher une personne noire	0,88	- 0,20
Refuser de laisser entrer une personne noire en boîte	0,89	- 0,16
Refuser le mariage d'une personne noire avec un de ses enfants	0,79	- 0,13
D'accord avec l'idée que « <i>Les Noirs forment un groupe "à part"</i> »	0,39	- 0,04
Croyance en l'existence de races supérieures	0,35	0,24
« <i>On parle "trop" de la traite et de l'esclavage</i> »	0,33	0,80
« <i>Les Antillais forment un groupe "à part"</i> »	0,29	0,85

Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023. Analyse en composantes principales (ACP). Part de variance expliquée par le modèle : 63,2 % (1^{er} facteur : 43,5 % ; 2^e : 19,8 %). Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution positive ou négative des variables à chaque composante ou facteur, variant entre 0 (minimum) et 1 (maximum) selon la force de la corrélation. Toutes les questions sont recodées dans le sens de l'intolérance croissante.

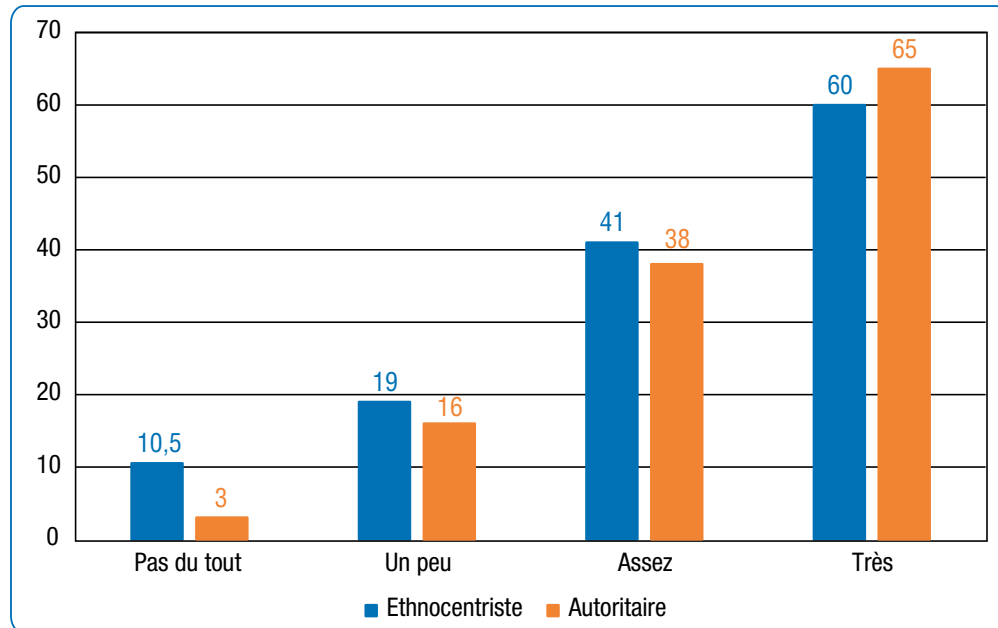
Si l'on s'en tient aux quatre questions de distance sociale qui structurent le premier facteur, elles permettent de construire une échelle robuste de racisme anti-Noirs variant de 0, si la personne juge très grave ces quatre discriminations (logement, embauche, mariage et entrée dans une boîte de nuit) à 12 si elle les juge « *pas grave du tout* » ¹⁰². Mais 54 % des personnes interrogées ont la note zéro sur cette échelle. Si on reprend les huit items, on a une échelle plus équilibrée permettant de répartir l'échantillon en trois tiers par niveau croissant de rejet. Quelle que soit l'échelle retenue, ici sa version élargie en huit items, ce rejet des Noirs, comme les autres préjugés, s'inscrit dans une vision intolérante de la société dévalorisant et infériorisant l'Autre (figure 34). Plus la personne a des scores élevés sur les échelles d'ethnocentrisme et d'autoritarisme, plus elle aura des scores élevés sur l'échelle de racisme anti-Noirs.

101. Voir POINSOT Marie, TREIBER Nicolas, « Entretien avec Maryse Condé », *Hommes & migrations*, n° 1301, 2013, p. 182-188.

102. Alpha de Cronbach de 0,90. Si on reprend les 8 items, l'alpha est de 0,78.

Figure 34.

Racisme anti-Noirs par niveau croissant d'ethnocentrisme et d'autoritarisme (en %)



Source : Baromètre Racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023. Notes supérieures à 5 sur l'échelle de racisme anti-Noirs par scores croissants d'ethnocentrisme (0-1/2-3/4-5/6-10) et d'autoritarisme (0-3).

Autant de résultats qui confirment, comme les années précédentes, qu'il y a des traits communs à tous les préjugés, mais que chacun se décline de manière différente, selon l'héritage du passé et les particularités du moment.

CHAPITRE 4.2.4.

COMPRENDRE LE RACISME AU PRISME DE L'ANTITSIGANISME

Ce chapitre propose une analyse spécifique et systématique des attitudes à l'égard des différents groupes Romanès, y compris les Roms, les Manouches, les Sinté, les Yéniches et d'autres groupes parfois regroupés dans la catégorie administrative des « Voyageurs » ou « Gens du voyage », également appelés Tsiganes (ou Tziganes), bohémiens, gitans, romanichels et de bien d'autres façons encore.

Comme le souligne la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe, l'antitsiganisme est « *une forme spécifique de racisme* »¹⁰³. À la fin du mois de novembre 2023, l'échantillon représentatif de cette enquête confirme que les attitudes à l'égard des Roms suivent précisément et sans exception les évolutions générales de la tolérance dans la société française. Lorsque la tolérance diminue dans son ensemble, elle diminue également à l'égard des Roms : l'année dernière, l'indice longitudinal de tolérance à l'égard des Roms a baissé de trois points, passant de 45 à 42, tout comme l'indice longitudinal global de tolérance, qui passe de 65 à 62 points.

Le cas des Roms est un signe révélateur d'une forte difficulté, dans la société française comme dans de nombreuses autres sociétés européennes, à se confronter pleinement aux formes d'hostilité fondées sur l'appartenance ethnique. En décomposant l'indice longitudinal de tolérance par minorité, il apparaît qu'aucun autre groupe n'a un niveau de tolérance aussi bas. Par rapport aux personnes noires (indice de 77), il est inférieur de 35 points à la fin de 2023 ; de 30 points par rapport aux personnes d'origine maghrébine (indice de 72), de 26 points par rapport aux Juifs (indice de 68) et de 15 points par rapport aux Musulmans (indice de 57).

Ce sont des écarts très marqués, avec des distances entre groupes qui restent très stables dans le temps, et qui montrent bien pourquoi les attitudes anti-Roms ont été décrites comme « *la dernière forme acceptable de préjugé* »¹⁰⁴.

Ces faibles niveaux de tolérance à l'égard des Roms et des Gens du voyage permettent de mieux comprendre la complexité interne des attitudes racistes. L'antitsiganisme est systématiquement et structurellement lié à la tendance

103. European Commission against Racism and Intolerance (ECRI), *Recommendation n° 13 on Combating Anti-Gypsyism and Discrimination Against Roma*, Strasbourg, 2011. MCGARRY Aidan, *Romaphobia. The Last Acceptable Form of Racism*, Zed Books, 2017. L'Alliance contre l'antitsiganisme (*Antitsiganisme. Un texte de référence*, 2019, p. 11) souligne que le « *terme antitsiganisme, – en ce qu'il fait référence aux projections de la majorité sur un groupe extérieur imaginé de "tsiganes" et construit simultanément un groupe imaginé "intérieur", en cercle fermé – est plus adéquat analytiquement et montre clairement que d'autres groupes, – Gitans, Sinté, Manouches, Voyageurs, Yéniches – sont également touchés* ».

104. KENDE Anne et al., « The last acceptable prejudice in Europe? Anti-Gypsyism as the obstacle to Roma inclusion », in *Group Processes & Intergroup Relations*, 24 (3), 388-410, 2021.

générale des attitudes à l'égard de tous les groupes minoritaires, mais se situe année après année et avec régularité, à un niveau bien inférieur à celui de n'importe quel autre groupe.

Les sciences sociales ont exploré les formes actuelles de l'antitsiganisme en termes d'analyse des politiques publiques, d'analyse des médias et du discours politique, et d'analyse juridique des compétences de l'Union européenne ou des cours de justice en matière de lutte contre l'antitsiganisme¹⁰⁵, mais l'analyse des opinions et de leur évolution dans le temps a été plus négligée. Le baromètre de la CNCDH joue un rôle clé dans la compréhension de la relation entre l'antitsiganisme et les autres formes de racisme et de xénophobie. Il permet de suivre dans le temps la diffusion des stéréotypes à l'encontre des Roms et de mesurer à quel point ils sont acceptés, remis en question, critiqués ou rejetés. En d'autres termes, cela permet une approche objective, sans tomber dans des formes de victimisation contre lesquelles les Roms eux-mêmes et leurs organisations ont à maintes reprises mis en garde comme faisant partie intégrante du problème, une sorte de double des stéréotypes négatifs dont ils font l'objet. C'est précisément parce que l'analyse nous permet d'identifier les différents facteurs sociaux qui structurent ces attitudes qu'elle aide à sortir d'un récit réifiant qui voudrait que « *tout le monde déteste les Tsiganes* ». Nos analyses résonnent avec les résultats les plus importants de la recherche ethnographique menée en France, qui a quantifié les réseaux personnels des Roms. Ces analyses ont montré la densité des relations en dehors des communautés ethniques et des groupes familiaux, sur la base des contacts établis dans les quartiers, sur les lieux de travail, dans les services sociaux et dans les lieux de convivialité¹⁰⁶.

4.2.4.1. LA PERSISTANCE DES PRÉJUGÉS ANTITSIGANES

L'un des points fondamentaux que nous constatons en France, comme dans d'autres pays européens, est que, pour comprendre la persistance des préjugés à l'égard des Roms, il ne suffit pas de considérer les facteurs matériels tels que les inégalités d'opportunités et d'accès à l'éducation, à un logement sain et digne, aux services et à la protection sociale, les formes systématiques de discrimination institutionnelle, ou encore les attaques et agressions violentes. Il est important d'examiner également les représentations de ces groupes dans l'espace public. Celles-ci font systématiquement référence à des figures historiques notamment celle du Gitan non civilisé, sale, nomade et au comportement délictueux, qui a émergé aux XVII^e et XVIII^e siècles, à une époque où l'État moderne commençait à se développer et où l'on se préoccupait beaucoup des minorités internes. Au XIX^e siècle, le Romantisme et les réactions à l'industrialisation rapide ont fait évoluer les représentations stéréotypées des Tsiganes vers un autre registre, celui de la liberté bohémienne et du défi aux conventions, dans la lignée de

105. SAYAN Pinar, « Enforcement of the anti-Racism legislation of the European Union against antigypsyism », in *Ethnic and Racial Studies*, 42 (5), 763-81, 2018.

106. VACCA Raffaele et al., « Beyond ethnic solidarity : the diversity and specialisation of social ties in a stigmatised migrant minority », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 48 (13), 3113-41, 2022.

l'imagerie du Carmen de Bizet¹⁰⁷. Évidemment, la persistance de certaines images n'enlève rien au caractère historiquement situé de l'antitsiganisme et au fait qu'il n'a pas de « contenu fixe » à proprement parler¹⁰⁸.

Les rumeurs, les anecdotes, les blagues, les vidéos caricaturales circulant sur les réseaux sociaux reprennent, sous de nouveaux formats, les représentations et imaginaires du passé, sans rapport avec la réalité d'aujourd'hui, favorisant des généralisations abusives et attribuant au groupe et aux individus qui le composent des prétendues origines culturelles. En outre, les Roms sont accusés de profiter indûment de la générosité de l'État-providence, d'exploiter la solidarité publique et privée pour ne pas travailler et de créer de nouveaux problèmes sociaux, économiques, politiques et de santé publique¹⁰⁹. Il s'agit de stéréotypes fondés sur de prétendues violations des principes moraux qui sous-tendent la citoyenneté, et qui combinent des croyances et des jugements de valeur à forte charge émotionnelle. La comparaison, dans le temps et par rapport à d'autres groupes, permet de saisir pleinement l'ampleur des préjugés à l'égard des groupes roms.

En 2013 et 2014, 86 % des personnes interrogées considéraient que les Roms migrants étaient pour la plupart « nomades », aujourd'hui cette opinion reste partagée par 71 % des répondants (de 2017 à novembre 2022, ils étaient 68 %), 16 % seulement exprimant leur désaccord. 85 % des sondés considéraient en 2014 que les Roms « exploitent très souvent les enfants », pourcentage tombé à 54 % en avril 2022 mais remonté à 59 % en novembre 2023 contre 27,5 % seulement des personnes interrogées opposées à ce point de vue. De même, le stéréotype des Roms voleurs et trafiquants, partagé par plus des trois quarts des répondants en 2014 (77,5 %), tombé à 44,5 % au printemps 2022, est remonté de presque 10 points fin 2023 (54 %). Plus de la moitié de notre échantillon estime désormais que les Roms « vivent essentiellement de vols et de trafics », avec seulement 37 % d'avis contraires.

Ces signes ne doivent pas être sous-estimés. Les attitudes et les émotions négatives envers les personnes dites « Roms » peuvent aller jusqu'à ne pas condamner des propos racistes tenus en public comme « sale Rom ». On assiste toutefois à une forte baisse de la proportion des sondés qui estiment que les personnes tenant publiquement ce type de propos « ne doivent pas être condamnées » : ils étaient 11 % en novembre 2017, contre 24,5 % en 2013 et on note un resserrement de l'écart entre les Roms et les autres groupes. En 2013 et 2014, il y avait encore un écart de 8 points quand on comparait les réactions aux propos anti-Roms et anti-Français. En 2019, cet écart a presque disparu quelle que soit la minorité concernée. C'est pourquoi cette question n'est plus posée depuis 2022.

107. TREMLETT Annabelle, « Challenging Stereotypes Is Not Enough : A Dialogue with Roma Art », in *Journal of Cultural Analysis and Social Change*, 8 (2), 09, 2023. L'auteure souligne également que l'histoire des représentations des Roms est particulièrement dramatique au 20^e siècle, où la photographie a été systématiquement utilisée pour perpétuer des images déformées et déformantes des Roms comme preuve et justification (*sic*) de pratiques racistes et génocidaires à l'encontre de personnes et de leurs biens.

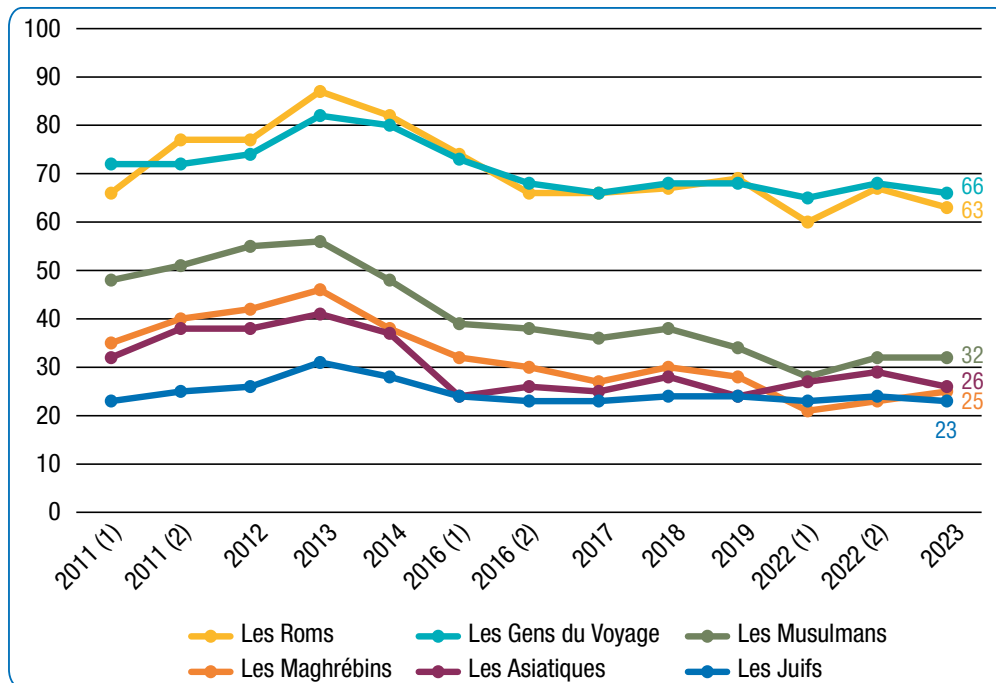
108. Alliance contre l'antitsiganisme, 2019, p. 10.

109. International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA), *Working definition of antigypsyism/anti-Roma discrimination*, 2020.

Dans un document récent, l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) insiste sur le fait que les discours de haine dirigés contre les Manouches, les Roms et autres groupes romanès les désignent toujours comme un groupe supposé « étranger ». Ce sentiment d'extranéité radicale reste très répandu et jugé légitime, c'est pourquoi nous avons voulu l'étudier précisément et mesurer sa progression dans le temps. Une majorité significative des sondés (58%), considère que les Français roms sont des citoyens à part entière, au même titre que les autres Français. Ce pourcentage, bien que restant majoritaire, a diminué de 7 points depuis l'enquête de l'automne 2022, marquant ainsi un retour aux perceptions qui prévalaient en 2016. Ce recul met en lumière une érosion certaine de la reconnaissance des Roms en tant que membres de la société française à part entière.

En outre, une part conséquente de la population française perçoit les Roms comme mal intégrés dans le tissu social du pays. Cette perception n'est pas nouvelle, c'est le seul groupe ethnique pour lequel une majorité des personnes sondées, (63% soit une baisse de 5 points par rapport à novembre 2022), continue de croire fermement qu'ils forment un groupe distinct, « à part ». Pour les « Gens du voyage », le pourcentage obtenu, de 66%, est plus élevé (en recul d'1 point). Cette persistance souligne les défis complexes et les barrières à l'intégration que rencontrent les Roms, perçus comme étant à l'écart de la société française.

Figure 35.
Tendances à juger divers groupes comme « à part dans la société »



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face, 2011-2023.

Plus préoccupant encore est le fait qu'une majorité de Français attribue cette intégration insuffisante à une volonté présumée des Roms eux-mêmes de se tenir à l'écart de la société française. En effet, 57% des répondants (+ 7 points par rapport à novembre 2022) expriment l'opinion que les Roms « ne veulent

pas s'intégrer en France». Seuls 30,5% des sondés se montrent en désaccord avec cette affirmation, un chiffre en baisse de 3 points. Cette conviction, qui gagne du terrain, contraste avec la période où de telles perceptions déclinaient, entre 2014 et 2022, et témoigne d'une tendance inquiétante qui rend les Roms responsables de leur propre exclusion : elle était partagée par 77% de la population en 2014, la première fois que cette question était posée dans le Baromètre CNCDH, puis était tombée à 54,3% en 2016, à 52,5% en 2018 et en 2019 et à 50% en avril 2022.

La dynamique de réduction des préjugés et stéréotypes négatifs à l'encontre des Roms semble être arrivée à son terme, et tous les indicateurs indiquent leur remontée. Afin de mieux comprendre cette dynamique et les facteurs sociaux qui la structurent, il faut passer d'une description des fréquences des variables prises une par une à la recherche des relations entre elles, en construisant une échelle « hiérarchique » d'antitsiganisme.

4.2.4.2. LA COHÉRENCE ENTRE LES DIFFÉRENTS PRÉJUGÉS ANTITSIGANES

Il est possible de construire une mesure synthétique de l'hostilité envers les Roms et de son évolution. Prises ensemble, ces différentes variables relèvent d'un même univers symbolique homogénéisant et essentialisant le groupe. Cette échelle d'hostilité est solide et montre que l'hostilité a baissé entre 2014 et 2016, pour se stabiliser ensuite et reprendre sa baisse jusqu'à aujourd'hui. Elle montre aussi la structuration sociale de cette attitude antitsigane. Pour construire cette échelle hiérarchique, nous avons classé les réponses aux questions selon l'intensité de l'attitude mesurée, et calculé la distribution des scores sur l'échelle pour les années 2014, 2016, 2017, 2018, 2019, 2022 et 2023. Le tableau 32 montre l'ensemble des questions utilisées pour la construction de l'échelle ainsi que les réponses dénotant le niveau le plus haut d'hostilité. Nous avons également ajouté les années 2012 et 2013 afin de suivre la dynamique du rejet pour chaque item au fil des années.

Tableau 32.

**Questions utilisées pour la construction de l'échelle d'antitsiganisme
(proportion de personnes ayant choisi les réponses en gras, en%)**

	2012	2013	2014	Janv. 2016	Oct. 2016	Nov. 2017	Nov. 2018	Nov. 2019	Mars 2022	Nov 2022	Nov 2023
<i>Voici quelques opinions que nous avons entendues à propos des Roms migrants. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune d'entre elles. Les Roms migrants ...</i>											
<i>...sont pour la plupart nomades : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord</i>	44,8	47,0	45,6	36,3	31,8	33,6	31,7	27,7	27,9	26,5	28,5
<i>...exploitent très souvent les enfants : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord</i>	44,7	49,9	45,2	34,1	34,2	32,8	31,0	27,7	24,7	24,5	23,7
<i>...vivent essentiellement de vols et de trafics : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord</i>	36,2	41,1	40,8	26,8	23,9	20,7	21,1	20,3	17,2	17,0	19,1
<i>... ne veulent pas s'intégrer en France : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord</i>	-	-	43,0	26,4	27,0	23,7	22,8	22,1	22,0	21,0	23,2
<i>Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ? Les Français roms/gens du voyage sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout</i>	-	-	-	14,8	13,2	12,7	13,8	10,8	11,7	11,6	12,4
(Gens du voyage uniquement)	11,7	11,5	9,4	10,4	10,7	-	-	-	-	-	-

Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face, 2012-2023.

L'échelle d'antitsiganisme que nous avons construite fournit un indicateur global d'hostilité à l'encontre des Roms, identique pour les huit dernières vagues du Baromètre CNCDH. La matrice de corrélations indique que les cinq variables retenues sont suffisamment corrélées pour former un indicateur global d'antitsiganisme.

Tableau 33.

Matrice des corrélations entre les opinions à l'égard des Roms (novembre 2023)

	« nomades »	« exploitent les enfants »	« vols et trafics »	« ne veulent pas s'intégrer »	« pas des Français comme les autres »	Corr. item
Les Roms « sont nomades »	1	0,450**	0,471**	0,535**	0,269**	0,713**
« Exploitent les enfants »		1	0,643**	0,593**	0,349**	0,800**
« Vivent de vols et de trafics »			1	0,635**	0,417**	0,830**
« Ne veulent pas s'intégrer »				1	0,441**	0,842**
« Ne sont pas des Français comme les autres »					1	0,634**

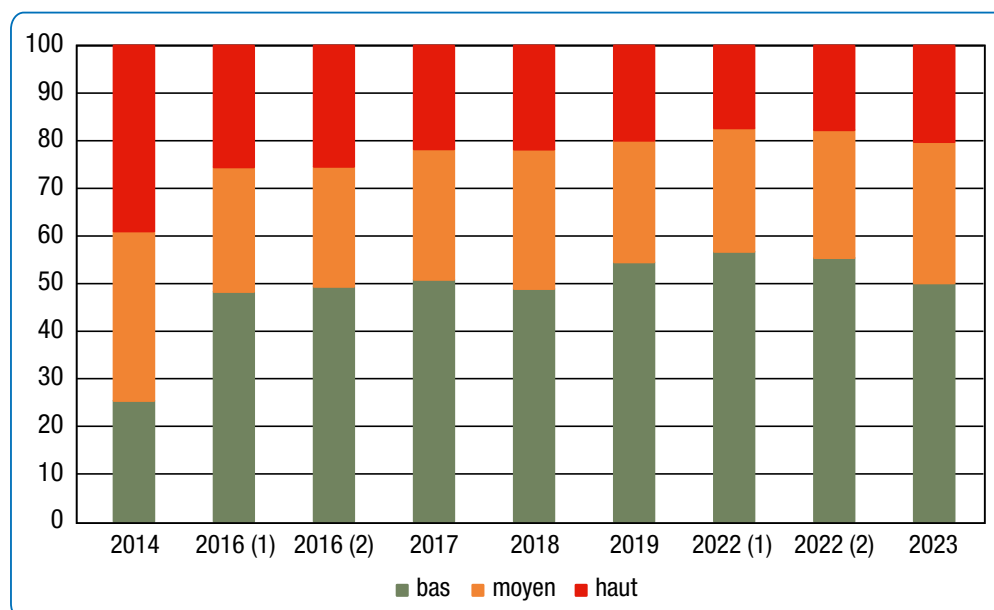
* La corrélation est significative au niveau 0,05 (2-tailed).

** La corrélation est significative au niveau 0,01 (2-tailed).

Source : Baromètre racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023. Corrélations mesurées par le R de Pearson. Les questions et les échelles sont orientées dans le sens de l'hostilité aux Roms ; la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle d'antitsiganisme.

Cette échelle d'hostilité envers les Roms permet de hiérarchiser les répondants par niveau de préjugés, du plus bas au plus élevé. L'échelle regroupe les sondés qui ne considèrent pas les Français roms comme des Français à part entière, qui les prennent pour des voleurs, des nomades et des exploiters d'enfants ne voulant pas s'intégrer en France. La figure 36 compare les niveaux d'antitsiganisme à partir de l'année 2014. Sur cette échelle, l'hostilité à l'encontre des Roms a chuté depuis la fin de 2014, la proportion de notes élevées passant de 39 % à 20 % à la fin 2023 ; mais elle était de 17 % au printemps 2022. Inversement, le pourcentage de notes basses (et donc moins racistes) a sensiblement progressé au cours des dix dernières années, passant de 25,5 % à 50 % à fin 2023 ; mais début 2022, il était de 57 %.

Figure 36.
Échelle d'antitsiganisme (2014-2023, en %)



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face, 2014-2023.

Il est important de noter que la diffusion des sentiments négatifs à l'égard des Roms n'est pas uniforme dans l'ensemble du pays. Dans le Sud-Ouest et dans l'Ouest, l'antitsiganisme est moins répandu. Dans cette partie de l'Hexagone, la proportion de notes élevées sur l'échelle atteint 16 % (alors que la moyenne nationale est de 20 %). L'Île-de-France (15 %) et le Bassin parisien Est (13 %) se caractérisent par une hostilité encore plus faible envers les Roms. Inversement, la proportion des notes moyennes et hautes d'antitsiganisme est bien au-dessus de la moyenne (50 %) dans les régions de l'Est (65,5 %) et de la Méditerranée (60 %).

4.2.4.3. LES FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ANTITSIGANISME

Jusqu'ici, le racisme à l'égard des Roms a été mesuré comme un ensemble d'attitudes individuelles. Maintenant il s'agit de relier ces préjugés à des facteurs et processus structurels à la fois au niveau micro et macro.

Les attitudes hostiles aux Roms s'expliquent par les mêmes facteurs que l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, analysés dans les parties précédentes. Le tableau 34 présente les facteurs sociologiques. Comme vu précédemment, le fait de disposer d'une échelle hiérarchique de l'antitsiganisme permet de réaliser des analyses de synthèse robustes qui articulent les différents préjugés et montrent que la moitié de notre échantillon présente des niveaux moyens à élevés d'hostilité à l'égard des Roms. Le niveau actuel est revenu au niveau de 2016, soit une hausse de + 7 points de pourcentage par rapport à mars 2022. Le tableau 34 indique les variations de ce pourcentage en fonction de plusieurs

variables sociodémographiques, spécifiques à la sociologie du racisme. Il souligne les différences entre les huit dernières enquêtes considérées.

Tableau 34.
Facteurs explicatifs de l'antitsiganisme (en %)

% de scores moyens ou élevés sur l'échelle d'antitsiganisme	Janv. 2016	Oct. 2016	Nov. 2017	Nov. 2018	Nov. 2019	Mars 2022	Nov. 2022	Nov. 2023
SEXE								
Homme	54	52	50	51	46	43	48	52
Femme	50	50	49	51	46	43	42	48
ÂGE								
18-24 ans	33	31	36	33	28	29	28	32
25-34 ans	47	39	39	35	41	35	35	40
35-44 ans	49	48	46	47	39	35	40	46
45-59 ans	56	56	57	57	49	49	47	56
60 +	58	60	55	64	54	52	55	56
DIPLÔME								
Moins que le bac	65	62	57	62	56	52	56	62
Bac	47	55	47	44	44	40	48	45
Bac + 2	36	35	42	43	34	41	31	48
Bac + 3	32	27	32	34	30	32	26	34
CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (ancienne profession des retraités et chômeurs recodée)								
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	61	67	66	67	57	39	40	58
Cadre supérieur	36	27	40	41	32	28	34	37
Profession intermédiaire	42	45	40	45	39	36	40	50
Employé	63	58	54	57	51	48	51	54
Ouvrier	62	62	68	58	53	40	54	57
Inactif	50	48	41	42	43	43	44	46
ÉCHELLE GAUCHE-DROITE								
Gauche (1,2)	33	25	32	37	30	27	31	31
Centre gauche (3)	31	33	37	42	39	33	33	45
Centre (4)	59	57	52	51	46	42	47	49
Centre droit (5)	63	52	59	54	54	50	49	59
Droite (6,7)	78	87	76	76	74	74	71	76
REVENUS MENSUELS								
Moins de 1400 euros	60	63	51	53	50	48	47	51
1400-2000 euros	56	54	50	59	47	48	46	57

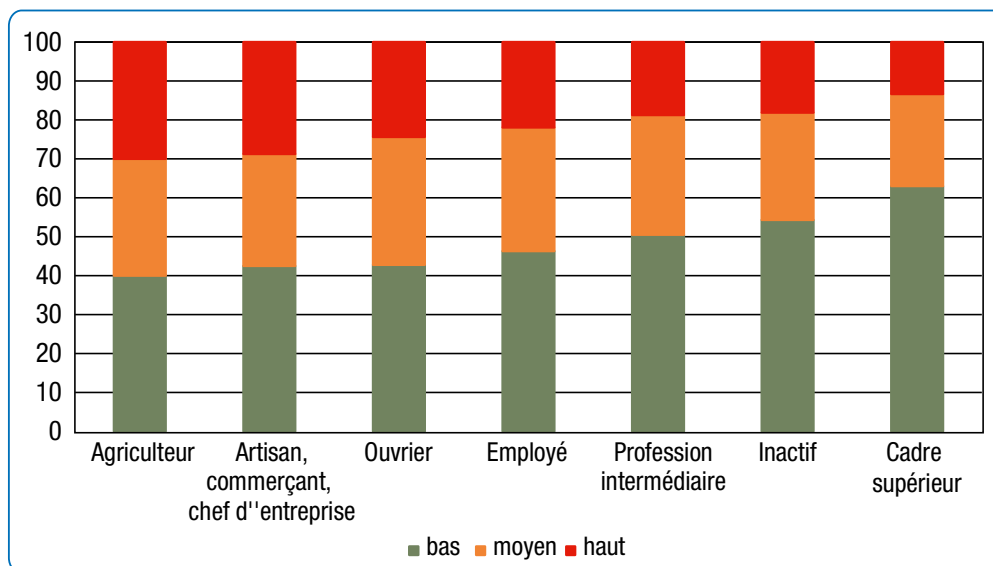
% de scores moyens ou élevés sur l'échelle d'antitsiganisme	Janv. 2016	Oct. 2016	Nov. 2017	Nov. 2018	Nov. 2019	Mars 2022	Nov. 2022	Nov. 2023
2000-3000 euros	53	50	49	50	46	40	46	51
3000 euros	41	34	47	46	39	40	40	45
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE								
Pratiquant régulier	62	39	48	53	53	45	41	44
Occasionnel	50	65	56	55	55	45	51	49
Non pratiquant	64	61	59	64	51	55	55	61
Autre religion	38	55	46	43	46	48	47	49
Sans religion	42	37	38	42	37	32	35	41
SITUATION ÉCONOMIQUE RESENTIE								
« Je vis moins bien qu'il y a quelques années » :								
Tout à fait d'accord	60	69	60	66	57	53	59	61
Plutôt d'accord	57	49	51	53	46	45	43	49
Plutôt pas	40	36	47	43	39	35	37	44
Pas du tout	44	35	38	35	33	35	28	34
Ensemble	52	51	49	51	46	43	45	50

Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face 2016-2023.

Un premier phénomène est frappant, la distribution de l'hostilité antitsigane par classes d'âge. Elle augmente nettement avec l'âge, comme le montrent également les études portant sur les autres formes de racisme, les jeunes étant plus exposés à la diversité, plus instruits, plus ouverts sur le monde, autant de facteurs potentiels de déstigmatisation. En 2023, l'antitsiganisme a toutefois augmenté dans toutes les cohortes. De même, pour la première fois depuis 2016, les différences entre les 45-59 ans et les 60 ans et plus ont disparu : passés 45 ans le niveau d'antitsiganisme est similaire et plus élevée que la moyenne.

La dynamique de la répartition selon le genre est aussi d'un grand intérêt. Au début de l'année 2022, lorsque le niveau d'antitsiganisme atteignait son niveau le plus bas depuis le début des enquêtes de la CNCDH, il n'y avait pas de différences entre les sexes (43 % de notes moyennes ou élevées, pour les femmes comme pour les hommes). Maintenant que l'antitsiganisme progresse, des différences entre les sexes réapparaissent. La proportion de notes moyennes-élevées sur l'échelle de l'antitsiganisme est désormais plus élevée chez les hommes que chez les femmes, chez qui elle atteint 48 % en 2023 (+ 5 %), contre 52 % chez les hommes où elle a augmenté de 9 points.

Figure 37.

Échelle d'antitsiganisme par catégorie socioprofessionnelle (en %)

Source : Baromètre racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.

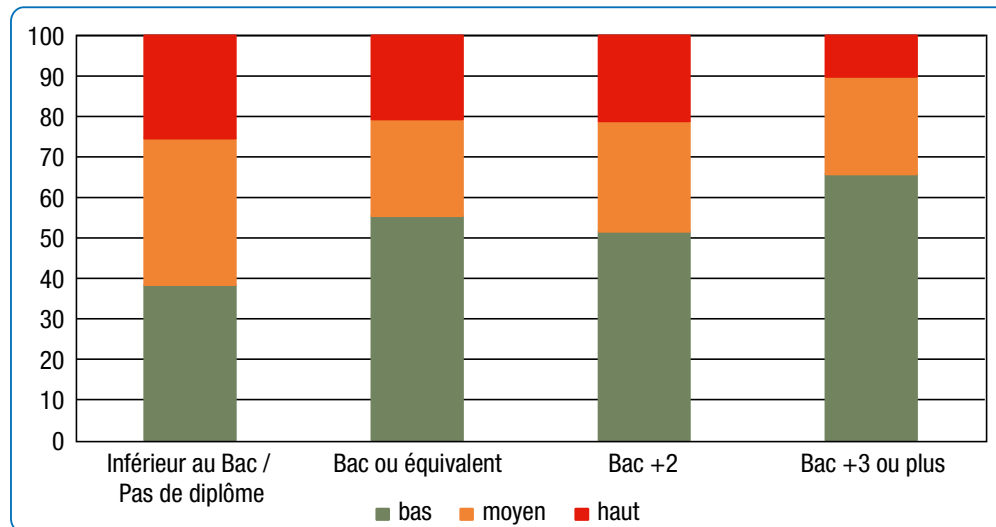
* Retraités et chômeurs exclus.

Lorsque l'on regarde les changements d'attitude par catégories socioprofessionnelles, il apparaît que, si la tendance générale est à l'augmentation des scores d'antitsiganisme, certaines catégories « bougent » plus que les autres. C'est surtout parmi les artisans et les commerçants (+ 17,5 %) et les ouvriers (+ 17 %) que l'augmentation de l'hostilité aux Roms est la plus importante depuis 2022. Ce sont les catégories socioprofessionnelles où les scores au cours des années précédentes avaient le plus baissé : elles ont des attitudes plus « mobiles », et d'une certaine manière on peut les considérer comme des capteurs privilégiés de la pénétration des préjugés anti-tsiganes.

De façon plus marquée que dans les années précédentes, c'est quand le sentiment de déclassement est le plus élevé que le niveau d'hostilité contre les Tsiganes est le plus fort. Le sentiment d'insécurité économique exerce un impact significatif sur les opinions exprimées à propos des Roms. C'est surtout ceux qui jugent vivre « moins bien qu'il y a quelques années » qui sont les plus hostiles à leur égard (61 % de notes moyennes ou élevées). La relation est linéaire, confirmée dans toutes les vagues du Baromètre. Ceux qui ressentent une détérioration de leurs conditions de vie ont plus tendance à percevoir les Roms comme étranges, méchants, dangereux, et aussi comme des « privilégiés », bénéficiaires d'une aide imméritée, des assistés favorisés. Il s'agit d'un ensemble de préjugés tenaces et anciens, très structurés par ce sentiment d'une dégradation de ses conditions de vie.

Plus généralement, les dernières années mettent en lumière le rôle croissant joué par l'éducation comme facteur de structuration des préjugés contre les Tsiganes. L'hostilité aux Roms, au même titre que le rejet de la plupart des minorités (voir sections précédentes), diminue lorsque le diplôme s'élève. Même si cette année le fait d'avoir un bac + 2 ne fait pas baisser le niveau d'antitsiganisme, les notes basses y étant moins répandues (51,5 %) que parmi ceux qui n'ont que le bac ou son équivalent (55,5 %), soit une différence de - 4 points de pourcentage.

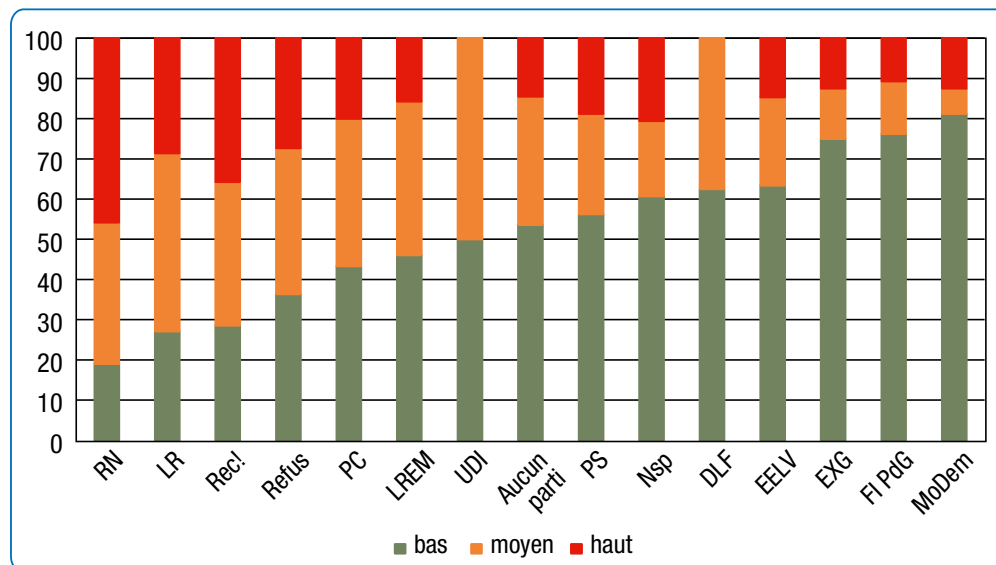
Figure 38.
Échelle d'antitsiganisme par diplôme (en%)



Source : Baromètre racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.
Dernier diplôme obtenu.

Ces préjugés envers les Roms sont aussi beaucoup moins fréquents à gauche qu'à droite de l'échiquier politique : 81 % des sympathisants du Rassemblement national (75 % en mars 2022), 73 % de ceux du parti Les Républicains, 71 % des personnes ayant exprimé des intentions de vote pour Reconquête!, le parti d'Éric Zemmour, sont hostiles aux Roms. Parmi les sympathisants du Mouvement Démocratique de François Bayrou, les scores d'hostilités sont les moins élevés à droite, et en recul (- 15 % par rapport à mars 2022). À gauche, on note chez les sympathisants de la France Insoumise et du Parti de Gauche une forte diminution du niveau d'antitsiganisme, la proportion de scores bas atteignant 76 % chez leurs éventuels électeurs (contre 60 % il y a un an). On retrouve de bas niveau d'antitsiganisme chez les sympathisants d'Europe Écologie Les Verts (63,5 %).

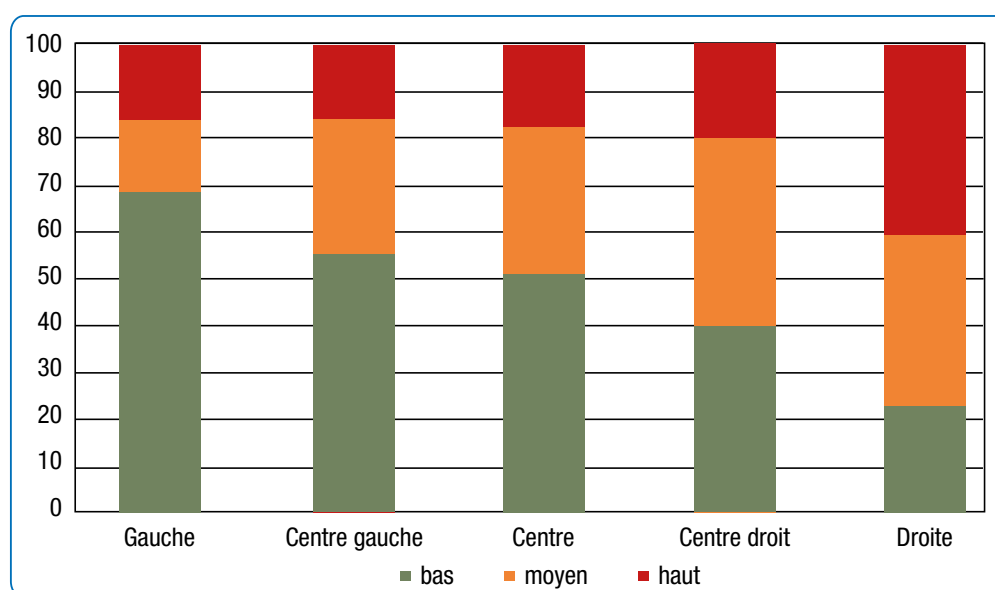
Figure 39.
Échelle d'antitsiganisme par préférence partisane (en%)



Source : Baromètre racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.

Il est aussi important de relever que 46,5% de ceux qui ne déclarent aucune proximité partisane ont un niveau moyen ou haut sur l'échelle d'antitsiganisme (pourcentage inférieur à la moyenne de l'échantillon, et beaucoup plus important qu'en novembre 2022, où ils étaient 40%). La figure 40 ci-dessous montre la répartition des scores selon l'autopositionnement politique (en cinq positions). Si, en 2019, on observait une forte convergence des profils entre le centre et le centre droit, ainsi que beaucoup de similarité entre le centre gauche et la gauche, la situation aujourd'hui est très différente : l'intensité de l'hostilité croît quand on va de la gauche vers la droite de l'échiquier politique, avec une hausse particulièrement marquée de l'intolérance chez les sondés les plus à droite, comparés à ceux du centre droit.

Figure 40.
Échelle d'antitsiganisme par autopositionnement politique en cinq positions (en %)



Source : Baromètre racisme CNCDH en face-à-face de novembre 2023.

On remarque de même que les sentiments négatifs envers les Roms sont beaucoup moins fréquents chez les Catholiques pratiquants (44 %) que chez les Catholiques non pratiquants (61 %). Si le pourcentage des Catholiques pratiquants réguliers hostiles aux Roms est sensiblement inférieur à la moyenne (- 6 points), il faut surtout remarquer qu'il a baissé sensiblement au cours des cinq dernières années (passant de 62 % à 53 % en 2018 et 2019 jusqu'à 44 % en novembre 2023). Cette réduction est en lien avec l'engagement renouvelé des associations catholiques, et notamment le Secours Catholique, pour promouvoir des occasions de rencontre et de sociabilité avec les Roms ainsi que des formes d'aide matérielle. Quant aux non-croyants, ils sont encore moins hostiles aux Roms, seulement 41 % manifestant des préjugés négatifs. Les croyants d'autres religions ont un pourcentage de scores moyens et hauts d'antitsiganisme légèrement inférieur à la moyenne de la population (49 % vs 50 %).

On peut croiser l'échelle d'antitsiganisme avec l'échelle d'ethnocentrisme déjà utilisée dans ce chapitre. Plus le niveau d'ethnocentrisme augmente, plus les

scores d'antitsiganisme progressent, témoignant d'une représentation stéréotypée et cohérente des minorités en général. Aversion aux Roms et ethnocentrisme vont ainsi de pair, un résultat qui mérite d'être souligné. *A contrario* ce sont les personnes les moins ethnocentriques qui font preuve d'ouverture d'esprit à l'égard de la minorité rom.

Ces corrélations aident à définir le profil des personnes les plus hostiles aux Roms, et son évolution au cours des dernières années. Mais il faut mesurer la part respective des effets de chaque variable. Est-ce la catégorie socioprofessionnelle qui structure le rapport aux Roms, ou bien le niveau d'éducation, ou encore le revenu familial ? Ou bien les processus de socialisation structurants, comme les expériences d'études et de travail à l'étranger ? Le niveau d'éducation exerce-t-il toujours un impact significatif si l'on prend en compte la région de provenance ?

Nous avons dans cette perspective contrôlé l'effet propre de chaque variable sur l'antitsiganisme avec plusieurs modèles de régression logistique. En plus des variables sociodémographiques (l'âge, le sexe, le parcours migratoire familial éventuel, le niveau d'éducation), nous avons introduit des indicateurs sur le revenu, la catégorie socioprofessionnelle, la pratique religieuse, et – pour finir – le positionnement politique. Ces variables ont été introduites « pas à pas » (*stepwise*) afin de sélectionner les variables pertinentes. Ce genre d'analyse permet de mesurer la « probabilité » de développer des sentiments hostiles aux Roms (mesurés par des scores moyens ou élevés sur l'échelle d'antitsiganisme) pour comprendre quelles sont les variables prédictives des préjugés. L'analyse montre que l'effet le plus important est celui de l'autopositionnement politique, le niveau d'éducation et, dans une moindre mesure, le sentiment de déclassement, l'origine migratoire familiale et, depuis cette année, la pratique religieuse aussi.

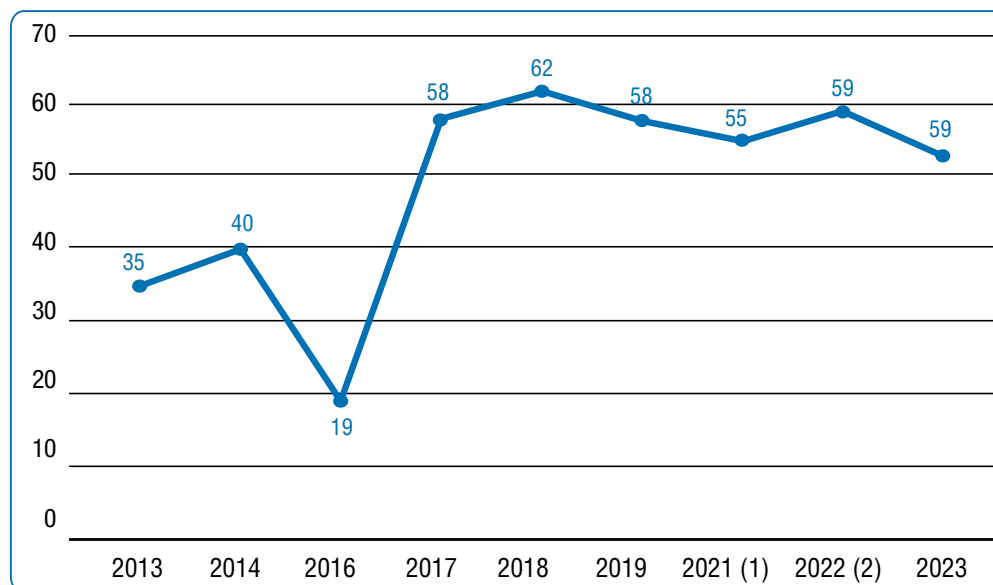
Ces variables gardent un impact statistiquement significatif, c'est-à-dire qu'elles exercent une influence réelle sur la probabilité d'éprouver ou non des sentiments négatifs à l'encontre des Roms, toutes choses égales par ailleurs. Il est intéressant de noter que par rapport aux années passées, où on enregistrait une forte diminution de l'antitsiganisme, et l'âge et le niveau d'éducation avaient un impact significatif, cette année seulement le diplôme est significatif. De même, il est intéressant de noter que la catégorie socioprofessionnelle n'est pas une variable significative à un moment où la diffusion de l'antitsiganisme marque fortement certaines catégories socioprofessionnelles (les ouvriers et les artisans et commerçants). En d'autres termes, l'hostilité envers les Roms n'est pas fondée sur l'expérience, mais sur un univers symbolique de stéréotypes plus prégnant chez les moins scolarisés. La dégradation de la condition socio-économique, elle, joue moins qu'il y a quelques années.

4.2.4.4. LA MÉMOIRE DU GÉNOCIDE COMME ENJEU ÉMERGENT DANS LA LUTTE CONTRE L'ANTITSIGANISME

En 2016, en analysant les données des enquêtes de janvier et d'octobre, on voyait que de moins en moins de personnes considéraient les Tsiganes, les Roms et les Gens du voyage comme les groupes les plus discriminés en France. Elles étaient 19% en 2013, contre 2,3% en 2016 (score identique en janvier et en octobre). C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas reposé cette question par la suite. Néanmoins au cours des huit dernières années se sont développées d'importantes mobilisations politiques et associatives visant à mieux faire reconnaître et conserver la mémoire de l'extermination des différents groupes tsiganes pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous avons donc voulu vérifier si le rapport de la société française à l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale avait changé. La part de répondants estimant qu'on ne parle « pas assez » de l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale était montée de 35% en 2013 à 40% en 2014, avant de retomber à 19% en octobre 2016. En novembre 2017, en revanche, presque 58% des personnes interrogées dans l'enquête CNCDH estimaient qu'on ne « parl[ait] pas assez de l'extermination des Tsiganes et des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale », pourcentage proche de son niveau record de 62% en 2018, revenu à 59% en novembre 2022 et à 53% en novembre 2023.

Figure 41.

Parle-t-on assez de l'extermination des Tsiganes et des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale ? (en%)



Source : Baromètres racisme CNCDH en face-à-face, 2013-2023.

La croissance spectaculaire de cette opinion au cours de l'année 2017 est en partie liée au discours de François Hollande au camp de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire) qui rendait hommage aux Tsiganes internés jusqu'en 1946. Elle témoigne de l'importance des campagnes et des mobilisations pour la reconnaissance des Roms, ainsi que de la lutte contre les stéréotypes qui les stigmatisent¹¹⁰.

Sa baisse entre 2018 et 2022 témoigne, en revanche, du fait que beaucoup de travail reste à faire pour bâtir la mémoire des enfermements, des restrictions à la mobilité, des persécutions, des expropriations, des déportations et des exterminations, ainsi que des formes de résistance. De nombreuses voix, en Europe et en France, demandent désormais la création d'une fondation pour la mémoire du génocide contre les Roms, jusqu'ici presque ignoré dans le discours public et dans les manuels scolaires d'histoire¹¹¹. Les appels d'intellectuels, d'élus et de militants européens à promouvoir la recherche historique, le recueil de témoignages, et la constitution d'archives se multiplient. Des mobilisations se développent également pour construire ou revendiquer un travail de mémoire fondé sur la construction de mémoriaux, l'organisation d'expositions et de commémorations¹¹². La révision des programmes scolaires et la formation d'enseignants font partie de cet effort, notamment grâce au réseau Canopé¹¹³, en accord avec les recommandations sur l'enseignement et l'apprentissage du génocide des Roms. Entre autres, la promotion de l'enseignement de l'histoire des Roms et des Gens du voyage, de l'Holocauste rom et de l'inclusion dans les programmes et les manuels scolaires, notamment par la formation des formateurs et des enseignants, est l'un des résultats attendus du plan d'action stratégique du Conseil de l'Europe sur l'intégration des Roms et des Gens du voyage (2020-2025). À noter également, un rapport conjoint commandé par le Conseil de l'Europe à l'Institut Georg Eckert en partenariat avec le Fonds pour l'éducation des Roms qui cherche à analyser la représentation des Roms dans les programmes et les manuels scolaires actuellement utilisés dans les niveaux supérieurs des écoles primaires et secondaires à travers l'Europe, y compris la France¹¹⁴. En outre, en 2020, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, soulignant que la présence historique de longue date des Roms et des Gens du voyage en Europe n'est toujours pas reconnue de manière adéquate dans les systèmes éducatifs et que leur contribution au patrimoine culturel européen est sous-estimée dans l'éducation formelle et non formelle, a rédigé une recommandation adressée aux gouvernements des États membres, dans le respect de leurs systèmes constitutionnels et de leurs politiques, circonstances

110. On pense par exemple à la tribune dans *Le Monde* au moment de la journée de la Mémoire 2017 : « Il faut créer une Fondation européenne pour la mémoire du génocide des Roms », *Le Monde*, 26 janvier 2018.

111. ABOUT Ilsen, PERNOT Mathieu, SUTRE Adèle (dir.), *Mondes tsiganes. Une histoire photographique, 1860-1980*, Actes Sud, 2018.

112. Voir <http://www.egam.eu/pour-la-creation-dune-fondation-europeenne-pour-la-memoire-du-genocide-contre-les-roms/>.

113. Opérateur public présent sur l'ensemble du territoire, placé sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, Réseau Canopé édite des ressources pédagogiques transmédias (imprimé, web, mobile, TV), répondant aux besoins de la communauté éducative ; voir <https://www.reseau-canope.fr/eduquer-contre-le-racisme-et-lantisemitismelracisme-anti-roms.html>.

114. Council of Europe, *The Representation of Roma in European Curricula and Textbooks*, Strasbourg, 2020.

et responsabilités nationales, régionales et locales respectives, en particulier dans le domaine de l'éducation primaire, secondaire et supérieur¹¹⁵.

Ces mobilisations vont de pair avec les initiatives prises par des associations pour lutter contre l'idée que les Roms auraient une « culture déficiente », et besoin de soutiens spéciaux ou de mesures extérieures au cadre du droit commun. Elles visent aussi à créer des liens et à les mettre en parallèle avec d'autres situations de précarité et d'exclusion, pour trouver des alliés et dénoncer les difficultés persistantes à faire accepter les enfants dits roms dans certains collèges et écoles primaires¹¹⁶.

115. Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Recommandation CM/Rec (2020) 2 aux États membres sur l'intégration de l'histoire des Roms et/ou des Gens du voyage dans les programmes scolaires et les matériels pédagogiques, 2020.

116. C'est le cas, par exemple, de la campagne #Ecolepour tous, qui rassemblent enfants et jeunes « du voyage », mineurs isolés étrangers, enfants ou parents vivant en bidonville, squat ou hôtel social. Dans le manifeste de la campagne on peut lire : « *En partageant nos histoires, nous avons découvert que cette commune expérience de l'exclusion scolaire nous rassemblait et nous donnait la force de réclamer ensemble le droit à nouveau de rêver, pour nous, et pour les enfants et les jeunes qui nous ressemblent* » (voir <https://ecolepour tous.org>). Voir aussi l'analyse des trajectoires de vie dans LEGROS Olivier et al., *L'État et la pauvreté étrangère en Europe occidentale. Trajectoires de migrants « roms » roumains en Espagne, France et Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 2024.

